



Erasmus+



FULL LIFE Project

ERASMUS+ KA2 Strategic Partnership – Good Practices Exchange

FULL LIFE - Strategies, methodologies and tools for the inclusion of people with cognitive, physical and psychic disability through work insertion and housing autonomy support

**ANARP - Associação Nova Aurora na Reabilitação e Reintegração Psicossocial
ARCA Cooperativa Social
CARITAS ŠABAC**

**IDEIS - Institut de l'entreprise et de l'innovation sociale
GALILEO PROGETTI Nonprofit Kft.
RES – Réseau d'Entreprises Sociales
SOCENT CLG - Irish Social Enterprise Network**

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents, which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use, which may be made of the information contained therein.



Erasmus+ KA2 Strategic Partnerships - 2019-1-IT02-KA204-062207

Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



INFORMATION SUR LA PUBLICATION

Cette publication a été réalisée dans le cadre du programme Erasmus+ KA2 Partenariats stratégiques - Echange de bonnes pratiques ! **FULL LIFE- Stratégies, méthodologies et outils pour l'inclusion des personnes ayant une déficience cognitive, physique et psychique par l'insertion professionnelle et le soutien à l'autonomie du logement**

EDITRICES

Claudia Piovano, Galileo Progetti Nonprofit Kft. - Budapest, Hongrie

Margit Simon, Arca Cooperativa Sociale - Florence, Italie

Graphic design by:

Ivana Lukić, Caritas Šabac - Šabac, Serbie

INDEX

1. **Le projet FULL LIFE - CONTEXTE, OBJECTIFS, GROUPE CIBLE, MESURES**
2. **PARTNAIRES**
 - 2.1 ANARP - Associação Nova Aurora na Reabilitação e Reintegração Psicossocial, Portugal
 - 2.2 ARCA Cooperativa Sociale, Italie
 - 2.3 CARITAS ŠABAC, Serbie
 - 2.4 IDEIS - Institut de l'entreprise et de l'innovation sociale, France
 - 2.5 GALILEO PROGETTI Nonprofit KFT, Hongrie
 - 2.6 RES - Réseau d'Entreprises Sociales, Belgique
 - 2.7 SOCENT CLG - Irish Social Enterprise Network, Irlande
3. **Contexte du handicap dans l'Union européenne**
4. **Introduction au contexte de l'analyse**
5. **Contexte des partenaires et bonnes pratiques**
 - 5.1 Belgique
 - 5.2 France
 - 5.3 Hongrie
 - 5.4 Irlande
 - 5.5 Italie
 - 5.6 Portugal
 - 5.7 Serbie
6. **Bonnes pratiques pour chaque typologie de service**
 - 6.1 **INTÉGRATION SCOLAIRE**
 - 6.1.1 AURÉLIE (Centre de formation) - Belgique
 - 6.1.2 IMP L'ESPÉREL - France
 - 6.1.3 PETŐ - Hongrie
 - 6.2 **INTÉGRATION AU TRAVAIL**
 - 6.2.1 Action Philippe Streit - France
 - 6.2.2 Village N°1 Entreprises - Belgique
 - 6.2.3 CRPG- Portugal
 - 6.2.4 Green Kitchen/WALK - Irlande
 - 6.2.5 VAI Project - Italie
 - 6.3 **CENTRES JOURNALIERS POUR HANDICAPÉS ET AUTRES ACTIVITÉS DE JOUR**
 - 6.3.1 County Wexford Community Workshop - Irlande
 - 6.3.2 Day care centre Sv. Sofija - Serbie
 - 6.3.3 Espaço T - Portugal
 - 6.4 **LOGEMENT**
 - 6.4.1 Assisted living Sv. Jovan- Serbie
 - 6.4.2 "Dopo di noi" - Italie
 - 6.4.3 Merek - Hongrie
7. **Message clé et contributions des partenaires du projet « FULL LIFE » Erasmus+ (2019-1-IT02-KA204-062207)**
8. **Auteurs par personne**

1. Le projet FULL LIFE - CONTEXTE, OBJECTIFS, GROUPE CIBLE, MESURES

Le projet FULL LIFE, cofinancé par le programme Erasmus+, a permis l'échange de bonnes pratiques et l'enrichissement professionnel mutuel entre les organisations et les experts travaillant au développement et à l'inclusion des personnes souffrant de déficiences physiques, mentales, intellectuelles ou sensorielles. Le projet correspond pleinement et contribue à la réalisation de la stratégie européenne pour les personnes handicapées 2010-2020. Cette dernière a ouvert la voie à une Europe favorisant l'autonomisation des personnes handicapées afin qu'elles puissent jouir de leurs droits et participer pleinement à la société et à l'économie.

« L'Union pour l'égalité - Stratégie pour les droits des personnes handicapées 2021-2030 » estime à environ 87 millions le nombre de personnes souffrant d'une forme quelconque de handicap dans l'UE, des personnes qui font encore face à des obstacles considérables dans l'accès aux soins de santé, à l'éducation, à l'emploi, aux activités récréatives, ainsi qu'à la participation à la vie politique. (source : Stratégie pour les droits des personnes handicapées 2021-2030):

- 50,8 % des personnes handicapées ont un emploi, comparativement à 75 % sans incapacité.
- 28,4 % des personnes handicapées sont exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, contre 17,8 % des personnes non handicapées.
- Seulement 29,4 % des personnes handicapées obtiennent un diplôme d'études supérieures, comparativement à 43,8 % des personnes non handicapées.
- 52 % des personnes handicapées se sentent victimes de discrimination.

Le projet « FULL LIFE » vise à favoriser leur pleine participation à la société, à améliorer la situation en matière d'accessibilité et de promotion de leurs droits.

Ces objectifs ne peuvent être atteints que par une connaissance approfondie de la réalité des services offerts et de la situation au niveau local, national et européen avec un engagement fort des entités publiques et privées.

Pour atteindre ces objectifs, les partenaires du projet FULL LIFE ont travaillé ensemble en échangeant leurs bonnes pratiques, en partageant l'analyse des besoins, des problèmes et des solutions. Sept organisations issues de sept pays membres de l'UE (Belgique, France, Hongrie, Irlande, Italie, Portugal et Serbie) se sont impliquées sur ce projet.

Les visites d'étude ont permis de confronter des réalités semblables ou différentes selon les pays, de découvrir des actions innovantes dans plusieurs domaines : participation égalité, emploi, éducation et formation, protection sociale, aide aux familles, logement et désinstitutionalisation, autonomie et gestion de la vie quotidienne, droit à des relations familiales, amicales et sentimentales, temps libre, etc.

Il est évident que la situation des services fournis de même que la qualité de vie des personnes handicapées sont différentes entre les États membres, ce qui est contraire au principe d'égalité des droits et des chances pour tous les citoyens de l'UE. Par conséquent, les partenaires du projet ont travaillé sur des recommandations qui ont été soumises aux décideurs politiques au niveau local et européen, pour engager la discussion et faire évoluer les situations.

Cette publication intègre un rapport propre à chaque pays dont les partenaires sont issus avec la présentation du contexte de chaque pays, les stratégies existantes, les principaux acteurs impliqués ainsi qu'un ensemble de bonnes pratiques inspirantes sur l'inclusion des personnes en situation de handicap qui peuvent être transférables et reproductibles. Il contient également une brève présentation des organisations partenaires du projet, qui ont contribué à la rédaction de ce document.

Enfin, le document identifie des propositions de recommandations pour l'élaboration de politiques publiques sur le handicap:

- **ANARP - ASSOCIACAO NOVA AURORA NA REABILITAE REINTEGRACAO PSICOSSOCIAL, Portugal**
- **ARCA Cooperativa Sociale, Italie**
- **CARITAS ŠABAC, Serbie**
- **IDEIS - Institut de l'entreprise et de l'innovation sociale, France**
- **GALILEO PROGETTI Nonprofit KFT, Hongrie**
- **RES - Réseau d'Entreprises Sociales, Belgique**
- **SOCENT CLG - Irish Social Enterprise Network, Irlande**

"The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein."

2. PARTNAIRES

2.1. ANARP - ASSOCIACAO NOVA AURORA NA REABILITAE REINTEGRACAO PSICOSSOCIAL, Portugal

ANARP est une association sans but lucratif située à Porto, créée en 1994 par la famille et les amis de personnes ayant des problèmes de santé mentale.

Les bénéficiaires sont des adultes ayant une maladie mentale cliniquement stabilisée.

L'ANARP fournit des services spécialisés de réadaptation psychosociale couvrant quatre domaines d'activités principaux:

- Dans le cadre du Programme de développement personnel, l'objectif est de développer la connaissance de soi et la gestion de la maladie, l'autonomisation et l'autodétermination grâce à la littératie en santé mentale, aux compétences neurocognitives, à la cognition sociale et à la formation en compétences de base.
- Un autre ensemble d'actions vise à définir un cours d'intégration, en tenant compte des intérêts, des valeurs

et des compétences des individus. Il est divisé en quatre domaines : éducation soutenue, formation professionnelle, programme d'insertion professionnel

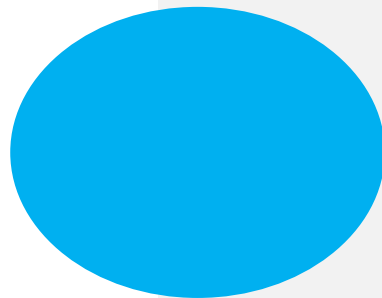
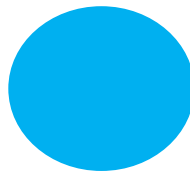
- Le Programme de logement soutient les personnes qui souhaitent continuer à vivre chez elles. Il y a aussi un projet pilote qui est un appartement, situé dans la communauté, destiné aux personnes ayant un degré réduit d'incapacité psychosociale, cliniquement stabilisé. L'ANARP fournit un soutien résidentiel qui permet l'autonomisation et l'intégration complète dans la communauté.

L'ANARP fournit enfin un soutien personnalisé à la famille pour répondre aux besoins spécifiques de sa dynamique, facilitant l'équilibre et la résolution des problèmes au sein de la famille

<http://anarp.org.pt>



Associação Nova Aurora
Reabilitação e Reintegração
Psicossocial



2.2 ARCA Cooperativa Sociale, Italie

Arca Social Cooperative est une organisation à but non lucratif créée en 1983 et basée à Florence. Depuis 1993, Arca est une coopérative sociale de type A – fondée sur la loi nationale 381/92. L'ARCA s'occupe de la gestion des services sociaux et éducatifs mixant gestion privée et publique. Elle emploie plus de 1700 travailleurs.

Arca travaille pour le bien-être et l'intégration de tous les citoyens à travers la conception, la gestion et la prestation de services sur le territoire avec un objectif de recherche constante de qualité. La coopérative expérimente des méthodes de gestion innovantes en matière de conception des services, de relations avec les acteurs sociaux publics. Arca opère en Toscane sur des services destinés aux personnes handicapées, aux personnes âgées, aux mineurs, aux toxicomanes, aux enfants d'âge préscolaire et aux personnes souffrant de problèmes psychiatriques.

www.arcacoop.org



Par ses nombreux projets et programmes, la coopérative Arca cherche à améliorer le bien-être général de la communauté et la promotion et l'intégration de ses citoyens. La structure est organisée comme une entreprise qui combine les principes de coopération. Par ses nombreux projets et programmes, la coopérative Arca poursuit le bien-être général de la communauté et la promotion et l'intégration de ses citoyens.

Arca est certifié selon ISO 9001 pour la conception, la gestion et la prestation de services éducatifs destinés à la petite enfance, les services de garde d'enfants, pour les services résidentiels et semi-résidentiels destinés aux personnes en situation de handicap, aux jeunes mineurs, aux toxicomanes, aux personnes âgées, pour le volet insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi.

2.3 CARITAS ŠABAC, Serbie

Caritas Šabac a été créée en 2000, et en 2010 a été enregistrée comme association légale. Caritas Šabac est une association non gouvernementale à but non lucratif créée pour promouvoir le développement humain, la paix et la cohésion sociale. Caritas Šabac est membre du réseau international de Caritas, ainsi que du réseau Dسيس, l'un des plus vastes réseaux spécialisés dans le soutien à l'économie sociale et solidaire et aux entreprises sociales couvrant plus de 20 pays, et le réseau régional Iris de prestataires de services sociaux

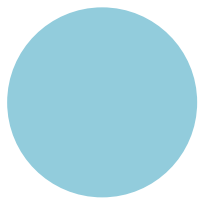
Les objectifs de Caritas Šabac sont : l'aide aux personnes âgées, aux malades et aux personnes en situation de handicap, aux personnes pauvres et socialement vulnérables, aux Roms et aux autres minorités etc. Le développement de l'économie solidaire et le l'entrepreneuriat social, le développement du volontariat, les incitations à l'éducation et à la protection de l'environnement sont également des domaines d'intervention de l'association.

www.caritas-sabac.com



Au fil des ans, Caritas Šabac a développé plusieurs services communautaires pour lesquels elle a obtenu quatre licences telles que : les soins à domicile pour les personnes âgées, malades et handicapés dans cinq municipalités, deux garderies pour personnes handicapées mentales et un service d'aide à la vie autonome.

L'élément novateur est toutefois la combinaison de ces services et de l'entrepreneuriat social. Caritas Šabac a plus de cinq ans d'expérience dans le domaine de l'économie sociale. Caritas Šabac a fondé deux entreprises pour la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées : Synergie sociale - services de blanchisserie (où les employés sont des femmes de groupes vulnérables et des personnes handicapées) et Avlija održivog razvoja (ferme du développement durable) - agriculture sociale, production alimentaire primaire et secondaire, restauration.



2.4 IDEIS - Institut de l'entreprise et de l'innovation sociale, France

IDEIS est une association locale de 50 personnes. IDEIS is working on:

- Le soutien à l'inclusion socioprofessionnelle des jeunes (16-25 ans), y compris les jeunes handicapés
- Des projets territoriaux concernant l'emploi et l'accompagnement des mutations économiques
- La gestion d'une Cité des Métiers ouverte à toute personne offrant des services sur la thématique emploi (conseil et services numériques sur la recherche d'emploi, de formation, la création d'entreprises, le changement professionnel).

IDEIS accompagne environ 2000 jeunes par an.

La Cité des Métiers reçoit environ 10 000 visiteurs par an.

IDEIS est organisé avec deux centres d'activités :

- Le pôle « Mission Locale » en charge de l'accompagnement des jeunes ;

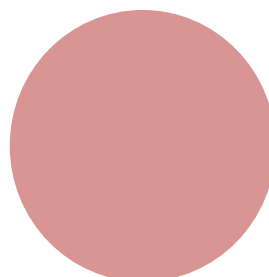
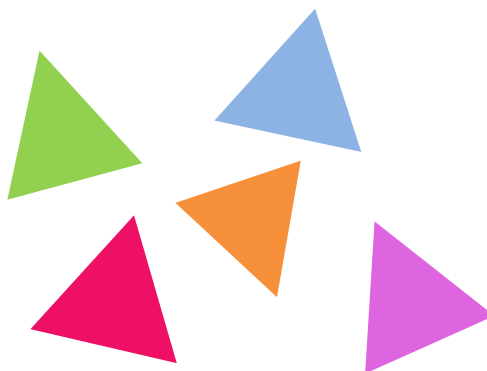
- Le pôle « Entreprise et Territoire », chargé de développer des projets pour favoriser la rencontre entre les besoins du territoire, les besoins des entreprises et les besoins des personnes à la recherche d'un emploi.

IDEIS développe des projets concernant de nouvelles formes de mobilisation de personnes éloignées de l'emploi. Ainsi un projet ERASMUS+ de MOOC sur la remobilisation des publics éloignés de l'emploi a abouti et permet maintenant aux professionnels européens travaillant dans les domaines de l'emploi, de l'intégration sociale d'avoir accès à de nouveaux outils/ nouvelles méthodes en ligne.

Lien vers la plateforme MOODLE :
<https://resolutionproject.moodlecloud.com/login/index.php>

IDEIS travaille enfin avec des entreprises inclusives qui ont signé une charte de responsabilité sociale territoriale pour intégrer davantage de personnes éloignées de l'emploi ou pour participer à des projets locaux de développement de l'emploi.

<https://www.ideis-asso.fr/>



2.5 GALILEO PROGETTI Nonprofit KFT, Hongrie

GALILEO PROGETTI Association à but non lucratif Kft. a été fondée à Budapest en 2009, pour promouvoir le bien-être, l'inclusion sociale, le développement et accroître la coopération internationale. Il s'agit d'une société hongroise avec une importante participation italienne : elle appartient au groupe d'entreprises créé par ARCA Cooperativa Sociale, Florence.

Les principaux objectifs de GALILEO sont le développement du secteur de l'éducation préscolaire, l'économie sociale ainsi que les politiques d'inclusion. Les groupes cibles de Galileo sont les enfants, les handicapés, les groupes vulnérables, avec une attention particulière pour la lutte contre la discrimination et l'inclusion sur le lieu de travail et dans la société.

Galileo vise également à développer le sentiment de participation civile et de citoyenneté européenne, en accordant une attention particulière à l'inclusion des personnes défavorisées ou à risque

d'exclusion sociale, telles que les minorités roms et les personnes handicapées.

Galileo développe un échange continu de bonnes pratiques et d'expériences avec les pays de l'UE, et travaille en collaboration avec des organismes locaux privés et publics.

Galileo dispose d'un vaste réseau local et international d'entreprises sociales, d'établissements d'enseignement, d'organisations publiques, d'associations et d'organisations civiles. Il est membre du Réseau européen des entreprises d'intégration sociale ENSIE. La direction de Galileo est convaincue que l'échange de bonnes pratiques peut accroître le développement local et les compétences des organisations locales. Le fonctionnement de la formation et des processus de travail dans le secteur social peut avoir un impact significatif sur les performances professionnelles des participants locaux..

<https://galileoprogetti.hu/language/en/home-english/>



2.6. RES - Réseau d'Entreprises Sociales, Belgique

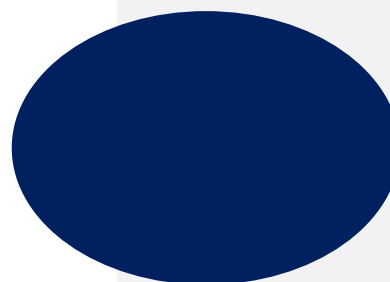
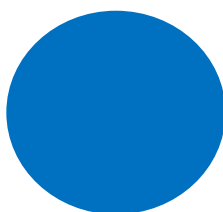
Le RES (Réseau d'Entreprises Sociales) vise à promouvoir et soutenir le développement et la création d'entreprises sociales en Wallonie en rassemblant des entreprises privées à vocation économique et d'intégration sociale. Le rôle du RES est de créer des liens entre ses membres pour développer des synergies et établir un dialogue permettant un échange de savoir-faire. Cet objectif général est défini en quatre objectifs opérationnels, quatre missions:

1. Mise en réseau régionale, nationale et européenne des membres. En d'autres termes, il s'agit de créer des opportunités d'échanges entre entrepreneurs sociaux. Cela implique l'organisation de réunions thématiques, de conférences, de visites, etc. afin de provoquer des échanges de bonnes pratiques et d'informations entre les acteurs de l'économie sociale.
2. Soutien à la gestion des ressources humaines et accompagnement des travailleurs. Le RES soutient ses membres et partenaires dans leur mission d'intégration socioprofessionnelle. Cela peut prendre la forme d'un encadrement

individuel et collectif des travailleurs défavorisés, de formation pour l'acquisition de compétences générales, de soutien et de conseils dans la gestion des ressources humaines, de soutien psychosocial des entreprises...

3. Promotion de l'économie sociale. Le RES vise à accroître la visibilité de ses membres et de l'économie sociale en général. Cela passe par l'implication du RES dans les différents réseaux wallons, par des rencontres avec les travailleurs des entreprises d'insertion sociale, par la création de partenariats avec l'économie classique et les institutions publiques et aussi par des actions de communication sur l'économie sociale.
4. Représentation de l'économie sociale au niveau européen. En participant aux initiatives de l'ENSIE, la RES est impliquée dans le lobbying pour les EPME en Europe. Cela aide les RES à anticiper l'évolution du secteur et à développer des partenariats européens sur des actions spécifiques de l'Economie Sociale.

<https://www.resasbl.be>



2.7. SOCENT CLG (Irish Social Enterprise Network) - Irlande

Le Réseau irlandais des entreprises sociales (ISEN) est un organisme national représentatif des entreprises sociales en Irlande. Il travaille avec des entreprises sociales de toutes tailles, des collectivités rurales aux grandes entreprises sociales financièrement viables. Les cibles et les bénéficiaires comprennent : les organismes de bienfaisance et les groupes communautaires et bénévoles qui s'orientent vers un modèle d'entreprise sociale comme moyen d'atteindre la viabilité financière

Les partenaires et les agences de soutien aux entreprises sociales et à l'économie sociale.

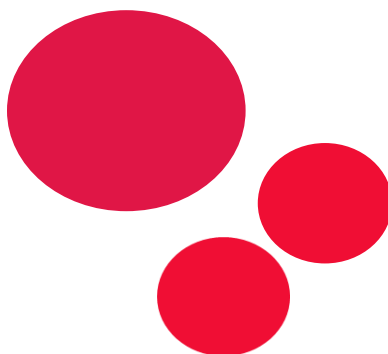
L'ISEN se concentre sur trois piliers d'activité:

- Réseau - ISEN organise des événements et des opportunités de réseautage tout au long de l'année, dans le but de combler le fossé entre les entreprises sociales en Irlande.
- Plaidoyer - L'ISEN vise une Irlande où les entreprises sociales sont reconnues comme un élément précieux et nécessaire de l'économie et de la société
- Education - L'ISEN vise à orienter les dirigeants dans la bonne direction pour lancer leur idée ou faire passer leur organisation au niveau supérieur.

L'ISEN vise à:

- Donner la parole aux entreprises sociales pour le travail qu'elles font et les enjeux/défis auxquels elles font face
- Accroître la sensibilisation par la promotion du secteur des entreprises sociales comme moyen de répondre aux besoins sociaux
- Apprendre des meilleures pratiques internationales pour développer des modèles efficaces d'entreprise sociale en Irlande
- Être la source faisant autorité des connaissances essentielles en Irlande pour gérer, développer et soutenir la croissance des entreprises sociales
- Collaborer et établir des partenariats avec les entreprises et les organismes locaux afin d'offrir une gamme complète de soutiens et de services à leurs clients de l'entreprise sociale, y compris la bonne gouvernance, la viabilité financière et la prestation et la surveillance des répercussions sociales

SocEnt.ie | Irish Social Enterprise Network



3. CONTEXTE DU HANDICAP DANS L'UNION EUROPEENNE

D'ici à 2020, un cinquième de la population de l'UE devrait présenter une forme quelconque de handicap. L'UE et ses États membres sont déterminés à améliorer la situation sociale et économique des personnes handicapées, en s'appuyant sur la Charte des droits fondamentaux de l'UE et sur le traité sur le fonctionnement de l'UE.

BASE LEGALE



Les droits des personnes handicapées sont inscrits dans les traités européens.

L'article 10 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) stipule que « dans la définition et la mise en œuvre de ses politiques et activités, l'Union vise à lutter contre la discrimination fondée sur le sexe, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, le handicap, âge ou orientation sexuelle ».

L'article 19 souligne également que le Conseil peut prendre les mesures appropriées pour lutter contre la discrimination fondée, entre autres, sur le handicap.

L'article 26 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne est consacré à l'intégration sociale des personnes handicapées.

CONVENTION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP



La Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées et son Protocole facultatif ont été adoptés le 13 décembre 2006. La convention est le premier instrument international juridiquement contraignant qui fixe des normes minimales pour les droits des personnes handicapées et la première convention des droits de l'homme à laquelle l'UE est devenue partie.

Le 26 novembre 2009, le Conseil a adopté sa décision concernant la conclusion de la convention, qui est entrée en

en vigueur le 22 janvier 2011 pour l'Union européenne. Des informations complémentaires sont disponibles dans le communiqué de presse de la Commission européenne du 5 janvier 2011.

Les éléments fondamentaux de la Convention des Nations Unies se reflètent dans la stratégie européenne pour les personnes handicapées 2010-2020..

STRATEGIE EUROPEENNE SUR LE HANDICAP : 2010-2020



Le 15 novembre 2010, la Commission européenne a adopté la Stratégie européenne pour les personnes handicapées 2010-2020, qui vise à éliminer les obstacles qui empêchent les personnes handicapées de participer de manière égale à la société.

Le document de travail de la Commission européenne présente les objectifs spécifiques identifiés dans la stratégie et les actions envisagées pour les atteindre. De plus amples informations sont disponibles sur le site web de la Commission européenne

8 priorités d'actions:

- Accessibilité – personnalisation des services et des biens pour les personnes handicapées;
- Participation – s'assurer que les personnes handicapées utilisent tous les avantages et droits qui leur relèvent de la citoyenneté européenne, qui sont garantis dans les documents juridiques, les traités et autres;
- Égalité – début de l'égalité des chances et lutte contre la discrimination,
- Emploi – accroître la proportion de personnes handicapées qui travaillent sur le marché du travail;
- Éducation, formation – actions de promotion de l'éducation et d'apprentissage tout au long de la vie pour les jeunes handicapés, assurant un accès égal à l'éducation, ce qui conduit à une pleine participation à la société et à une amélioration globale de la qualité de vie;
- Protection sociale – lutte contre la pauvreté, l'exclusion et promotion de conditions de vie dignes ;
- Soins de santé - accès égal aux services médicaux;
- Actions extérieures – promouvoir les droits des personnes handicapées dans les États adhérents à l'UE et établir des programmes internationaux sur le handicap ;

L'adoption de la loi européenne sur l'accessibilité en 2019 marque le début de la prochaine phase de la dynamique de l'accessibilité;

STRATEGIE EUROPEENNE SUR LE HANDICAP : 2021-2030

En mars 2021, la Commission européenne a adopté la stratégie relative aux droits des personnes handicapées 2021-2030.

Cette stratégie s'appuie sur les résultats de la précédente stratégie européenne 2010-2020 en faveur des personnes handicapées, qui a ouvert la voie à une Europe sans entraves et à l'autonomisation des personnes handicapées, afin qu'elles puissent jouir de leurs droits et participer pleinement à la société et à l'économie. Malgré les progrès accomplis au cours des dix dernières années, les personnes handicapées sont toujours confrontées à des obstacles considérables et sont davantage exposées au risque de pauvreté et d'exclusion sociale

L'objectif de cette nouvelle stratégie est de faire en sorte que toutes les personnes handicapées en Europe, indépendamment de leur sexe, de leur race ou de leur origine ethnique, de leur religion ou de leurs convictions, de leur âge ou de leur orientation sexuelle

- jouissent de leurs droits fondamentaux;
- bénéficient de l'égalité des chances et de l'égalité de participation à la société et à l'économie;
- puissent décider où, comment et avec qui elles vivent;
- se déplacent librement dans l'UE, quels que soient leurs besoins en termes d'assistance;
- ne soient plus victimes de discriminations

Cette nouvelle stratégie renforcée tient compte de la diversité des handicaps, et notamment des incapacités physiques, mentales, intellectuelles ou sensorielles durables (conformément à l'article 1er de la convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées), qui sont souvent invisibles.

Pour lutter contre les risques de désavantages cumulés auxquels sont confrontés les femmes, les enfants, les personnes âgées et les réfugiés handicapés, ainsi que les personnes souffrant de difficultés socio-économiques, elle promeut une perspective intersectionnelle, conformément au programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations unies et aux objectifs de développement durable (ODD).

La nouvelle stratégie prévoit donc un ensemble ambitieux d'actions et d'initiatives phares dans différents domaines et fixe de nombreuses priorités, telles que

- accessibilité: être en mesure de circuler et de séjourner librement, mais aussi de participer au processus démocratique;
- qualité de vie décente et vivre de manière autonome: la stratégie met l'accent notamment sur le processus de désinstitutionnalisation, la protection sociale et la non-discrimination au travail;
- égalité de participation: la stratégie vise à protéger efficacement les personnes handicapées contre toute forme de discrimination et de violence, à garantir l'égalité des chances et l'égalité d'accès à la justice, à l'éducation, à la culture, au sport et au tourisme, mais aussi à tous les services de santé;
- rôle de l'UE, qui doit montrer l'exemple;
- volonté de l'UE de concrétiser cette stratégie;
- promotion des droits des personnes handicapées à l'échelle mondiale

La Commission aidera les États membres à élaborer leurs stratégies et plans d'action nationaux en vue de poursuivre la mise en œuvre de la convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées et de la législation de l'UE dans ce domaine. La Commission européenne invite les États membres à contribuer à cette nouvelle stratégie renforcée en tant que cadre des actions de l'UE et afin de mettre en œuvre la convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées.

INITIATIVES CLES SUR LA HANDICAP

- **La loi européenne sur l'accessibilité**, la directive européenne 2019/882 sur les exigences d'accessibilité des produits et services des règlements sur les droits des passagers à mobilité réduite dans les principaux modes de transport
- **Directive européenne 2016/2102 sur l'accessibilité des sites Web et des applications mobiles** des organismes du secteur public
- **Carte d'invalidité de l'UE**
- **Carte de stationnement de l'UE**
- **Directive 2000/78/CE de l'UE établissant un cadre général pour l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail**
- **La Commission soutient également les États membres dans la mise en œuvre de la CNUDPH à travers le semestre européen** et avec les fonds de l'UE.

Certains instruments de politique utiles sont

- **le Pilier Européen des Droits Sociaux**, avec le principe 17 dédié aux personnes handicapées et les préoccupations de handicap aborder dans les principes pertinents
- **le semestre européen**, qui fournit un cadre pour la coordination des politiques économiques dans l'UE et des informations sur la situation des personnes handicapées et non handicapées dans les États membres

Sensibilisation au handicap

La Commission européenne s'engage à sensibiliser aux conditions de vie des personnes handicapées, aux défis auxquels elles sont confrontées dans leur vie quotidienne et aux outils pour améliorer leur vie. Il fait également connaître sa mise en œuvre de la CNUDPH.

Pour atteindre cet objectif, la Commission européenne organise chaque année

- **la journée européenne des personnes handicapées**
- **le prix Access City**, qui récompense les villes qui ont fait des efforts remarquables pour devenir plus accessibles
- **le forum de travail annuel sur la mise en œuvre de la CNUDPH**
- **la formation des praticiens juridiques et politiques** sur la politique et la législation de l'UE en matière de handicap

Support

L'UE fournit un soutien financier par le biais d'une subvention annuelle à un certain nombre d'organisations de personnes handicapées (OPH) et d'ONG (dans le cadre du programme Droits, égalité et citoyenneté) afin de faciliter leur participation aux processus au niveau de l'UE. Par exemple, ils donnent leur avis sur l'élaboration de la législation et des politiques de l'UE. Ces organes comprennent

- [Inclusion Europe](#)
- [International Federation for Spina Bifida and Hydrocephalus](#)
- [European Blind Union](#)
- [European Union of the Deaf](#)
- [Autism Europe](#)
- [Mental Health Europe](#)

Les Fonds structurels et d'investissement européens (FEIS) sont les principaux instruments financiers de l'UE pour renforcer la cohésion économique et sociale. Ils contribuent à assurer l'inclusion sociale des citoyens les plus vulnérables, y compris les personnes handicapées.

Le Réseau universitaire d'experts européens sur le handicap (ANED) fournit à la Commission européenne une analyse des données et des politiques des États membres de l'UE. Il gère DOTCOM, une base de données qui surveille les instruments politiques liés à la CNUDPH dans l'UE et les États membres.

3.1. BONNES PRATIQUES EUROPEENNES

Les partenaires du projet ont rassemblé ci-dessous quelques exemples de bonnes pratiques dans le domaine de l'inclusion des personnes handicapées en Europe à travers le réseau européen existant:

INTEGRATION PAR LE TRAVAIL

PAYS	ORGANISATION	PRATIQUES
AUTRICHE	Promente Steirmark GmbH	Un pour tous - le magasin social local ⇒ « Le programme Einer für Alle est un « magasin social local » qui offre un emploi aux personnes souffrant de maladies mentales, tout en offrant des avantages aux personnes à faible revenu »
DANEMARK	Grundfos	Se familiariser avec la pratique ⇒ « Depuis 1968, Grundfos promeut un milieu de travail inclusif en employant des personnes handicapées et maintient l'objectif d'avoir au moins 3 % de ses effectifs composés de personnes handicapées.

		⇒ Grundfos a également mis en place des « ateliers flexibles » pour accommoder les personnes handicapées dans lesquels les exigences de l'emploi sont adaptées à la capacité de travail de chaque employé »
FINLANDE	Nokia	Code de conduite de l'entreprise ⇒ « L'entreprise offre des horaires de travail flexibles et accueille les personnes ayant des problèmes de santé ou des handicaps modérés avec des journées de travail plus courtes que les autres, si nécessaire. »
FRANCE	Accor	Projet Handicapte ⇒ « Le projet propose un cours composé de périodes d'études et d'apprentissage alternées dans un hôtel ou un restaurant pour les étudiants handicapés »
	Carrefour	Politique sur les ressources humaines ⇒ « L'intérêt de Carrefour n'est pas seulement d'augmenter le nombre de travailleurs handicapés, mais aussi de les aider à conserver et à améliorer leur statut professionnel. »
	Sodexo	Atelier sur l'esprit d'inclusion ⇒ « L'objectif de l'entreprise est d'améliorer la qualité de vie des personnes handicapées en leur offrant la formation et les mesures d'adaptation nécessaires pour assurer leur réussite professionnelle. »
IRELANDE	Stewarts Care Ltd.	Service d'aide à l'emploi pour les utilisateurs des services de Stewarts Care ⇒ « Le programme Job Advocacy Support Service (JASS) utilise une approche centrée sur la personne qui implique l'utilisateur du service et sa famille [...] Les utilisateurs du service ont trouvé un emploi allant du commerce de détail à l'horticulture. »
	Kare Organisation IRELAND	Promouvoir l'emploi des personnes ayant une déficience intellectuelle ⇒ « Dans le cadre du programme d'emploi Kare, les personnes handicapées sont responsables de diriger le processus. Il s'agit notamment de décider quel genre de travail ils souhaitent faire, le nombre d'heures qu'ils souhaitent travailler et le type de salaire qu'ils souhaitent recevoir. »
SERBIE	Novitas Consult	Entreprise de réadaptation professionnelle et d'emploi des personnes handicapées ⇒ « Ils emploient presque exclusivement des personnes handicapées, assurent la formation professionnelle,

s'engagent dans le plaidoyer pour améliorer la position de PwD, ont été récompensés à plusieurs reprises au niveau national et international pour la mission sociale qu'ils accomplissent. »

Delhaize Serbia Projet d'intégration opérationnelle

- ⇒ « L'entreprise emploie 263 personnes handicapées, qui participent à divers ateliers éducatifs, tandis que 12 320 employés travaillent à promouvoir de bons exemples et à créer un environnement de travail inclusif.
- ⇒ En 2018, ils ont reçu le Prix européen pour la diversité et l'inclusion sur le lieu de travail.

ESPAGNE La Fageda Fundació Possibilités d'emploi de qualité pour les personnes ayant une maladie mentale ou un handicap

- ⇒ « Tous les travailleurs jouissent de tous les droits sociaux et du travail, ce qui signifie qu'ils sont traités sur un pied d'égalité avec tous les autres travailleurs qui ne sont pas certifiés comme handicapés. »

Telefónica Ressources humaines de Telefónica

- ⇒ Création d'un milieu de travail plus inclusif pour les personnes handicapées grâce à des lignes directrices précises en matière d'embauche et d'approvisionnement.

SLOVAQUIE WELLNEA s.r.o. Un salon de beauté pour tous

- ⇒ « WELLNEA est un lieu de travail pour six jeunes adultes handicapés. Ces six jeunes travaillent avec 13 autres employés, dont beaucoup sont exposés au risque d'exclusion sociale

PAYS BAS Buurtmarkt Breedeweg Tout dans une épicerie et un point de rencontre

- ⇒ « Buurtmarkt Breedeweg offre aux personnes handicapées la possibilité d'obtenir un emploi intéressant tout en offrant à la communauté un marché dont elle a grand besoin. »

Liens de référence:

https://www.easpd.eu/sites/default/files/sites/default/files/EVENTS/2015/Zadar/eas_001-15_en_ok.pdf

<https://www.ofiam.fr/site/parameters?url=https%3A%2F%2Fparametersservices.ofivalmo.fr%2FgetFile%3Fid%3D5ec3790887dbf%26filename%3D5ec3790887dbf-document-5ec379088908b.pdf%26type%3D3>

https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---ifp_skills/documents/publication/wcms_150658.pdf

INCLUSION SCOLAIRE

PAYS	ORGANISATION	PRATIQUE
AUTRICHE	Practice Centre of Pedagogical Training School, Vienna	<p>Projet Mehrstufenklasse</p> <p>⇒ « Dans la « Mehrstufenklasse », il y a des élèves de 10 à 16 ans dans une classe, y compris des enfants handicapés. L'éducation inclusive dans cette classe est obtenue en acceptant les sentiments et le comportement naturels des enfants à leur âge particulier. Cette attitude est l'attribut le plus important des enseignants et des élèves eux-mêmes dans l'éducation inclusive. La principale ressource est l'apprentissage par les pairs. Les enfants apprennent à réfléchir à leur propre travail. »</p>
BOSNIE-HERZEGOVINE	Association Inclusion of the Brcko District	<p>Projet « Intégration des enfants ayant une déficience intellectuelle dans les écoles ordinaires »</p> <p>⇒ L'Association se concentre sur la prévention de l'institutionnalisation des enfants et des personnes ayant une déficience intellectuelle, l'intégration des enfants et des jeunes dans les écoles élémentaires et secondaires, l'éducation des parents et de la communauté sur leurs droits, et l'éducation des enseignants dans les écoles. L'Association s'oppose à la ségrégation et préconise des modifications à la loi pour faire en sorte que les personnes ayant une déficience intellectuelle ne soient pas dans une position inférieure à celle des autres membres de la société.</p>
REPUBLIQUE TCHEQUE	Special School Prague 6	<p>Préparation à la vie adulte</p> <p>⇒ « L'objectif est d'améliorer les activités et l'environnement de travail que les personnes handicapées rencontreront dans leur vie, en les observant et en débattant. »</p>
FINLANDE	The Service Foundation for the Deaf, Helsinki	<p>Préparation, soutien et orientation pour promouvoir les jeunes malentendants</p> <p>⇒ « L'objectif principal de la pratique est de soutenir les jeunes malentendants dans le développement de compétences professionnelles et d'études, afin que les étudiants malentendants graves et sourds et aveugles aient de meilleures possibilités de trouver une formation en cours d'emploi et de trouver un emploi après leurs études. La Fondation, en tant que réseau multi-professionnel, offre aux étudiants une orientation professionnelle et d'autres activités, ciblant les personnes qui utilisent le langage des signes et sont exposées au risque de chômage de longue durée. »</p>
	University of Jyväskylä	Projet national d'accessibilité à l'enseignement supérieur

⇒ ⇒ « Cette bonne pratique garantit aux étudiants des chances égales de prouver leurs compétences et leur capacité de formation à toutes les étapes de leur enseignement supérieur et de leur milieu de travail. Chaque candidat aura accès, notamment aux personnes handicapées, aux personnes atteintes de maladies ou de difficultés d'apprentissage, ou aux personnes appartenant à une minorité linguistique ou culturelle. »

FRANCE

Collège Descartes-Montaigne, Liévin

Actions de sensibilisation aux handicaps dans les écoles

⇒ « L'objectif est de sensibiliser les élèves aux différentes formes de handicap, à travers des activités sportives adaptées (comme le football en fauteuil roulant), des expositions et des conférences d'information. Toutes ces activités sont liées à la question de l'accessibilité, qui permet aux participants de mieux parler et comprendre l'inclusion. »

ALLEMAGNE

Sophie-Scholl-Schule, Gießen

École inclusive pour tous les enfants

⇒ « Le développement de méthodes d'enseignement, de rituels et d'activités scolaires met l'accent sur l'acceptation et l'appréciation de l'hétérogénéité. Des équipes multi-professionnelles d'enseignants, d'éducateurs et de thérapeutes travaillent ensemble et accompagnent tous les enfants pendant la journée scolaire et les parents trouvent de nombreuses occasions de coopérer avec l'école. »

ROUMANIE

The Rehabilitation Foundation "SPERANTA" & Educational Assistance and Resource Centre "SPERANTA", Timisoara

Portes ouvertes »

⇒ « Speranta offre des services aux enfants handicapés et à leur famille, mais aussi aux enseignants et aux professionnels. Chaque année, plus de 250 enfants reçoivent le soutien psychologique, pédagogique, médical et social nécessaire. Les réalisations récentes les plus importantes sont : le IEN (Inclusive Education Network) et le nouveau centre d'éducation inclusive qui s'adresse à la zone rurale »

ESPAGNE

Fundación ONCE

Votre éducation n'a pas de limites : Développez votre avenir

⇒ « Ce projet vise à sensibiliser aux questions relatives aux personnes handicapées et à promouvoir la présence active des personnes handicapées dans les universités par le biais de séances de sensibilisation à l'éducation auxquelles participent les étudiants du secondaire obligatoire. »

Public School Padre Jerónimo, Madrid

Stratégies pour les élèves ayant des besoins éducatifs particuliers

⇒ « L'école publique Padre Jerónimo est un exemple de bonne pratique montrant comment développer et adapter le matériel des élèves pour la classe afin de permettre à tous les élèves d'être inclus dans les écoles ordinaires. Il montre comment élaborer des documents de travail qui soutiennent une

meilleure coordination du personnel de l'école et une organisation plus efficace de l'école. »

Liens de référence:

<https://www.inclusion-europe.eu/wp-content/uploads/2018/02/Best-Practice-Education-EN-FINALWEB.pdf>

http://www.includ-ed.eu/sites/default/files/documents/inclusive_education_disability_good_practices_from_around_europe.pdf

https://www.european-agency.org/sites/default/files/inclusive-education-and-classroom-practices_iecp-en.pdf

ACTIVITES RECREATIVES

PAYS	ORGANISATION	PRATIQUE
BULGARIE	Club "Water sports" – National Sports Academy "Vassill Levski"	COURS INTENSIF DE NATATION ADAPTÉE ⇒ « L'objectif du projet est d'accroître les possibilités d'accès à une gamme d'activités physiques et sportives adaptées (en particulier la natation) pour les personnes handicapées. La nature des activités de formation comprend l'éducation et la formation, les loisirs et la santé. Les avantages pour les participants sont : le développement fonctionnel, les possibilités d'adaptation accrues, le développement physique et moteur, l'inclusion sociale et l'égalité d'accès aux services sociaux comme le sport. »
DENMARK	Danish Sports Organisation for the Disabled	Projet Sport scolaire – Loisirs, vie et apprentissage ⇒ « Grâce à ce projet, les enfants ayant des besoins spéciaux peuvent participer à des sports offerts par les écoles pour des besoins spéciaux, des programmes parascolaires et des clubs sportifs locaux. Le projet combine les connaissances pédagogiques avec les ressources des clubs sportifs grâce à des partenariats public-volontaire. L'école assigne un employé et en collaboration avec les clubs sportifs locaux, des activités d'exercice adaptées sont proposées à l'enfant. »
	Danish Sports Organisation for the Disabled + Danish Army	PROJET DES SOLDATS BLESSÉS ⇒ « Le Projet des soldats blessés vise les soldats blessés. Ils sont formés et motivés par des consultants sportifs spécifiques à un niveau individuel afin de comprendre que leurs limites n'ont pas été (re)déplacées – ils doivent simplement appliquer une nouvelle approche pour les atteindre. Le concept combine les connaissances pédagogiques, psychologiques et physiologiques

avec les ressources des clubs sportifs. Les activités comprennent l'aviron, le basketball en fauteuil roulant, le tir à l'arc, la course à pied, le cyclisme, l'athlétisme, les courses automobiles, le triathlon et le MMA. »

ITALIE

University of
Cassino & Italian
Union of Sport for
All

PROGRAMME EXPORT-SPORT

⇒ « Ce programme vise à améliorer l'intégration sociale des personnes handicapées en participant directement à un large éventail d'activités sportives. [...] Les activités sportives sont également conçues comme un moyen de promouvoir un niveau d'intégration plus élevé parmi les personnes ayant une déficience intellectuelle et la société en général. Dans ce but, des moments spécifiques dans lesquels des groupes de personnes (par ex. des élèves de l'école, des étudiants universitaires, etc.) sont directement impliqués dans des activités sportives pour les personnes handicapées sont également promus. »

LITHUANIE

Lithuanian
Paralympic
Committee &
Lithuanian Olympic
Committee

LA JOURNÉE OLYMPIQUE

⇒ Neuf événements paralympiques, comme le basketball 3x3, les dames, les échecs et les fléchettes, ont lieu chaque année. Les athlètes olympiques et paralympiques participent à une « course d'un mille » et participent au relais de la flamme olympique et du drapeau. Au total, on estime que 2 000 personnes y participent, dont 150 ont un handicap. Le Comité paralympique utilise les structures existantes dans le sport scolaire lituanien, afin d'introduire les sports pour handicapés aux enfants. Au cours des réunions, les athlètes nationaux célèbres avec un handicap informent les enfants sur leur carrière sportive et le sport de jeu avec les enfants.

PAYS BAS

European Disabled
Golf Association &
Netherlands Golf
Federation

Jouer le jeu

⇒ Le golf est un sport pour tout le monde. À cet égard, le sport est aussi largement apprécié par les personnes handicapées. Afin d'introduire le jeu correctement, la Fédération de golf des Pays-Bas a développé un programme d'éducation avancée pour leurs professionnels de golf pour enseigner aux personnes de tous âges ayant des limitations physiques ; en même temps et pour compléter le cercle, un cours a été élaboré pour former les moniteurs de sport dans les centres de réadaptation afin de présenter le golf à leurs patients dans le cadre de la thérapie pendant le traitement.

Gehandicaptenspor
t Nederland +
Landelijke
Vereniging van
cluster 3-scholen +
NOC*NSF

Projet Special Heroes

⇒ Special Heroes veut que les enfants et les jeunes handicapés (6-19 ans) fassent l'expérience que le sport et l'exercice peuvent être amusants, et d'apprendre sur le sport et l'activité physique. La méthodologie des héros spéciaux comporte trois phases :

⇒ 1) Offre à l'intérieur de l'école (cours réguliers d'EP)

⇒ 2) Offre après l'école ou hors programme (p. ex., dans les clubs sportifs)

⇒ 3) Suivi de la continuité. L'activité sportive proposée varie selon les souhaits des enfants.

NORVEGE	Norwegian Olympic and Paralympic Committee and Confederation of Sports + National Sport Federations	RECRUTEMENT DU SUD AU NORD ⇒ Dans cette campagne, Per Christian Brunsvik et Steinar Andreassen Jensen devaient faire environ 2700 km de vélo à vélo du point le plus au sud de la Norvège continentale jusqu'à son point le plus au nord. Le voyage de trois mois a été « accompagné » par 25 événements de recrutement (3 000 participants dont 1 000 personnes handicapées), huit séminaires (500 participants), 18 visites scolaires (1 000 élèves) et 50 réunions avec les décideurs municipaux. L'objectif global était de recruter 500 nouveaux athlètes, ainsi que de sensibiliser les sportifs handicapés à tous les niveaux.
----------------	---	---

SLOVENIE	National Paralympic Committee Slovenia	COMPÉTITION SPORTIVE SCOLAIRE ⇒ En Slovénie, les écoles primaires et secondaires disposent d'un solide système de compétitions sportives multiples, du niveau local au niveau national. Sur la base de ce système, et pour surmonter la ségrégation et intégrer les adolescents handicapés dans les activités sportives non handicapés, les enfants handicapés participent maintenant à ces compétitions sportives scolaires et rivalisent avec les adolescents « non handicapés » au niveau national..
-----------------	--	---

ESPAGNE	Spanish Sport Council	SPORTS, FEMMES ET HANDICAP ⇒ Les filles et les femmes handicapées ne pratiquent pas autant de sport que les hommes en Espagne. L'une des raisons les plus importantes est le manque d'information et de connaissances sur les possibilités de participation des filles et des femmes handicapées aux activités sportives. À cet égard, une campagne de promotion spéciale s'adressant aux filles et aux jeunes femmes handicapées a été lancée afin de mettre en évidence les nombreuses possibilités de sport pour les femmes handicapées en Espagne. Les premières actions incluaient la production d'une vidéo de 12 minutes montrant des exemples de neuf athlètes féminines avec différents handicaps, au niveau de l'élite et de la base.
----------------	-----------------------	---

Liens de référence:

<http://unescoitrallee.com/wp-content/uploads/2015/04/Disability-Sport-in-Europe-Good-practice-handbook.pdf>

https://www.aevv-egwa.org/download/greenways4tour/G4T_Guide-to-best-practices-for-accessible-Greeways.pdf

<file:///C:/Users/MLINA~1/AppData/Local/Temp/KE-BL-19-001-EN-N.pdf>

HEBERGEMENT

PAYS	ORGANISATION	PRATIQUE
BELGIQUE		Le système flamand de budget des assistants personnels permet aux personnes handicapées d'organiser elles-mêmes le soutien dont elles ont besoin. Avec le budget, ils emploient des professionnels pour les soutenir dans toutes sortes d'activités quotidiennes telles que la préparation des repas, la nutrition, le transport, le soutien émotionnel, etc.
CROATIE	Association for Promoting Inclusion, Zagreb	<p>Maisons de vie autonome</p> <p>⇒ Les principales étapes du programme sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Logement communautaire dans des appartements selon le choix des clients (1 à 5 personnes partagent un appartement) avec le degré de soutien nécessaire fourni, • Fournir de l'aide et améliorer la compétence des clients dans les situations quotidiennes (gérer l'argent de façon responsable, garder l'appartement propre, prendre soin de leurs vêtements et de leur linge, utiliser le système de transport en commun) • Accroître le niveau de compétence des clients en leur permettant de participer à la vie de la communauté locale (participation à des activités professionnelles, culturelles, récréatives, sportives ou religieuses).
HONGRIE	Fecske Service	<p>FECSKE</p> <p>⇒ Le Service FECSKE est un programme modèle qui soutient les familles qui prennent soin de la vie d'une personne handicapée et son intégration sociale. Le service fournit des soins à domicile et des services d'accompagnement de manière flexible et fiable aux familles qui s'occupent de personnes handicapées..</p>
SERBIE	Centre for Independent Living, Belgrade	<p>Service d'assistance personnelle</p> <p>⇒ Ce projet est une autre forme de soutien pour les personnes handicapées. Les objectifs étaient d'estimer la demande pour ce type de soutien, d'identifier les changements survenus dans la vie des utilisateurs, d'analyser et de comparer la qualité des services fournis par le biais du Service d'assistance personnelle et d'évaluer le soutien institutionnel.</p> <p>Grâce à The Personal Assistance Service, des améliorations significatives de la qualité de vie des utilisateurs ont été notées. Les utilisateurs commencent à identifier leurs besoins réels et à satisfaire les désirs qu'ils ne pouvaient pas satisfaire auparavant.</p>
SLOVENIE	Slatinka Social Services Home	<p>Appartements avec prise en charge</p> <p>⇒ Les clients du Foyer, qui étaient auparavant considérés comme très dépendants des soins, ont acquis des aptitudes à la vie autonome après leur réinstallation. Beaucoup vivent maintenant avec peu de soutien. Ils militent activement pour les droits d'autres personnes handicapées en Slovaquie.</p>

ESPAGNEPlataforma
Educativa**Platforma Educativa**

⇒ Ils offrent des conseils et du soutien aux personnes ayant une déficience intellectuelle ou des problèmes de santé mentale. Ces personnes peuvent vivre seules, en couple ou avec d'autres personnes (avec un maximum de 4) et peuvent avoir besoin de soutien lié à l'autonomie, au bien-être physique et matériel, aux relations interpersonnelles, au développement personnel et à l'inclusion sociale.

Ils fonctionnent sur la base d'objectifs (bien-être, éducation, etc.) qui sont développés et priorisés, avec l'utilisateur, et qui peuvent également être modifiés avec souplesse sur les demandes de l'utilisateur.

Liens de référence:

https://fra.europa.eu/sites/default/files/fra_uploads/fra-2018-from-institutions-to-community-living-ground-perspectives_en.pdf

https://enil.eu/wp-content/uploads/2019/03/GoodPractice_web.pdf

CARTE INTERACTIVE DE BONNES PRATIQUES ET DE PROJETS DANS LE MONDE

<https://www.makingitwork-crpd.org/our-work/good-practices-and-projects/map>

➔ Pour rendre les visites, les réunions et les débats aussi riches que possible pour les participants des différentes organisations au cours des activités d'apprentissage, il semblait essentiel que les partenaires effectuent des recherches et des analyses préparatoires.

➔ Premièrement, pour s'assurer d'utiliser le même langage et de comprendre les mêmes concepts, il était important de s'entendre sur certaines terminologies et définitions. Pour ce faire, les partenaires du projet ont compilé un glossaire qui comprend de nombreux termes et concepts qui ont été utilisés et discutés tout au long du projet.

➔ Deuxièmement, il était également essentiel pour nous de réaliser des travaux d'analyse sur les contextes nationaux/régionaux/locaux de chaque partenaire. En effet, la connaissance des cadres juridiques ainsi que des structures sociales existantes permet de mieux comprendre l'existence et le fonctionnement des organisations existantes. Plus important encore, il permet aux participants de voir comment les bonnes pratiques peuvent être transférées d'un pays à leur propre pays.

➔ Ainsi, les deux chapitres suivants nous permettent d'une part de présenter les différents contextes des pays représentés en termes législatifs et sociaux, et d'autre part les types d'organisations existantes qui accompagnent le public handicapé vers l'autonomie et l'insertion professionnelle.

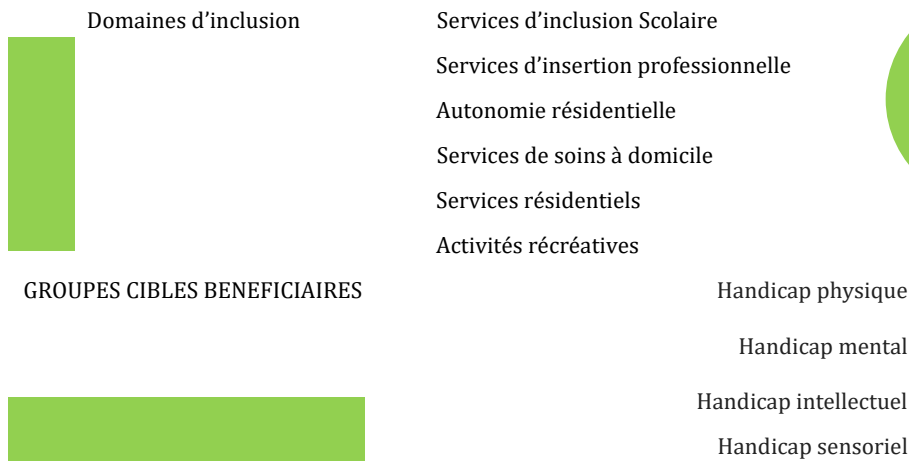
Contexte des partenaires et bonnes pratiques

Ce chapitre présente deux éléments essentiels à la compréhension des organisations existantes dans chaque pays européen membre du consortium. D'une part, cette section présente le contexte législatif de chaque pays (ou région) concernant l'autonomie et l'intégration socioprofessionnelle des personnes handicapées. En revanche, il y a une brève description des différents services existants pour soutenir ce public vers ces objectifs. Il y a donc ici une revue des différents pays, par ordre alphabétique. L'objectif n'est pas de comparer ou d'évaluer les situations de chaque pays, mais simplement de rendre compte des différents contextes.

Cible¹ des services pour l'inclusion sociale et professionnelle

Dans le cadre du projet FULL LIFE, trois catégories de handicaps peuvent être définies comme suit:

- L'incapacité physique comprend les troubles moteurs, sensoriels et de la parole
- La déficience cognitive concerne la déficience intellectuelle et comprend le retard mental, le trouble du comportement, le déficit de l'attention, le syndrome spécifique (par exemple, trisomie 21)
- L'incapacité psychique concerne l'incapacité mentale et comprend les troubles mentaux, la psychose, le trouble de la personnalité, le spectre de l'autisme..



¹ La classification des handicaps est basée sur l'UNCRPD
<https://www.un.org/development/desa/disabilities/convention-on-the-rights-of-persons-with-disabilities.html>

5.1 BELGIQUE

Cadre juridique pour l'autonomie et l'insertion professionnelle des personnes en situation d'handicap

En 2009, la Belgique a ratifié la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées (CDPH) et appliqué toutes les dispositions, sans limitation ni exception, à toutes les unités constituantes des États fédérés belges. Actuellement, la législation belge spécifique aux personnes handicapées est divisée entre différents niveaux de compétence : l'autorité fédérale - Communautés - Régions - Communes.

Au niveau fédéral, il y a :

- La Direction Générale (DG) de la Sécurité Sociale des Personnes Handicapées de la Fonction Publique Fédérale (SPF), qui est chargée, entre autres, d'évaluer le degré d'incapacité de ceux qui demandent une aide (adultes et enfants) et leur allouer une aide financière en fonction de leur niveau d'incapacité.
- L'INAMI (Institut national de la santé et de l'assurance invalidité), qui traite en particulier de l'accès et du remboursement aux soins de santé et de l'indemnisation des personnes malades et handicapées

Au niveau communautaire (français, flamand et germanophone) : les questions relatives à l'éducation spécialisée et intégrée ainsi qu'au sport pour les personnes handicapées sont abordées.

Au niveau régional, des questions telles que le logement, les transports, la formation et l'emploi, les aides matérielles sont traitées différemment entre la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Région wallonne. Ce document se concentre principalement sur la Région wallonne, où agit le réseau RES.

En Région wallonne, l'AVIQ (Agence pour une vie de qualité) est responsable des politiques en matière de bien-être, de santé, de handicap et de famille.

Au niveau des personnes handicapées, l'Agence est responsable : de la sensibilisation aux handicaps, des politiques d'accueil et d'hébergement des personnes handicapées, de l'aide aux soins à domicile, du soutien à l'insertion socioprofessionnelle par le biais d'aides à l'emploi et à la formation, les accréditations et les subventions pour les services qui reçoivent, accueillent, emploient, forment et conseillent les personnes handicapées

Services d'insertion socio-professionnelle

En Région wallonne, l'AVIQ propose:

- Un soutien à l'insertion professionnelle des personnes reconnues comme handicapées par:
 - Un Soutien individuel
 - Un cours de découverte d'emploi d'une semaine
 - Des initiatives ponctuelles comme DUO Day, qui permet à une personne handicapée de passer une journée avec un travailleur d'une entreprise partenaire du projet.
- Il propose un contrat d'adaptation professionnelle pour les personnes en mesure de travailler : il s'agit d'un contrat tripartite, qui met en place un processus de formation par la pratique dans une entreprise. L'AVIQ rembourse 70% du montant payé par l'entreprise..
- Il offre également un soutien à l'engagement en offrant:
 - Une prime d'intégration permettant le remboursement de 25% du coût salarial pour une durée maximale d'un an.
 - Une prime de tutorat, pour encourager l'entreprise à nommer un tuteur qui continue à observer l'intégration du travailleur handicapé et, si nécessaire, propose des ajustements.
- Des aides spécifiques sont également demandées en cas de difficultés dues à un handicap tel que
 - Une prime de compensation : pour compenser le coût des mesures prises pour permettre au travailleur d'exercer ses fonctions de la meilleure façon possible.
 - Une disposition de poste de travail.

Contexte et pratiques d'insertion socio-professionnelle

INCLUSION SCOLAIRE

Vers 1970, une loi sur l'enseignement spécial a été adoptée. L'organisation de l'enseignement spécial est ensuite organisée en fonction des différents types de handicaps. En 2009, le décret organisant l'enseignement spécial reconnaît, soutient et organise l'intégration des élèves ayant des besoins spéciaux dans l'enseignement général pour tous les types.

Ce projet d'intégration est conçu individuellement et en collaboration, en tenant compte des compétences et des besoins spécifiques de l'étudiant.

C'est la communauté française qui organise et subventionne l'enseignement spécial et paie les frais de scolarité des étudiants handicapés, ce qui n'est pas le cas dans l'enseignement général. Dans ce cas, c'est l'AVIQ qui aide les parents.

L'initiative de solidarité CAP 48 'écoles accessibles' permet également à de nombreux jeunes handicapés de poursuivre leur éducation, grâce au soutien apporté aux écoles secondaires pilotes qui s'engagent à accueillir les enfants à mobilité réduite.

Au niveau de l'enseignement supérieur, le décret du 30 janvier 2014 sur l'enseignement supérieur inclusif impose aux universités et lycées l'obligation d'intégrer les étudiants handicapés et de mettre en place les aménagements nécessaires pour les accompagner dans leur cursus. L'AVIQ offre également un accompagnement pédagogique à ces étudiants.

EXEMPLE : CAP 48

Cible : Déficience physique, mentale et intellectuelle

L'initiative de solidarité CAP 48 'écoles accessibles' permet à de nombreux jeunes handicapés de poursuivre leur éducation, grâce au soutien apporté aux écoles secondaires pilotes qui s'engagent à accueillir les enfants à mobilité réduite.

CAP 48 est une très grande association de volontaires qui existe depuis plus de 60 ans et qui a pour objectif principal de collecter des fonds pour soutenir l'intégration des personnes handicapées et l'intégration des jeunes en difficulté en Wallonie et à Bruxelles. En 2019, elle avait levé 6,4 millions d'euros !

INCLUSION PROFESSIONNELLE

En Belgique, il n'y a pas d'obligation en tant que telle d'engager du personnel handicapé pour des entreprises privées. Certaines politiques de recrutement peuvent être proposées par les régions. Pour les entreprises publiques wallonnes, la loi exige une personne à temps partiel pour 20 salariés à temps plein.

L'AVIQ assume diverses tâches pour assurer l'intégration des personnes handicapées sur le marché du travail en collaboration avec le Forem (organisme public wallon pour l'emploi et la formation) et les missions régionales pour l'emploi.

En Wallonie, il existe également l'E.T.A. : Entreprises de travail adapté.

L'ETA est une entreprise qui reçoit un pourcentage minimum de personnes handicapées en vertu de la loi. Elle est active dans de nombreux domaines. Ces structures bénéficient d'une intervention financière importante des pouvoirs publics.

En Wallonie, l'EWETA (Walloon Agreement of Adapted Work Enterprises) recense 55 ETA agréées et subventionnées par l'AWIQ occupant quelque 10000 travailleurs, dont près de 91% ont un contrat à durée indéterminée.

La Belgique a également adopté une législation nationale conformément à la directive européenne 2000/78/CE. Cette loi anti-discrimination, créée en 2007, interdit la discrimination fondée notamment sur le handicap.

Enfin, on peut également noter que la Constitution belge garantit "le droit de bénéficier, en fonction de la nature et de la gravité de son handicap, de mesures garantissant son autonomie et son insertion sociale et professionnelle"

► [EWETA](#)

Cible : Incapacité physique, mentale et sensorielle

L'EWETA (Accord wallon des entreprises de travail adapté) est une fédération.

Elle énumère 55 ETA approuvées et subventionnées par l'AVIQ occupant quelque 10000 travailleurs, dont près de 91% ont un contrat à durée indéterminée.

De ces 10 000 travailleurs, 85000 sont des personnes handicapées, dont la plupart ont des déficiences mentales, physiques et sensorielles. Près de 86 % occupent des postes de production, tandis que les 14 % restants occupent des postes de direction (dont seulement 18 % sont des travailleurs handicapés). Le groupe des 30-49 ans est le plus représenté : il représente près de 65% des travailleurs.

Le chiffre d'affaires total de l'ETA en 2020 s'élève à plus de 361 millions d'euros. Aujourd'hui, la part totale des subventions que reçoivent les PSAE est d'environ 30% du budget de l'ETA, les 70% restants devant être générés par l'activité économique.

CENTRES D'ACCUEIL DE JOUR ET ACTIVITES RECREATIVES

Un accueil de jour pour adultes (S.A.J.A.) : Une personne handicapée qui ne travaille pas peut recevoir un service d'accueil de jour 5 jours par semaine, de 8 h 30 à 16 h. Diverses activités professionnelles sont organisées, supervisées par des éducateurs.

Les services spécialisés d'accueil des jeunes (SAS'j) accueillent les jeunes non scolarisés (temporairement ou plus longtemps) qui, en raison de la gravité de leur handicap, ne fréquentent pas un établissement d'enseignement ordinaire ou spécial. Ils les accueillent le plus souvent le jour de la semaine, à des degrés d'intensité variables selon les besoins du jeune à un moment donné.

Selon les besoins personnels du jeune, ces services fournissent des soins médicaux et paramédicaux. Ils organisent également des ateliers et diverses activités ou organisent des vacances.

Les services spécialisés de garde d'enfants pour les jeunes fournissent des soins individuels, éducatifs, médicaux, thérapeutiques, psychologiques et sociaux adaptés à leurs besoins. Ils visent à intégrer la personne handicapée dans les activités scolaires, sociales et culturelles.

Activités

En Wallonie et à Bruxelles, il existe un outil informatique appelé Access-I. Il informe les personnes handicapées sur le niveau d'accessibilité des événements culturels, des infrastructures touristiques, des sports, des sites de plein air, des visites à vélo, etc.

Pour voyager à l'étranger, l'association 'autonomia' informe les personnes handicapées sur les centres de vacances parfaitement adaptés aux différentes limitations de mobilité.

L'AVIQ propose également une gamme de bonnes offres de loisirs.

Il existe de nombreuses initiatives et associations pour aider les personnes handicapées à participer au sport, à un passe-temps et à l'accès à la culture.

La Région wallonne a mis en place un site appelé WIKIWIPH qui propose un ensemble de fiches explicatives contenant toutes les aides aux personnes handicapées, dans de nombreux domaines, y compris l'accès aux loisirs et aux activités culturelles. | Wikiwiph (aviq.be)

► **CREAHM-Liège Day Centre**

Cible : Incapacité mentale

Le Centre de jour CREAHM-Liège (CJCL), SAJA, est un centre d'accueil permanent reconnu qui est ouvert cinq jours par semaine pour les personnes adultes ayant une déficience mentale.

Les activités proposées sont principalement orientées vers l'expression artistique.

Les ateliers de peinture, de sculpture, de musique, de théâtre, de gravure, de danse, de cirque, etc. sont animés par des artistes et le soutien éducatif individuel est assuré par une équipe pédagogique multidisciplinaire.

Elle organise des projets au niveau national et international et soutient la diffusion de sa production

HEBERGEMENT

En Wallonie, il y a :

- Les services résidentiels pour adultes pour la nuit (S.R.N.A.). Ces services accueillent les personnes handicapées qui sont bénéficiaires d'un service de garderie qui veulent un hébergement ou les personnes qui sont inoccupées pendant la journée pour qui ces services développent également des services de garde.
- Services de résidence pour adultes (SRDA) Ce sont des lieux de vie de plus en plus réservés aux personnes atteintes d'un très haut niveau de handicap. Ils bénéficient d'une supervision thérapeutique et éducative permanente.
- Les Services de logement supervisé (SLD) s'adressent aux adultes de tous âges ou aux jeunes de 16 ans ayant une déficience mentale. Après avoir mis en place un projet individuel avec l'équipe éducative, ces personnes quittent le service résidentiel pour le service de logement supervisé où elles peuvent gagner en autonomie.
- Pour les personnes qui veulent avoir leur propre maison mais qui ont besoin d'un tiers pour effectuer certaines tâches de la vie quotidienne, il existe un service d'assistance à la vie quotidienne 'A.V.J service'. il y a des quartiers de maisons situés à côté des locaux d'un service AVJ qui emploie du personnel capable d'intervenir 24 heures sur 24 pour aider les gens en cas de besoin.
- Pour les jeunes handicapés âgés de 3 à 18 ans, il existe des services résidentiels pour les jeunes (RSJ) qui offrent des soins de jour et de nuit permanents dans un environnement approprié.

► **Notre Village**

Cible : incapacité physique, mentale, intellectuelle et sensorielle

« Notre Village » est un service de garde et de résidence pour les personnes handicapées.

L'accueil résidentiel se compose de 10 entités résidentielles qui accueillent un total de 200 personnes handicapées.

Le service d'accueil du village organise de nombreux ateliers et activités de jour. Les bénéficiaires sont des adultes souffrant de handicaps légers à graves. Objectifs : maintenir l'apprentissage, développer les compétences, permettre le développement personnel et l'intégration dans une réalisation collective. L'accueil offre une activité adaptée à plus de 170 personnes. Il est divisé en trois pôles : service - production, art, culture, sport - bien-être

5.2 FRANCE

Cadre juridique pour l'autonomie et l'insertion professionnelle des personnes en situation d'handicap

La loi sur l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées du 11 février 2005 apporte des changements fondamentaux pour répondre aux attentes des personnes handicapées:

Le droit à compensation

La Loi sur les personnes handicapées met en œuvre le principe du droit à l'indemnisation des personnes handicapées, tant en établissement qu'à domicile. L'indemnité couvre les besoins d'aide humaine, technique ou animale, d'hébergement ou de développement des véhicules, en fonction du plan de vie formulé par la personne handicapée.

La personne handicapée a droit à une indemnisation pour les conséquences de son handicap, indépendamment de l'origine et de la nature de la déficience, de l'âge ou du mode de vie. Cette rémunération consiste à répondre à ses besoins, que ce soit en matière de soins à la petite enfance, de scolarisation, d'enseignement, d'éducation, d'intégration professionnelle, d'adaptation du milieu familial ou professionnel pour le plein exercice de sa citoyenneté et de sa capacité d'autonomie, et le développement ou l'adaptation de l'offre de services, permettant à la famille et aux amis de la personne handicapée de bénéficier de temps de répit, le développement de groupes d'entraide ou de places dans des établissements spécialisés, l'assistance de toute nature à la personne ou aux institutions pour vivre dans un environnement ordinaire ou adapté. Ces réponses adaptées tiennent compte de l'accueil et du soutien dont ont besoin les personnes handicapées qui ne peuvent exprimer leurs besoins seules. **Education**
The Disability Act recognizes the right of every child with a disability to be enrolled in an ordinary school, in the school closest to his or her home.

Éducation

La Loi sur l'incapacité reconnaît le droit de chaque enfant handicapé d'être inscrit dans une école ordinaire, dans l'école la plus proche de son domicile.

Emploi

La loi sur le handicap réaffirme l'obligation d'employer au moins 6% des travailleurs handicapés pour les entreprises de plus de 20 employés, renforce les sanctions, crée des incitations et les étend aux employeurs publics.

Accessibilité

La loi sur le handicap définit les moyens de participation des personnes handicapées dans la vie de la ville. Il crée l'obligation de rendre les bâtiments et les transports accessibles dans un délai maximum de 10 ans..

Maisons départementales pour personnes handicapées

La Loi sur l'invalidité crée les Maisons départementales des personnes handicapées (MDPH). Dans chaque département, elles ont pour mission d'accueillir, d'informer, d'accompagner et de conseiller les personnes handicapées et leurs proches, d'accorder des droits et de sensibiliser tous les citoyens handicapés.

Types de services pour l'insertion sociale et professionnelle des personnes en situation d'handicap

Quelques mesures prises lors de la 3e Commission interministérielle sur le handicap (décembre 2019):

- Droit à vie pour les bénéficiaires de l'indemnité d'invalidité dont l'invalidité est peu susceptible de changer favorablement
- Introduction d'un numéro de téléphone unique pour rompre l'isolement des aidants et déploiement de nouvelles solutions de répit pour les familles
- Mise en œuvre à partir de 2020 des premiers logements "évolutifs", avec l'obligation de salles de bains adaptables => d'adapter les maisons et appartements en cas de changement de handicap
- Déploiement numérique dès le début de 2020 du nouveau « guide pratique » pour identifier les installations sportives accessibles près de chez soi
- Extension, au plus tard en septembre 2020, de l'accès au transport adapté + tarifs préférentiels dans les transports publics pour les guides accompagnant les personnes handicapées
- Accès amélioré aux soins de santé
- Lancement d'une plateforme numérique "emploi/formation" dédiée aux personnes handicapées
- Amélioration de l'accessibilité des biens et services culturels grâce à un meilleur accès à des livres adaptés, à des catalogues d'éditeurs en format numérique et à des services audiovisuels non linéaires + amélioration de la représentation des personnes handicapées dans les médias audiovisuels

Contexte et pratiques d'insertion socio professionnelle

INCLUSION SCOLAIRE

Le droit à l'éducation pour tous les élèves handicapés est consacré dans le Code de l'éducation : "Dans ses domaines de compétence, l'Etat fournit les ressources financières et humaines nécessaires à la scolarisation des enfants, adolescents et adultes handicapés dans les écoles ordinaires".

La Loi sur l'orientation et la programmation pour la refonte de l'École de la République, du 8 juillet 2013, consacre pour la première fois le principe de l'inclusion scolaire. Il comprend des dispositions relatives à la formation des enseignants, à la coopération entre l'enseignement national et les institutions et services médico-sociaux, et à la formation aux outils numériques pour les élèves dans les institutions et services médico-sociaux.

Pour inclure les personnes handicapées dans la société, les écoles doivent offrir aux élèves un environnement adapté à leurs besoins spécifiques.

Comment éduquer un élève handicapé en France ?

- Construction d'un projet scolaire personnalisé => Objectif : analyser les besoins et évaluer les compétences de l'élève
- Mise en œuvre du projet personnalisé
- Suivi et accompagnement de l'élève par l'équipe de suivi et de scolarisation

Les différents parcours scolaires :

- Scolarisation dans les écoles ordinaires – Selon les besoins, les « unités d'éducation inclusive localisées » (ULIS) peuvent apporter un soutien aux enseignants
- Scolarité dans un établissement médical et social : scolarité dans une unité médicale avec soins éducatifs et thérapeutiques
- Enseignement à distance : le centre national d'enseignement à distance (CNED) assure la scolarisation des élèves qui ne peuvent être inscrits en totalité ou en partie dans une école en raison de leur handicap

► *La Maison de Sésame*

Cible : Déficience mentale et intellectuelle

Une personne sur 150 est touchée, soit entre 400000 et 600000 personnes autistes en France. 78% des enfants autistes n'ont pas accès, ou seulement un accès partiel, à une éducation adaptée à leurs besoins. L'autisme touche toutes les populations, quel que soit leur pays, leur classe sociale ou leur ethnicité.

Les missions de « La Maison de Sésame » sont :

- Assurer le dépistage précoce et les soins aux enfants, aux adolescents et aux adultes atteints du syndrome autistique ou de troubles semblables à l'autisme
- La formation spécialisée des personnes en soins et la continuité des soins
- Une relation continue entre les parents et le personnel de l'établissement

La maison de Sésame a plusieurs objectifs de soutien :

- Promouvoir l'autonomie, maintenir les compétences et développer le potentiel dans tous les domaines (autonomie cognitive, personnelle et relationnelle)
- Promouvoir la qualité de vie et la santé par la recherche d'épanouissement et de bien-être psychologiques, physiques, affectifs, cognitifs et sociaux
- Garantir les droits et la participation en favorisant l'accès à la citoyenneté et à la vie adulte
- Offrir à chaque résident un accompagnement personnalisé et évolutif.

INSERTION SOCIO PROFESSIONNELLE

According to the Labour Code, "Mobilisation for the employment of disabled workers concerns all employers [...] with at least 20 employees". Employers must employ people with disabilities in a proportion of 6% of the total workforce. This law has been in effect since 1987. That same year, the association for the management of the fund for the integration of people with disabilities was created.

Selon le Code du travail, "La mobilisation pour l'emploi des travailleurs handicapés concerne tous les employeurs [...] d'au moins 20 salariés". Les employeurs doivent employer des personnes handicapées dans une proportion de 6% de la masse salariale. Cette loi est en vigueur depuis 1987. La même année, l'Association pour la gestion du fonds d'intégration des personnes handicapées a été créée.

Les personnes en situation de handicap peuvent travailler soit :

- En milieu ordinaire avec un accompagnement des structures de l'emploi existantes en France (Pôle Emploi, Mission Locale, Cap Emploi).
- En milieu protégé avec l'intégration d'un ESAT (Etablissement ou services d'Aide par le Travail)
- Des entreprises ou structures facilitant l'intégration professionnelle des personnes en situation de handicap existent également : Les entreprises adaptées (EA), les chantiers d'insertion (ACI) et les associations intermédiaires (AI).

C'est la Maison Départementale du handicap qui définit si la personne peut travailler en milieu ordinaire ou en milieu protégé.

► *Action Philippe Streit*

Cible : Déficience physique, mentale et intellectuelle

L'Action Philippe Streit est une association.

Son objectif principal est d'offrir un écosystème complet pour l'intégration des personnes handicapées et de soutenir ainsi les entreprises qui favorisent l'inclusion des personnes handicapées en fournissant:

- Services de transport, de restauration et d'hébergement pour personnes handicapées
- Un environnement de travail adapté et privilégié (pour les entreprises privées et adaptées)
- Accès aux soins, au sport et à la réadaptation pour les personnes handicapées, mais aussi une ouverture pour tous
- Accès à la culture pour tous et en particulier pour les personnes handicapées

Cet écosystème est offert à toute structure active dans le domaine du handicap, ce qui favorise donc l'inclusion concrète des personnes handicapées dans le monde du travail.

- Recrutement et prise en compte des capacités au-delà des diplômes et des compétences afin que toute personne motivée puisse rejoindre les équipes et être formée
- Intégration et formation pour que la confiance, dans l'entreprise mais aussi et surtout en soi, permette aux collaborateurs de s'épanouir
- Soutien au poste de travail, en particulier pour s'assurer qu'il est adapté aux besoins physiques de chaque individu, mais aussi en général au bien-être des employés.

Cette association offre une infrastructure adaptée ainsi qu'une gamme de services tels que l'aide à la recherche de logements adaptés, des navettes domicile/travail et la présence de professionnels de la santé sur place.

ACCUEIL DE JOUR ET ACTIVITES RECREATIVES

Le logement temporaire permet aux personnes handicapées de tous âges d'être hébergées dans un établissement pour une durée limitée. Pour être admis, la personne handicapée doit s'adresser à la maison départementale des personnes handicapées (MDPH). La participation à des activités d'accueil est parfois nécessaire.

Selon la loi en faveur des personnes handicapées, «l'intégration sociale et l'accès aux sports et aux activités pour les mineurs et les adultes ayant une déficience physique, sensorielle ou mentale constituent une obligation nationale.

Le HandiGuide sportif, créé en 2006 à l'initiative du Ministère des Sports, est un répertoire interactif des installations sportives qui se déclarent capables de recevoir des sportifs handicapés. Ce guide informe les personnes handicapées des installations sportives disponibles près de leur lieu de résidence.

La « destination pour tous » est la seule marque d'Etat qui à la fois valorise un territoire avec une offre touristique accessible, en autonomie et/ou avec accompagnement, et garantit l'accessibilité de la vie quotidienne. La destination pour tous s'inscrit dans le cadre de la politique proactive du gouvernement en faveur du tourisme accessible initiée par le Comité interministériel des personnes handicapées et le Comité interministériel du tourisme.

Le label « Tourisme et Handicap » est le seul label d'Etat attribué aux professionnels du tourisme engagés dans une démarche de qualité axée sur l'accessibilité aux loisirs et aux vacances pour tous.

► AHVVES

Cible : Déficience physique, mentale et intellectuelle

AHVVES (Association Handicap Valide Vivre Ensemble Solidaire) est une association de droit à but non lucratif de 1901 reconnue d'intérêt général. AHVVES a été fondée le 21 décembre 2001. Il s'agit de l'ouverture extérieure de HandiEPS, créée en 1995.

Il vise à promouvoir l'inclusion sociale des personnes handicapées par des activités physiques et sportives.

L'AHVVES est ouvert à tous. Il est accrédité Jeunesse et Sports et affilié à la Fédération Française Handisport.

Les objectifs de cette association sont :

- promouvoir l'inclusion sociale des personnes handicapées, notamment par des activités physiques et sportives
- encourager l'évolution des mentalités, en créant des rencontres entre les personnes handicapées et les personnes « valides »

HEBERGEMENT

Soutien à domicile, soins familiaux ou établissements spécialisés sont toutes des solutions d'hébergement pour une personne handicapée. Le choix dépend essentiellement du degré de dépendance des personnes handicapées et de leurs divers besoins estimés par la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH).

Une fois l'évaluation terminée, le CDAPH est en mesure de déterminer le taux d'invalidité. Après avoir examiné votre dossier, le CDAPH prend des décisions sur les différents droits de la personne handicapée, notamment sur la question du logement. Selon les besoins, le CDAPH peut orienter la personne handicapée vers un établissement spécialisé ou vers le foyer familial.

Offre de logements pour les personnes handicapées:

- Logement ordinaire : veiller à ce que les personnes vivent dans un environnement adapté pour être aussi autonomes que possible dans leur propre maison
- Hébergement organisé
 - Accueil temporaire dans un établissement : fournir des soins de répit + organiser des pauses pour la famille et les amis.
 - « Foyer de vie » : établissement qui accueille les adultes handicapés avec une certaine autonomie pour leur offrir des activités et des événements en fonction de leur handicap.
 - Foyer d'hébergement pour les travailleurs handicapés : hébergement et soutien pour les travailleurs adultes handicapés. Ce type d'accommodement est souvent lié à un établissement d'aide au travail.
 - Foyer d'accueil médicalisé (FAM): hébergement et soutien pour les adultes handicapés gravement dépendants qui ne peuvent pas mener leurs activités quotidiennes seuls.
 - Maison d'accueil spécialisée (MAS) : hébergement et soutien pour les adultes handicapés gravement dépendants qui sont incapables de mener leurs activités quotidiennes seuls. En principe, la MAS s'occupe d'un peu plus de personnes dépendantes que la population hébergée dans un foyer d'accueil médicalisé (FAM), mais dans la pratique, la population est plus ou moins la même.

► **La Fontaine des Jonchets**

Cible : Déficience physique, mentale et intellectuelle

Le foyer de vie « La Fontaine des Jonchets » est un foyer pour les personnes qui ne peuvent pas travailler. Ils sont accueillis dans un environnement agréable, adapté et à un niveau, garantissant leur sécurité nuit et jour.

Une équipe multi-professionnelle accompagne ces personnes dans les actes de la vie quotidienne, leur propose des activités en fonction de leurs besoins et demandes, dans le respect de leur projet personnalisé.

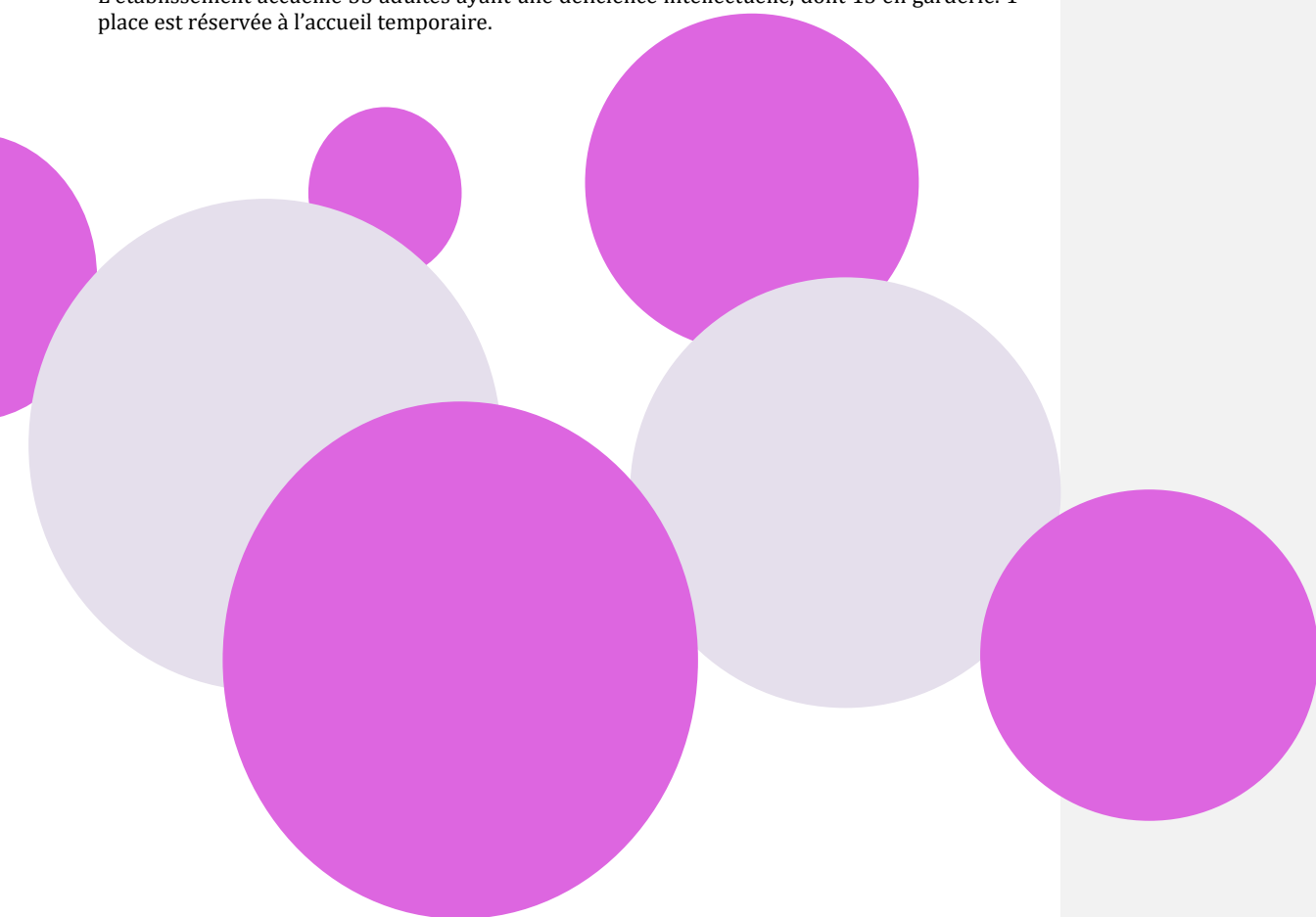
La propriété dispose d'une salle d'hébergement temporaire.

Cette maison forge de nombreux partenariats avec des associations et la localité pour enrichir ses activités.

L'équipe offre un support local dans un cadre de sécurité 24h/24h :

- Services hôteliers (repas, linge, ménage)
- Soutien aux actions de la vie quotidienne
- Surveillance de la santé et des soins
- Activités internes et externes

L'établissement accueille 55 adultes ayant une déficience intellectuelle, dont 15 en garderie. 1 place est réservée à l'accueil temporaire.



5.3 HUNGARY

Cadre juridique pour l'autonomie et l'insertion professionnelle des personnes en situation d'handicap

Actuellement, les lois ou politiques les plus importantes pour les personnes handicapées sont les documents suivants:

- Loi n° XXVI de 1998 sur les droits et l'égalité des chances des personnes handicapées, Programme national hongrois pour les handicapés
- Loi sur la ratification de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées

La Hongrie a ratifié la plupart des instruments internationaux, y compris ceux comportant des dispositions sur les personnes handicapées, mais elle n'a pas encore ratifié la Charte sociale européenne révisée (RESC) Protocole n° 12 à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (CEDH). Toutefois, la loi sur l'égalité de traitement et la promotion de l'égalité des chances (loi sur l'égalité de traitement) introduit un cadre anti-discrimination complet, qui couvre également les personnes handicapées. La loi transpose en droit national les dispositions des directives de l'Union européenne sur l'emploi et l'égalité raciale. Elle établit également un nouvel organisme d'égalité dont les attributions couvriront tous les domaines de la discrimination, y compris la discrimination fondée sur le handicap. La principale loi sur les personnes handicapées est la loi sur les droits et l'égalité des chances des personnes handicapées (loi sur les personnes handicapées).

Stratégiquement, le Programme national hongrois 2015-2025 des personnes handicapées (Assemblée, 2020) doit déterminer les tendances politiques des années à venir et de préciser les principaux points de coopération entre les secteurs et au-delà de l'administration de l'État. Le Programme national des personnes handicapées doit s'appuyer sur l'expérience du rapport approuvé avec la décision 70/2012 (du 16.10.) de l'EOA de l'Assemblée nationale sur la mise en œuvre 2007-2010 du Programme national des personnes handicapées et des mesures gouvernementales pertinentes, et il répond aux critères du décret gouvernemental 38/2012 (du 12.03.) sur la gestion stratégique gouvernementale

Types de services pour l'insertion sociale et professionnelle des personnes en situation d'handicap

En Hongrie, il existe deux services à long terme différents pour les personnes handicapées, selon le niveau de dépendance : les frais de services de soins longue durée (ápolási díj) et les frais de garde à domicile pour les enfants. Pour les services de soins de longue durée, un niveau élevé de dépendance est nécessaire, par exemple, les personnes doivent être incapables d'effectuer des activités de la vie quotidienne suffisamment en accord avec leur santé mentale ou physique. Les frais de soins infirmiers sont versés à la personne qui fournit des soins de longue durée et un soutien permanent aux membres de la famille qui sont handicapés, malades en permanence et qui ont besoin de soins permanents. Les frais de garde sont payés par le parent qui s'occupe de ses enfants gravement handicapés.

Les personnes ayant une capacité de travail modifiée peuvent recevoir des prestations de réadaptation (rehabilitációs ellátás) et d'invalidité (rehabilitációs ellátás). Une personne a droit à des prestations de réadaptation si elle peut être réadaptée. L'allocation de réadaptation peut être accordée pour la période de réadaptation de 3 ans maximum. Si la réadaptation n'est pas recommandée ou possible ou si la personne atteint l'âge de la retraite dans les 5 ans, une prestation d'invalidité peut être demandée.

Contexte et pratique d'inclusion socio-professionnelle

INCLUSION SCOLAIRE

'intégration scolaire comme objectif politique, social et pédagogique. La modification de la loi de 1993 sur l'éducation publique vise à renforcer les efforts de lutte contre la discrimination dans le processus et les activités d'éducation et de formation. L'éducation des élèves ayant des besoins spéciaux est soutenue par les intentions du gouvernement : les étudiants ayant des besoins éducatifs spéciaux peuvent ainsi fréquenter les écoles ordinaires. Il y a une communication claire avec les parents, qui sont également invités à participer activement à l'éducation de leurs enfants. Les écoles spécialisées et les classes spécialisées sont encore répandues, mais le nombre d'élèves intégrés augmente d'année en année. Les élèves ayant des besoins éducatifs particuliers (selon la dernière modification de la loi de 2003 sur l'éducation publique) sont :

1. Élèves ayant des déficiences physiques ou sensorielles, une déficience mentale légère ou modérée, un trouble de la parole, de l'autisme, des difficultés permanentes et graves dans le processus d'apprentissage en raison de troubles de leur développement individuel (dyslexie, dysgraphie, hyperactivité, etc.), handicaps multiples.
2. Élèves ayant des difficultés d'apprentissage et de comportement.
3. Étudiants présentant des inconvénients.

Les parents d'élèves de catégorie 1 ne sont pas libres de choisir une école; ils reçoivent une proposition du comité d'experts. Ils peuvent faire appel de la décision, s'ils ne sont toujours pas satisfaits de la nouvelle décision, ils peuvent engager une action civile. Avec la diffusion de l'éducation inclusive, les connaissances professionnelles des enseignants sont de plus en plus nécessaires dans les écoles principales. Les connaissances des établissements spécialisés en matière d'éducation adaptée (création de programmes de développement, de thérapies, de counselling) peuvent aider les enfants à participer à l'éducation.

INSERTION PROFESSIONNELLE

qui concerne l'emploi et le placement, la contribution à la réadaptation est 9 fois le salaire maximum, soit 1 341 000 HUF en 2019, qui doivent être payés par l'employeur dans tous les secteurs de l'économie nationale si le nombre statistique de salariés dépasse 25 et que l'employeur n'emploie pas au moins 1 personne handicapée ou dite modifiée [BS1]. Les personnes dont l'emploi exonère l'employeur de l'obligation de verser une contribution à la réadaptation sont définies dans un règlement spécial, le décret gouvernemental 177/2005. Aux

fins de l'obligation de travail, seules peuvent être considérées comme salariés à capacité de travail modifiée, celles dont le temps de travail journalier, sur la base de leur contrat de travail, atteint quatre heures et qui ont l'expertise prescrite par le règlement. Une personne peut être considérée comme un employé dont la capacité de travail a changé tant que l'avis d'expert attestant la déficience est valide. La cotisation de réadaptation est établie, déclarée et versée sur le compte concerné de l'autorité fiscale hongroise par l'employeur tenu de payer cette cotisation. On trouve aussi l'emploi dans les « lieux de travail protégés ». Il y a deux types d'emploi précisés par le régime : le « long terme » et le « transit ». Le régime d'emploi pour une période déterminée s'adresse aux personnes qui n'entreront probablement jamais sur le marché du travail en raison de leur handicap. Le régime de transit s'adresse aux personnes qui pourraient être en mesure de travailler sur le marché du travail et vise à améliorer leurs chances grâce à une formation professionnelle ou le développement des compétences, ou une amélioration de leur santé.

► ***Strázsa Tanya***

Cible : Déficience mentale et intellectuelle

Strázsa Tanya est une coopérative sociale multi-activités qui sert la création d'emplois, l'emploi, la formation et l'éducation des demandeurs d'emploi défavorisés et des inactifs dans une zone défavorisée.

Strázsa Tanya fournit des formes atypiques d'emploi aux personnes défavorisées, handicapées et inactives.

Le Strázsa Guesthouse est situé au cœur de Kiskunság, dans un environnement naturel confortable. C'est l'endroit pour profiter de l'hospitalité traditionnelle dans un environnement du 21ème siècle, il a six hectares de terre qui fournissent aux invités le silence et la tranquillité de la campagne. La maison d'hôtes peut accueillir 42 personnes dans huit chambres ouvertes depuis le long porche, tandis que le grenier offre un bel appartement avec 3 chambres, un salon et une kitchenette. Toutes les chambres disposent d'une salle de bains privative.

Il y a un zoo pour enfants, un terrain de jeu international primé idéal pour les enfants capables et handicapés, tenpin bowling, terrain de volley-ball et piste d'équitation. Il accueille des ateliers et des événements sociaux, la section bien-être comprend un jacuzzi, une salle de sel, un solarium, un sauna et une salle de massage et une piscine extérieure. La pêche est également possible à proximité de la ferme.

Ils organisent des programmes intégrés, culturels et de loisirs ouverts à tous.

Ils organisent une formation exceptionnelle (Strázsa Próba) qui traite de la situation des jeunes handicapés intellectuels qui ont abandonné l'enseignement public. Cette formation à la ferme aide non seulement à effectuer les tâches de base de la gestion de la vie, mais aussi à acquérir de l'expérience de travail et à établir des contacts avec les résidents locaux de façon empathique et sensible.

En tant qu'employeur accrédité, la Ferme offre de l'emploi aux jeunes handicapés de la région.

CENTRES D'ACCUEIL DE JOUR ET ACTIVITES RECREATIVES

La « garderie », aussi appelée centre de réadaptation, est une forme spécifique de service social de base. Il est reconnu par la loi sociale prévue par la loi 3/1993. Les services de garde visent à fournir un soutien social aux personnes handicapées à proximité de leur domicile. Les clients sont habituellement des adultes qui ne travaillent pas et qui vivent avec leur famille. Les garderies sont accessibles aux personnes handicapées de tout type, elles sont responsables de l'organisation d'activités sociales et fournissent également des repas aux usagers. Ils fournissent aussi souvent une forme d'emploi social. Les garderies ne sont pas toujours en mesure de répondre aux besoins des clients, par exemple, les besoins sensoriels spéciaux d'une personne ou de communication ne peuvent pas toujours être aidés par le service. Par conséquent, de nombreuses personnes handicapées choisissent de demander de l'aide en dehors des centres, par le biais de réseaux informels ou de leur propre famille.

Les activités de jour, les loisirs, le soutien social et les activités sociales, telles que les manifestations sportives ou culturelles pour les personnes handicapées, sont généralement organisés par les écoles primaires et secondaires et les ONG.

Les centres de jour peuvent être réservés aux personnes ayant une déficience physique ou mentale.

Ils sont souvent reliés à des établissements résidentiels dédiés au même groupe cible. Il y a des installations publiques et privées, mais elles offrent des services pour les étrangers, en accord avec l'administration publique.

► MEREK

Cible : Déficience physique et intellectuelle

Le MEREK est géré et financé par la Direction générale de la protection sociale et de l'enfance, qui est gérée par le Ministère de la capacité humaine. Le MEREK a pour objectif de favoriser l'intégration sociale des personnes ayant une déficience physique grâce à des services de réadaptation complexes. Le programme professionnel a été l'un des premiers en Hongrie à définir l'intégration et l'indépendance des personnes handicapées physiques comme sa mission principale.

Actuellement, ils offrent des services de réadaptation à environ 200 personnes ayant des déficiences physiques et multiples qui emploient 110 personnes à temps plein. Pour plusieurs de leurs utilisateurs, ils offrent des services de réadaptation dans la nouvelle division de réadaptation de la garderie Tomorrow's House (voir www.holnaphaza.hu).

Les nouveaux clients sont évalués, et les plans de perfectionnement personnel sont compilés et examinés tous les six mois. La durée maximale du séjour au MEREK est de 3 ans qui peuvent être prolongés de 2 ans si nécessaire.

HEBERGEMENT

En Hongrie, le soutien à la vie est assuré par des services réglementés par la loi sociale (3/1993), et les services sont généralement fournis par l'État, les églises ou les organisations non gouvernementales. Bien qu'une gamme de services (par exemple, des clubs pour personnes âgées, des repas subventionnés, etc.) soient disponibles, les services plus spécifiques aux personnes handicapées comprennent le « service de soutien » et l'« aide à domicile », ces derniers étant principalement utilisés par les personnes âgées.

La « vie avec soutien » est une catégorie juridique relativement nouvelle en Hongrie et vise à aider les personnes handicapées à vivre de façon autonome. Le soutien à la vie est offert aux personnes handicapées, mais aussi aux patients psychiatriques et aux toxicomanes. En règle générale, les services de « soutien à la vie autonome » combinent le logement et les services sociaux fournis par le même fournisseur de services.

Soins institutionnels de longue durée et soins de répit En Hongrie, environ 39000 personnes handicapées vivent dans des établissements d'hébergement, y compris des établissements d'hébergement pour personnes handicapées ou des maisons de soins sociaux pour personnes âgées. En fait, plus de la moitié des personnes handicapées dans les institutions vivent dans des foyers pour personnes âgées.

Les maisons temporaires sont des services sociaux résidentiels qui offrent un logement temporaire aux personnes handicapées en raison de leur situation familiale ou de leurs problèmes personnels.

Une stratégie à long terme a été mise en place pour racheter les établissements résidentiels qui s'occupent d'un grand nombre de personnes et, par conséquent, après avoir investi des fonds importants, des mesures importantes ont été prises pour diffuser le programme de logement subventionné.

► **Patronus Ház**

Cible : Incapacité mentale

Le Patronus Ház (Maison) est un nouveau foyer résidentiel qui offre des soins complets à 12 résidents. Les personnes vivant dans le Patronus Ház sont affectées par l'autisme et/ou les déficiences intellectuelles modérées. Pour préserver l'espace de vie privé du résident, ils sont hébergés dans des chambres individuelles. En plus de la conception de la salle à manger commune spacieuse salon dans la maison, les résidents peuvent également utiliser une salle de sport, une salle de sel, une salle de détente, et des chambres adaptées à l'artisanat.

Lors de la conception du jardin, l'attention a été accordée à fournir des appareils et des solutions adaptés à la sensibilité sensorielle, donc une terrasse couverte spacieuse, un endroit bouillonnant, plusieurs possibilités de balancement, des cachettes et un espace créatif, sont disponibles pour profiter du temps libre.

<http://patronushaz.hu/new/index.php>

5.4 IRELAND

Cadre juridique pour l'autonomie et l'insertion professionnelle des personnes en situation d'handicap

Dans le cadre de la Stratégie globale pour les personnes handicapées (2015-2024), le gouvernement s'est engagé à faire passer la cible d'emploi des personnes handicapées de 3 % à 6 % d'ici 2024.

Aucune loi irlandaise n'oblige les entreprises privées à employer des quotas de personnes défavorisées. Cependant, les lois sur l'emploi et l'égalité 1998-2015 obligent les employeurs à prendre des mesures d'adaptation raisonnables pour les personnes handicapées. Cela signifie qu'ils doivent prendre des dispositions qui permettront à une personne ayant une déficience :

- d'avoir des chances égales lors de la demande d'emploi
- d'être traité de la même façon que les collègues
- d'avoir des chances égales de promotion
- de suivre une formation.

Un employeur n'a pas à recruter ou à former une personne qui n'a pas la capacité de faire un travail. Ils doivent déterminer s'il y a des mesures appropriées qu'ils pourraient prendre pour aider la personne à faire le travail, p. ex., des changements efficaces/pratiques que l'employeur met en place pour permettre aux employés handicapés de faire leur travail, notamment :

- adapter les locaux ou l'équipement
- offrir des horaires de travail flexibles
- offrir de la formation ou d'autres soutiens
- ajuster les heures de présence ou permettre le travail à domicile
- assigner à un employé certaines tâches et en remplacer d'autres pour des tâches équivalentes, en consultation avec l'employé.

Pour savoir quelles mesures appropriées mettre en place, les employeurs doivent comprendre les besoins pratiques des personnes handicapées et des personnes ayant des problèmes de santé mentale.

Un employeur pourrait ne pas avoir à prendre les mesures appropriées s'il devait subir un « fardeau disproportionné ». Afin d'établir ce qu'est un « fardeau disproportionné », plusieurs facteurs sont pris en compte, notamment :

- le coût financier des mesures
- autres coûts impliqués, p. ex., temps du personnel ou incidence sur la productivité
- la taille et les ressources financières de l'entreprise.

Avant de prétendre que la fourniture de mesures d'adaptation raisonnables constituerait un « fardeau disproportionné », ils doivent examiner la possibilité d'obtenir un financement public, des subventions, etc. Si une aide leur est offerte, De nombreuses mesures d'adaptation raisonnables n'auraient pas nécessairement d'incidence sur les coûts, comme l'assouplissement des conditions de travail ou la facilitation du travail à temps partiel.

Types de services pour l'insertion sociale et professionnelle des personnes en situation d'handicap

Les services d'inclusion sociale sont offerts dans le cadre de la formation de réadaptation (formation non liée à la population active) des personnes handicapées. La prestation de ces services relève du Health Service Executive et des organismes d'économie sociale. La formation de réadaptation est axée sur le développement des aptitudes à la vie quotidienne, des aptitudes sociales et des compétences professionnelles de base dans le but d'améliorer la qualité de vie et la capacité de travail générale du stagiaire.

Inclusion au travail

Employabilité - le service national offre un service de soutien à l'emploi pour les personnes handicapées. Il s'agit d'un service de conseil en recrutement pour le milieu des affaires. Il permettra également aux employeurs d'avoir accès à un bassin d'employés potentiels ayant divers niveaux de compétences, de capacités et de formation. Le service offre :

Exemple : Programme Ability

Offre du financement à 27 projets qui rapprochent les jeunes (âgés de 15 à 29 ans) handicapés du marché du travail. Le programme cible les jeunes qui ne sont pas encore prêts à travailler grâce à une gamme d'aides centrées sur la personne. Ce type de travail aide les jeunes à identifier et suivre des parcours de progression en fonction de leur potentiel et de leurs besoins.

INTEGRATION SCOLAIRE

Les enfants ayant des besoins éducatifs spéciaux peuvent être soit dans des classes ordinaires, soit dans des classes spéciales dans la plupart des écoles primaires. Ils peuvent bénéficier d'un soutien pédagogique supplémentaire de la part **d'enseignants spécialisés** et d'un soutien de la part **d'assistants aux besoins spéciaux** (SNA).

Toutes les écoles reçoivent une allocation pour les enseignants spécialisés qu'elles peuvent utiliser pour fournir un soutien supplémentaire aux enfants qui en ont besoin. Le soutien est fourni en tenant compte des besoins d'apprentissage de l'enfant. Il n'est plus fondé sur le diagnostic d'un handicap particulier. L'enseignement complémentaire peut être dispensé en classe ou en petits groupes séparés. Certains élèves peuvent avoir besoin d'un enseignement particulier supplémentaire pendant une période déterminée.

Les parents ou les tuteurs n'ont plus à fournir ou à payer les évaluations de leur enfant pour obtenir un soutien pédagogique supplémentaire à l'école et les écoles n'ont plus à attendre ces évaluations pour donner aux enfants le soutien pédagogique supplémentaire dont ils ont besoin.

On s'attendait à ce que le **'modèle d'inclusion scolaire'** change radicalement la façon dont les assistants aux besoins spéciaux sont affectés aux écoles. Il envisageait un nombre fixe de SNA dans une école donnée, sur la base d'un profil général des besoins de l'école. Cela signifiait que les écoles ne demanderaient plus directement le soutien du SNA pour chaque enfant. (DIFFÉRÉ JUSQU'AU 2022/23)

► **Les 'Saplings Schools'**

Cible : Déficience intellectuelle

Les 'Saplings Schools' sont des écoles spécialisées mixtes, offrant une éducation de qualité aux élèves autistes et à besoins complexes. La philosophie de l'éducation des 'Saplings Schools' est que tous les élèves ont droit à une éducation appropriée qui leur permettra de réaliser leur plein potentiel et de participer à leur vie familiale et communautaire, célébrant la dignité, l'unicité et le droit de chacun à une éducation optimale. Les 'Saplings Schools' visent à créer une communauté où tous les élèves et leurs familles se sentent compris, pris en charge, valorisés et respectés.

Dans une 'Saplings Schools' typique, fonctionnant avec un enseignant principal administratif, il y a six enseignants de classe, vingt assistants en besoins spéciaux, un ergothérapeute à temps partiel et un consultant comportemental. De plus, pour assurer une approche multidisciplinaire, ils travaillent en étroite collaboration avec les orthophonistes, les musicothérapeutes, le personnel médical et infirmier pour s'assurer que tous les besoins des enfants sont satisfaits.

INTEGRATION PAR LE TRAVAIL

Contexte légal

Les 6 priorités stratégiques de la Stratégie globale d'emploi pour les personnes en situation d'handicap sont les suivantes :

- renforcer les compétences, les capacités et l'autonomie
- fournir des passerelles et des soutiens vers le travail
- rendre le travail payant
- favoriser le maintien dans l'emploi et le retour à l'emploi
- fournir un soutien coordonné et transparent
- mobiliser les employeurs

Le gouvernement a déjà mis en œuvre des recommandations :

- l'objectif d'emploi des personnes en situation d'handicap dans la fonction publique sera augmenté progressivement de 3% à 6%
- un service public spécial pour les personnes en situation d'handicap sera organisé pour ouvrir des canaux alternatifs de recrutement pour les personnes en situation d'handicap

Contexte financier

Il existe des mesures de soutien pour les personnes en situation d'handicap et les employeurs.

- Le 'Job Interview Interpreter Grant Scheme' - pour les personnes souffrant de troubles de la parole et de l'ouïe qui assistent aux entretiens d'embauche
- Le 'Wage Subsidy Scheme' (WSS) offre un soutien financier aux employeurs qui emploient des personnes en situation d'handicap
- 'Disability Awareness Support Scheme' - subvention pour le coût de la formation des employés à la sensibilisation au handicap sur le lieu de travail
- Le programme de bourses de maintien dans l'emploi aide les employeurs à retenir les employés qui contractent une maladie ou une déficience
- La subvention pour l'adaptation d'équipements en milieu de travail est offerte aux employeurs qui ont besoin d'adapter leur milieu de travail ou d'acheter de l'équipement spécialisé

► *Green Kitchen Café & Garden Shop*

Cible: Handicap physique, mental, intellectuel et sensoriel

Le Green Kitchen Café & Garden Shop est une entreprise sociale qui comprend un café servant des plats cuisinés, du thé, du café et des boissons. À côté se trouve la jardinerie et la boutique, qui vendent des plantes et arbustes, ainsi qu'une sélection de plantes d'intérieur et de cadeaux.

L'entreprise sociale offre une formation, une expérience de travail et un emploi aux personnes mentalement handicapées. Ils reçoivent une formation au café sur les compétences culinaires de base, le barista et les compétences en matière de service à la clientèle. Dans la jardinerie et le magasin, ils acquièrent une expérience de la vente au détail et du service à la clientèle. L'entreprise sociale travaille en partenariat avec le programme WALK PEER qui accompagne les jeunes à trouver un emploi. Les facilitateurs d'emploi travaillent avec les individus pour accéder à la formation, à l'expérience de travail tout en développant leurs compétences en communication, en rédigeant leur CV, etc. La plupart de ces personnes obtiennent un emploi rémunéré et ont acquis une nouvelle confiance en elles et en leurs capacités.

CENTRES DE JOUR ET OCCUPATIONNELS

Services de soutien de jour pour adultes

Ces services sont destinés aux personnes qui ont d'importants besoins de soutien en raison d'un handicap et qui ont besoin d'une aide supplémentaire pour accéder à la communauté et aux services, en fonction de leurs souhaits et de leurs besoins. Traditionnellement, toutes les activités et tous les soutiens étaient fournis dans un lieu de service, principalement assuré soit par le service de santé, soit par des organisations caritatives (financées par le HSE). Ce modèle est en train de changer. Selon les forces et les capacités de la personne, ou l'emplacement du service, les utilisateurs de services individuels peuvent toujours recevoir une partie ou la majorité de leurs soutiens dans un seul centre. Cependant, l'intention change afin d'aider les gens à accéder aux services ordinaires dans la communauté lorsque cela est possible.

Formation de réadaptation

Il s'agit de cours pour aider à développer des compétences de vie, sociales et professionnelles de base. Chaque année, environ 400 bacheliers s'inscrivent à ces formations. Les stagiaires suivent ces cours pendant deux à quatre ans et sont soutenus pour élaborer et réviser des plans de formation en fonction de leurs besoins et de leurs capacités. La formation en réadaptation vise à aider les participants à progresser vers des niveaux plus élevés d'autonomie et d'intégration dans leur communauté. Cela peut faciliter la transition vers l'enseignement et la formation post-scolaire ordinaire ou vers une formation professionnelle spécialisée.

► *LINC Programme*

Cible : Handicap physique, mental, intellectuel et sensoriel

Le programme LINC aide les personnes en situation d'handicap à être incluses socialement au sein de leurs communautés et les aide à s'engager de manière significative tout en suivant leur propre vision autodéterminée.

Les utilisateurs des services LINC sont encouragés à s'engager dans une gamme d'activités qui réduisent le stress et procurent des avantages pour la santé et le bien-être de tous. Il s'agit notamment de stratégies qui aident les gens à développer des stratégies personnalisées qui améliorent leurs capacités dans les domaines de l'exercice, de la gestion du stress, de la nutrition, des rôles sociaux valorisés, des loisirs, etc.

Les utilisateurs de services sont encouragés à développer des rôles sociaux dans leurs communautés, à faire du bénévolat, à avoir des emplois rémunérés, à nouer des relations, à s'inscrire dans l'enseignement ordinaire et à développer leurs domaines d'intérêt, ce qui profite à la santé mentale. Le système de mesures des résultats personnels fournit un format structuré d'identification et de développement d'objectifs personnels pour chaque utilisateur de services et mesure leurs progrès vers chaque résultat. Pour les utilisateurs de services qui peuvent présenter des problèmes de santé complexes, des soutiens centrés sur la personne sont développés pour les aider à maintenir une santé mentale positive.

HEBERGEMENT

En 2012, le rapport « **Time to Move On from Congregated Settings** » a été publié. À l'époque, plus de 4 000 personnes en situation d'handicap vivaient dans des « lieux collectifs » (10 personnes ou plus partageant des installations). C'est devenu la stratégie du gouvernement de déplacer toutes les personnes vivant dans des établissements collectifs vers des logements et des soutiens communautaires, y compris:

- HSE Maison Communautaire
- Logement Social (Collectivité & Organismes Agréés Logement)
- Maison de retraite
- Location privée
- Maison familiale
- Milieu de soins palliatifs

En 2019, 116 personnes ont emménagé dans un nouveau logement et 1953 vivent encore dans des logements collectifs.

Aides financières au logement

- **Le supplément au loyer** est un paiement sous condition de ressources pour certaines personnes vivant dans un logement locatif privé qui ne peuvent subvenir aux frais de leur logement par leurs propres moyens. Il s'agit d'une aide au revenu à court terme pour les personnes du secteur locatif privé.
- **Le paiement d'aide au logement (HAP)** est une forme d'aide au logement social pour les personnes qui ont un besoin de logement à long terme. Le HAP est disponible dans toutes les collectivités locales et remplacera à terme le Supplément au loyer. Les locataires paient une contribution de loyer hebdomadaire HAP à l'autorité locale, en fonction de leurs revenus et de leur capacité de paiement. Dans le cadre du dispositif HAP, vous pouvez prendre un emploi à temps plein et conserver votre aide.
- **Le loyer du logement social** est facturé par les fournisseurs de logements sociaux (soit l'autorité locale, soit l'organisme de logement agréé). Le loyer peut être soit un « loyer différentiel » sous condition de ressources, soit un montant fixe dans certains logements AHB.

► **Tinteán**

Cible : Handicap physique, mental, intellectuel et sensoriel

Tinteán (Association de logement volontaire de Carlow)

Tinteán vient d'une expression irlandaise gaélique signifiant « rien de tel que chez soi ».

Depuis sa création en 1992, Tinteán a développé plus de 100 logements à Carlow Town et dans d'autres communautés du comté, situé dans les Midlands d'Irlande. Ils fournissent des logements à toutes les catégories de personnes ayant besoin d'un logement social, c'est-à-dire aux familles à faible revenu, aux personnes seules, aux personnes âgées et aux personnes en situation d'handicap physiques et intellectuelles. Le logement pour les personnes en situation d'handicap se fait dans des lotissements de logements « à besoins généraux », soit dans les biens propres de Tinteán, soit dans des lotissements privés.

Tinteán travaille en partenariat avec le Delta Center de Carlow qui fournit des services sociaux et de soutien aux personnes en situation d'handicap qui sont locataires de Tinteán, vivant dans des logements situés dans la communauté.

5.5 ITALIE

Cadre juridique pour l'autonomie et l'insertion professionnelle des personnes en situation d'handicap

La loi nationale italienne 104/92 - protection des personnes en situation d'handicap - régleme nte l'assistance et l'intégration sociale ainsi que les droits des personnes en situation d'handicap. Elle favorise l'intégration de ces personnes par des prestations favorisant leur insertion dans un contexte social. Grâce à cette loi, elles ont le droit de recevoir diverses facilités mais pas économiques. La loi prévoit des : prestations pour les parents ; avantages au travail ; avantages pour les proches; soutien scolaire et scolaire.

Loi 118/71 Invalidité civile : les personnes ayant une réduction permanente d'au moins un tiers de la capacité de travail (34 %) ou âgées de plus de 18 ans ayant des difficultés à exercer les fonctions et les devoirs de leur âge, sont considérées comme des invalides civils. L'invalidité civile est exprimée par le pourcentage de réduction de la capacité de travail.

Loi 68/99 Intégration professionnelle: favorise l'intégration des personnes en situation d'handicap dans le monde du travail, par un emploi ciblé mettant en évidence le potentiel de travail avec des actions adaptées à un placement. En Italie, l'emploi ciblé est régi par les provinces qui s'occupent de divers services liés à l'emploi. La loi 68/99 établit que les organismes publics et les entreprises privées doivent employer 1 personne en situation d'handicap (avec +46% d'invalidité civile) pour 15 employés. Les personnes en situation d'handicap peuvent également être embauchées par les coopératives sociales de type B.

La loi 381/91 régleme nte les coopératives sociales. L'article 1 stipule que les coopératives sociales sont créées dans le but de "réaliser l'intérêt général de la Communauté en vue de la promotion humaine et de l'intégration sociale des citoyens". Il existe trois types de coopératives sociales :

Type « A » gestion des services socio-sanitaires et éducatifs ;

Type « B » gestion de l'insertion professionnelle des personnes en situation d'handicap ;

Type « C » consortiums de coopératives sociales A et B.

La loi 112/2016 sur "Après nous" - établit un Fonds national stable d'assistance aux personnes gravement handicapées (104/92) sans soutien familial. Les actions financées par le fonds sont articulées par la loi et les directives régionales. La loi régionale - DGR 775/2017 - prévoit une co-planification par le service public et privé visant : a) des activités de développement des compétences pour la vie quotidienne et l'autonomie afin de faciliter le détachement du noyau familial. b) des activités pour développer l'autonomie de logement. c) des résidences permanentes (groupe d'appartements) et des formes de logement social.

Types de services pour l'insertion sociale et professionnelle des personnes en situation d'handicap

En Italie, il existe plusieurs services pour les enfants et les adultes en situation d'handicap:

- 1) **L'accompagnement préscolaire et scolaire**, des services préscolaires 0-3 au lycée, qui assurent des services éducatifs et d'enseignement social ; les enfants et les jeunes en situation d'handicap suivent des cours avec des camarades de classe non handicapés.
- 2) **Services éducatifs et d'aide à domicile et sur le territoire** : programmes éducatifs individuels et collectifs, autres types d'interventions si nécessaire (réadaptation, assistance, soins infirmiers).
- 3) **Centres de soins de jour** pour l'insertion sociale.
- 4) **Communautés d'habitation et centres résidentiels** pour adultes handicapés sans cellule familiale ;
- 5) **Résidences de santé** pour personnes lourdement handicapées nécessitant des soins de santé ;
- 6) **Activités et projets visant l'« Après nous » et l'entraide** visant à créer des parcours d'autonomie en logement.
- 7) **Services d'accompagnement à l'emploi** : formation professionnelle, services de placement et services de préparation à la vie active.

Contexte et pratiques d'inclusion sociale des personnes en situation d'handicap

INTEGRATION SCOLAIRE

L.104/92 (loi nationale) étend et garantit à la personne en situation d'handicap le droit à l'intégration scolaire dans les classes communes tous niveaux et dans les universités. Dans ces écoles, des enseignants spécialisés ayant suivi une formation universitaire assurent les activités d'accompagnement. Pour déterminer la nécessité de l'intégration scolaire, la loi 104/92 établit la formation d'une équipe de professionnels qui évaluera le mode d'intégration scolaire à travers la préparation de 3 documents officiels : 1) Diagnostic fonctionnel (antécédents cliniques) ; 2) Profil fonctionnel dynamique (capacité potentielle) ; 3) Plan Individuel Éducatif (projets individualisés d'éducation-didactique). L'éducateur de soutien au handicap est salarié de l'Etat. Selon la loi, les étudiants ayant un handicap certifié peuvent également bénéficier de soutiens éducatifs. L'accompagnement pédagogique est une compétence communale. Les interventions éducatives scolaires comprennent le soutien aux activités didactiques, éducatives et ludiques ; soutien dans les activités quotidiennes à l'école (pendant le déjeuner par exemple) ; promotion de l'inclusion avec le groupe classe ; accompagnement pour des activités extérieures à l'école si prévues (voyages, activités sportives, autres activités)

► **ARCA' activités éducatives et d'accompagnement de la maternelle au lycée**
Cible : Handicap physique, mental, intellectuel et sensoriel

Arca réalise des activités d'éducation et d'accompagnement de la maternelle au lycée. Selon la loi 104/92, le service consiste à promouvoir la scolarité des étudiants en situation

d'handicap, à offrir un soutien à la croissance et à la formation, à assurer le maintien et/ou la réalisation de niveaux d'autonomie adéquats. Les activités sont réalisées par des éducateurs qui planifient leur travail en collaboration avec le personnel de l'école sur la base d'un projet éducatif personnalisé. Les activités sont menées dans les écoles où les enfants/jeunes handicapés sont inscrits pour l'année scolaire. Toutes les activités prennent en charge les besoins des étudiants handicapés et favorisent en même temps l'intégration avec les camarades de classe. Les éducateurs scolaires travaillent en synergie avec l'école, les familles et les services spécialisés qui prennent en charge le dossier.

INTEGRATION PAR LE TRAVAIL

Grâce à la loi 104/92 en Italie, il existe des projets d'éducation au travail destinés aux personnes en situation d'handicap. Les superviseurs de ces services sont les municipalités ; des éducateurs professionnels travaillent au sein des services, l'objectif est d'activer des stages de formation professionnelle qui ont pour but de faire expérimenter le contexte de travail avec ses règles, même si cela ne se transforme pas en embauche. Découlant de la loi 68/99, il existe des services expérimentaux (stages de formation) gérés par la municipalité ou la province, visant à l'embauche : une fois l'enseignement obligatoire terminé, un jeune en situation d'handicap avec une invalidité supérieure à 46 % peut s'inscrire pour un emploi ciblé et profiter de stages de formation avant l'embauche. De plus, en Italie, les régions peuvent adopter des mesures du FSE (Fonds social européen) pour augmenter les opportunités d'emploi des personnes, y compris les personnes en situation d'handicap. La Région Toscane annonce périodiquement la co-conception de services financés par le Fonds social, par exemple sur le Fond Social 2014-2020, la Région a lancé un appel sur les "Services d'accompagnement au travail pour les personnes en situation d'handicap et vulnérables". Grâce à ces programmes opérationnels, il est possible de réaliser des projets qui offrent formation, orientation, scouting et matching, stages en entreprise avec le soutien de tuteurs spécialisés.

► **Attivi**

Cible : Handicap physique, mental, intellectuel et sensoriel

"Attivi" (traduction en français : actif) est un projet du FSE promu par les municipalités et l'autorité sanitaire locale de Florence Sud-Est. Les bénéficiaires sont les personnes en situation d'handicap, selon L.104/92, les catégories défavorisées, selon L.68/99, ou les chômeurs souffrant de troubles psychiatriques. L'objectif est l'inclusion sociale et professionnelle ; les activités sont la formation, l'orientation, le scouting et le matching, le stage en entreprise.

Un autre objectif est de promouvoir des actions visant à soutenir l'insertion sociale et professionnelle, en faveur des jeunes en fin de scolarité. Le stagiaire bénéficie d'un salon de l'emploi entièrement payé par l'autorité publique. Le projet comprend un stage dans des entreprises spécialement sélectionnées par les opérateurs du projet. L'objectif de ce parcours est de répondre à la création d'opportunités d'emploi pour des personnes ayant déjà développé des compétences socio-relationnelles et professionnelles adaptées à l'offre professionnelle du territoire. Toutes les activités sont encadrées par un tuteur. Des projets similaires sont présents dans toute la région.

CENTRES DE JOUR ET OCCUPATIONNELS

Les centres de jour sont des services semi-résidentiels régis par les Régions qui en déterminent les besoins de fonctionnement. En Toscane (conformément à la loi régionale 41/2005), les personnes souffrant de handicaps psychophysiques ou multiples qui nécessitent des interventions éducatives/qualifiantes pour le maintien et le développement des capacités résiduelles et des niveaux d'autonomie ont accès aux centres de jour. L'âge d'admission est de 18 ans. Le centre pour personnes handicapées est ouvert tous les jours du lundi au samedi le matin et l'après-midi. Les usagers peuvent participer, selon leur projet, à temps partiel (uniquement le matin ou seulement quelques jours par semaine) ou à temps plein (tous les jours non-stop). Les professionnels travaillant dans les centres de jour sont des assistants personnels, des animateurs ou des travailleurs sociaux pour des activités professionnelles. Les heures minimales nécessaires pour les différentes fonctions sont établies par le règlement de la Région Toscane. Les centres sont gérés par l'autorité sanitaire locale ou par les municipalités. L'inclusion dans l'accueil de jour est décidée par le Service Social Professionnel. Les Centres collaborent avec les familles, les écoles, les services sociaux et de santé locaux et les associations locales.

► CUS

Cible : Handicap physique, mental, intellectuel et sensoriel

Le Centre « CUS » est géré par la Société de Santé du Mugello avec la participation des municipalités. Le Centre s'adresse à 24 personnes handicapées résidant dans la région de Mugello dès de 18 ans. L'invalidité est constatée conformément à la loi 104/92. Le Centre est ouvert du lundi au vendredi, de 9h à 16h. Personnalités professionnelles : 1 éducateur/coordonnateur interne, 2 éducateurs, 5 travailleurs sociaux de santé, 1 agent de nettoyage. Le centre prévoit la réalisation d'activités éducatives et de laboratoire individuelles/de groupe. Toutes les activités sont organisées pour répondre aux besoins des individus et du groupe d'utilisateurs. Les besoins sont identifiés à partir des dimensions « Qualité de vie » : bien-être émotionnel, relations interpersonnelles, bien-être matériel, développement personnel, bien-être physique, autodétermination, inclusion sociale, droits. Activités typiques du Centre : menuiserie, atelier de couture, reliure, atelier de cuisine, éducation physique, voyages et sorties sur le territoire, projet beauté : amélioration des soins personnels et attention à l'hygiène personnelle, activités apaisantes, activités créatives, lecture et écriture, visionnage de films, jeux éducatifs. Habituellement, le Centre organise des voyages quotidiens et des vacances d'été.

HEBERGEMENT

En Italie, il existe différents types de structures résidentielles pour personnes en situation d'handicap. Avec la loi régionale 41/2005 en Toscane il y a :

- 1) **Résidence de santé** : Destiné aux personnes lourdement handicapées, il s'agit principalement d'interventions sanitaires. Les professionnels qui travaillent dans ce type de service sont des infirmiers, des travailleurs de la santé et des soins, des kinésithérapeutes, des animateurs/éducateurs. Le personnel est présent 24h/24. La résidence accueille des personnes à partir de 18 ans.
- 2) **Communauté d'habitation protégée**: services socio-sanitaires destinés aux personnes en situation de handicap élevé à partir de 18 ans. Professionnels : agents de santé et de soins, éducateurs, infirmières.
- 3) **Groupe d'appartements pour le projet "pendant et après nous"**: des services expérimentaux, visant à co-louer et à favoriser l'autonomie. Destiné aux personnes sans handicap grave, sans soutien familial, à partir de 18 ans. L'appartement peut accueillir 5 personnes maximum. Professionnels : Éducateurs et soignants. Le type de parcours adapté à la personne est établi par la Cellule d'évaluation pluridisciplinaire, une équipe locale de professionnels sociaux et de santé qui évalue le meilleur parcours pour la personne en fonction de ses besoins et de ses disponibilités. Le parcours choisi s'inscrit dans le Projet Individuel d'Education et de Bien-être, projet vérifié au moins tous les six mois et au besoin.

► **Il Girasole**

Cible : Handicap physique, mental, intellectuel et sensoriel

"Il Girasole" est une communauté d'habitation protégée avec 2 appartements pouvant accueillir chacun 8-9 personnes à partir de 18 ans. Il accueille actuellement 17 personnes en situation de handicap dont l'âge varie de 32 à 70 ans. Les personnes handicapées qui vivent à "Il Girasole" fréquentent un centre pour handicapés à la journée ou effectuent des stages. La Communauté d'Habitation a pour objectif principal d'offrir une situation de logement basée sur le modèle familial, en accord avec les besoins de la personne en situation de handicap avérée dans l'incapacité de rester dans son logement (logement insuffisant, difficulté de la cellule familiale à assurer un logement accompagnement, etc.). Il Girasole se trouve dans le centre-ville, ce qui est important pour les activités d'intégration avec le territoire. Professionnels qui y travaillent : Éducateurs, aides-soignants et infirmiers.

5.6 PORTUGAL

Cadre juridique pour l'autonomie et l'insertion professionnelle des personnes en situation d'handicap

► **Programme d'emploi et d'accompagnement pour la qualification des personnes handicapées:**

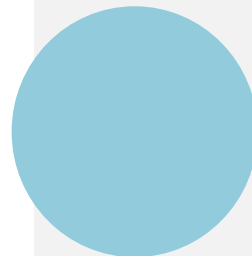
- Décret-loi no. 290/2009, du 12 octobre, modifiée par la loi no. 24/2011, du 16 juin, par
- Décret-loi no. 131/2013, du 11 septembre et par décret-loi no. 108/2015, du 17 juin, qui le republie ;
- N° de commande. 8376-B / 2015, du 30 juillet, avec les modifications introduites par l'arrêté n°. 9251/2016, du 20 juillet.

► **Loi 49/2018, du 14 août, Régime "Maior Acompanhado^{2*}"** - En général, les personnes de plus de 18 ans peuvent librement exercer leurs droits, remplir leurs obligations et prendre soin de leurs biens, sans avoir besoin de l'aide d'autrui. Cependant, il existe des citoyens qui, pour diverses raisons (santé, handicap ou comportement), ne peuvent exercer ces droits sans le soutien ou l'intervention d'une autre personne. Ce nouveau régime vise précisément ces derniers. Il leur permet de choisir à qui ils veulent confier la responsabilité de les assister et de les représenter dans la prise de décisions personnelles ou patrimoniales. Cette loi promeut l'autonomie et renforce les droits humains des personnes en situation d'handicap, en reconnaissance de leur dignité humaine.

► **Décret-loi n. 129/2017, du 9 octobre, "Assistent pessoal - Modèle de soutien à la vie indépendante"** (MAVI³), définit les règles et conditions applicables au développement de l'activité d'aide à la personne, à la création, à l'organisation, au fonctionnement et à la reconnaissance des Centres d'Aide à la Vie Autonome (CAVI), ainsi que les conditions d'éligibilité et le régime d'octroi des aides techniques et financières aux projets pilotes d'aide personnelle. L'assistance personnelle est caractérisée comme un service spécialisé de soutien à la vie indépendant, par lequel un soutien est mis à la disposition de la personne en situation d'handicap ou incapable d'effectuer des activités qui, en raison des limitations résultant de leur interaction avec les conditions de l'environnement, ne peuvent pas effectuer par eux-mêmes. Les activités de la vie quotidienne et de médiation dans différents contextes se situent, notamment, dans le domaine de l'hygiène, de l'alimentation, du maintien de la santé et des soins personnels, des déplacements et de l'accompagnement en contexte de travail.

² "Maior Acompanhado" (no translation available in english).

³ "MAVI" - abbreviation in portuguese language to designate "Independent Life Support Model".



Types de services pour l'insertion sociale et professionnelle des personnes en situation d'handicap

L'« Institut de sécurité sociale » est un organisme public qui propose un ensemble de mesures d'accompagnement des personnes en situation d'handicap. Ils peuvent bénéficier de :

- **Pension d'invalidité** - soutien monétaire pour compenser le manque de salaire dû à une incapacité permanente de travail
- **Allocation Sociale d'Inclusion** - soutien monétaire pour les personnes handicapées à plus de 60%
- **Allocation d'aide** aux enfants handicapés
- **Prime d'allocations familiales** pour enfants et jeunes handicapés.
- **Subvention pour l'éducation spéciale** - destinée à compenser les dépenses en matériel d'enseignement spécialisé
- **Produits d'accompagnement** pour les personnes en situation de handicap
- **Bureau de l'inclusion** - service spécialisé dans les thématiques du handicap, qui vise à éclairer les personnes sur les réponses et accompagnements existants.

Mise à disposition d'un ensemble de réponses sociales :

- Centres d'activités professionnelles
- Service d'aide à domicile
- Réception familiale
- Accueil Résidentiel
- Intervention petite enfance

En matière d'emploi, l'institution publique « Institut de l'Emploi et de la Formation Professionnelle » propose un accompagnement aux personnes en situation d'handicap qui se compose des domaines suivants :

- Appui à l'Intégration ;
- Emploi assisté ;
- Quota d'emploi ;
- Produits de support ;
- Label Employeur Inclusif.

Contexte et pratiques d'inclusion sociale des personnes en situation d'handicap

INTEGRATION SCOLAIRE

► **Décret-loi n° 116/2019, du 13 septembre.** Il établit le régime juridique de l'éducation inclusive, les principes et les normes qui garantissent l'inclusion, en tant que processus visant à répondre à la diversité des besoins et du potentiel de tous les élèves. Définit le soutien spécialisé à fournir dans l'enseignement préscolaire, fondamental et secondaire, dans les secteurs public, privé et coopératif.

► **L'arrêté n° 5291/2015 du 21 mai** établit le réseau national des centres de ressources des technologies de l'information et de la communication pour l'éducation spécialisée en tant que centres prescripteurs de produits de soutien du ministère de l'éducation et des sciences dans le cadre du système d'attribution des services de support, de ses missions, constitution et compétences de l'équipe, ainsi que la responsabilité du suivi de l'activité de ces Centres.

► **Le décret-loi n° 93/2009, du 16 avril**, approuve le système d'attribution des services d'accompagnement aux personnes handicapées.

► **Décret-loi. N° 281/2009, du 6 octobre**, crée le Système national d'intervention auprès de la petite enfance, composé d'un ensemble d'entités institutionnelles et familiales, pour garantir les conditions de développement des enfants dont les fonctions corporelles ou les structures limitent la croissance personnelle et sociale, ainsi que leur participation à des activités typiques de leur âge, ainsi que les enfants à risque sérieux de retard de développement.

Il est développé grâce à l'action coordonnée des ministères du travail et de la solidarité sociale, de la santé et de l'éducation, avec la participation des familles et de la communauté.

► **Le décret-loi n° 90/2008, du 30 mai**, établit un régime juridique des établissements d'enseignement supérieur définissant les conditions particulières d'accès à l'enseignement supérieur pour les jeunes handicapés.

Centre de ressources pour l'inclusion des paralysés cérébraux de Porto

Cible: Handicap Mental

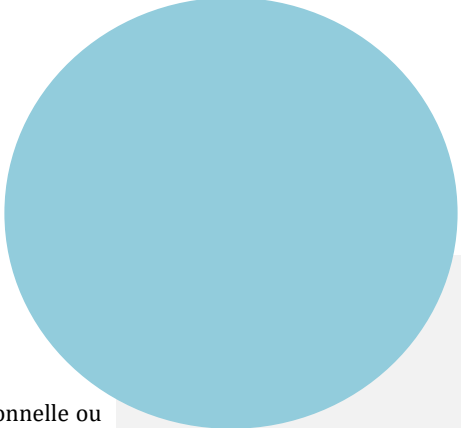
Le Centre de ressources pour l'inclusion des paralysés cérébraux de Porto a pour objectif général de « soutenir l'inclusion des enfants et des jeunes handicapés, en facilitant l'accès à l'éducation, à la formation, au travail, aux loisirs, à la participation sociale et à la vie autonome, en promouvant le potentiel maximum de chacun, en partenariat avec les structures associatives ». Les principes structurants de RCI sont le service d'accompagnement, le coaching, la définition d'objectifs fonctionnels, l'existence d'un « Case Manager », l'intervention dans les contextes naturels, et l'habilitation de l'enfant/jeune et des contextes. Cette réponse cible les enfants et les jeunes à besoins éducatifs particuliers (SEN), intégrés au 1er, 2e et 3e cycle et lycée dans les groupements scolaires des communes de Porto et de Gondomar.

INTEGRATION PAR LE TRAVAIL

Programme d'emploi et d'accompagnement pour la qualification des personnes handicapées : **LÉGISLATION ET RÉGLEMENTATION:**

► Décret-loi no. 108/2015, du 17 juin.

► N° de commande. 9251/2016, du 20 juillet.



La **mesure d'emploi assisté** vise à soutenir l'exercice d'une activité professionnelle ou la réalisation d'activités d'utilité sociale, visant le développement de compétences relationnelles, personnelles et professionnelles qui facilitent la transition des personnes handicapées, lorsque cela est possible, vers le régime normal de travail. Il comprend:

- Stage d'Insertion
- Contrats d'Emploi-Insertion
- Emploi protégé
- Emploi assisté sur le marché libre

La mesure **Soutien à l'intégration, au maintien et à la réintégration sur le marché du travail** comprend:

- Information, évaluation et orientation pour la qualification et l'emploi
- Aide au placement
- Suivi post-placement
- Adaptation des postes de travail et suppression des barrières architecturales.

La **Marque Entité Employeur Inclusif** est décernée aux employeurs qui contribuent à la mise en place d'un marché du travail inclusif.

Le financement des **services d'accompagnement** est un soutien financier aux personnes handicapées pour l'achat, l'adaptation ou la réparation de produits, appareils, équipements ou systèmes techniques de production spécialisée ou disponibles sur le marché indispensables pour prévenir, compenser, atténuer ou neutraliser les limitations d'activité et les restrictions de participation qui entravent l'accès et la fréquence de la formation professionnelle ou l'obtention et le maintien d'un emploi et le développement de carrière.

Job Share - Loi no. 4/2019, du 10 janvier, est venue établir le système de partage de l'emploi pour les personnes handicapées, avec un degré d'invalidité égal ou supérieur à 60%, visant leur embauche par les employeurs des secteurs public et privé.

► **ValorIN**

Cible : Handicap physique, mental, intellectuel et sensoriel

ValorIN est une initiative d'innovation sociale et d'entrepreneuriat, créée par MADI à Vila do Conde, où des personnes handicapées et/ou souffrant de maladie mentale ou d'autres vulnérabilités fournissent des services aux entreprises impliquant des tâches manufacturées, dans un contexte de chaîne de montage. ValorIN fournit des services aux entreprises dans les domaines de l'assemblage d'équipements sportifs, de la papeterie, de la connexion de pièces de cristal et d'échantillons de tissus pour lampes et jouets, d'inspection de pièces automobiles, de dévidage de noyaux électriques, d'assemblage de cloisons en carton, de décapage et de découpe d'autocollants et de finition de chaussures. L'objectif final est l'insertion professionnelle de ces personnes dans les entreprises partenaires du projet et/ou des services autres ou locaux. Le travail réalisé pour

atteindre cet objectif s'effectue à travers un double modèle, d'une part favorisant la formation des compétences personnelles et sociales et la valorisation de l'image des personnes handicapées et/ou malades mentales et d'autre part, la main-d'œuvre/ une formation productive dans un environnement contrôlé et soutenu.

CENTRES DE JOUR ET OCCUPATIONNELS

► **Le décret-loi n° 18/89, du 11 janvier**, a défini le régime des activités professionnelles et la modalité d'accompagnement intégré dans le cadre de l'action sociale, dont l'objectif est de favoriser le développement personnel et l'intégration sociale des personnes handicapées pour leur permettre de développer leurs compétences.

- Centre d'Activités Occupationnelles est une réponse sociale visant à intégrer les personnes handicapées dans la société, à travers des activités qui favorisent leurs compétences et contribuent à leur équilibre social et émotionnel.

► **L'arrêté n° 407/98 du 15 mai - Forum socio-professionnel -** est une réponse, développée en équipement, destinée aux personnes défavorisées, transitoires ou permanentes, d'origine psychique, visant leur réinsertion socio-familiale et/ou professionnelle ou leurs éventuels programmes de formation d'insertion ou d'emploi protégé.

► **Décret-loi n. 136/2015, du 28 juillet**, a défini les unités et les équipes de soins continus intégrés pour la santé mentale, pour les personnes atteintes de maladie mentale grave qui entraîne un handicap psychosocial pour la population adulte et pour l'enfance et l'adolescence.

► L'unité socio-professionnelle est située dans la communauté, dans son propre espace physique, destinée aux personnes avec un degré modéré et réduit de handicap psychosocial, cliniquement stabilisé, mais avec des dysfonctionnements dans les domaines relationnel, professionnel et d'intégration sociale.

► **Ordonnance n° 68/2017, du 16 février**, qui établit la coordination nationale, régionale et locale des unités et équipes dispensant des soins continus intégrés de santé mentale (CCISM), ainsi que les conditions d'organisation et de fonctionnement des unités et équipes dispensant CCISM pour la population adulte et pour les enfants et adolescents.

► AFUA's Cellule socioprofessionnelle

Cible : Handicap physique, mental, intellectuel et sensoriel

La Cellule Sociale-Professionnelle de l'AFUA est une structure conventionnée par la Sécurité Sociale qui fait partie du Réseau de Soins Continus en Santé Mentale. Il vise à développer des programmes de réhabilitation psychosociale pour des adultes présentant des problèmes psychiatriques modérés à sévères et à évolution chronique,

cliniquement stables mais présentant des dysfonctionnements dans les domaines relationnel, professionnel et d'intégration sociale.

Les services offerts par le forum socioprofessionnel comprennent l'accompagnement psychosocial, le soutien et le suivi dans les activités de la vie quotidienne, le soutien socioprofessionnel, la sensibilisation et la formation qualifiante des membres de la famille et des aidants, le soutien aux groupes d'entraide, le soutien et l'orientation vers la formation et services d'insertion professionnelle, promotion d'activités socioculturelles et sportives en lien avec la communauté, soutien à la gestion et au maintien de la santé, soutien à la gestion financière, exploration et participation aux loisirs, soutien à la mobilité dans la communauté et soutien à l'utilisation des ressources communautaires.

HEBERGEMENT

Réseau national de soins continus intégrés

► Décret-loi n. 101/2006, du 6 juin

Le Réseau National de Soins Continus Intégrés (RNCCI) résulte d'un partenariat entre les Ministères du Travail, de la Solidarité et de la Sécurité Sociale (MTSSS) et de la Santé (MS). Les objectifs du RNCCI sont de fournir des soins de santé et un accompagnement social de manière continue et intégrée aux personnes qui, quel que soit leur âge, sont en situation de dépendance. Il est axé sur le rétablissement global de la personne, favorisant son autonomie et améliorant sa fonctionnalité, dans le contexte de la situation de dépendance dans laquelle elle se trouve. La création des soins de santé mentale intégrés continus (CCISM) a permis d'étendre le RNCCI aux personnes présentant des problèmes de santé mentale en envisageant l'existence de structures de réadaptation psychosociale, répondant à des situations plus ou moins de handicap psychosocial et de dépendance résultant d'une maladie mentale grave.

Le RNCCI dans le cadre de la Santé Mentale envisage les types de réponse suivants :

- Résidences de Formation à l'Autonomie
- Résidences de Formation à l'Autonomie - Type A (Enfance et Adolescence)
- Résidences de soutien maximum
- Résidences de soutien modéré
- Équipes de soutien à domicile

Les charges résultant du fonctionnement des réponses du Réseau sont réparties entre les secteurs de la santé et de la sécurité sociale selon le type de soins dispensés.

► Casas Primeiro

Cible : Handicap physique, mental, intellectuel et sensoriel

Le programme « Casas Primeiro » promu par l'AEIPS, une association de santé mentale, s'inspire du « Housing First », un modèle américain qui considère le logement comme un droit humain fondamental.

Il vise à soutenir les personnes itinérantes atteintes de maladie mentale, dans la location et le maintien d'un logement stable intégré dans la communauté, en mettant à disposition un ensemble diversifié de services de soutien dans le contexte du logement.

Ce programme vise à atteindre les résultats suivants :

- L'accès des personnes sans-abri atteintes de maladie mentale à un logement individualisé et intégré à la communauté
- Le maintien et la stabilité de ces solutions d'habitation
- L'amélioration de la qualité de vie et du bien-être individuel des participants au programme
- Le développement d'autres projets individuels au niveau de l'éducation ou de l'emploi, favorisant une plus grande participation sociale et l'autonomie des participants au projet.

Le programme finance le loyer, le mobilier et les équipements de base, ainsi que les consommations d'eau, d'électricité et de gaz. Les participants contribuent à hauteur de 30% de leur revenu mensuel pour payer le loyer et les consommations du ménage.

5.7 SERBIE

Cadre juridique pour l'autonomie et l'insertion professionnelle des personnes en situation d'handicap

Résumé du droit national serbe. **Loi sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées.** Cette loi régit :

- la promotion de l'emploi pour créer les conditions d'une participation égale des personnes handicapées au marché du travail
- évaluation de la capacité de travail
- rééducation professionnelle
- obligation d'employer des personnes handicapées
- conditions d'établissement et de fonctionnement des entreprises de réadaptation professionnelle et d'emploi des personnes handicapées et autres formes particulières d'emploi et de recrutement des personnes handicapées
- d'autres questions pertinentes pour la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées.

Cette loi a été promulguée en mai 2009. Les principes sur lesquels elle se fonde sont : le respect des droits de l'homme et de la dignité des personnes handicapées, la pleine participation des personnes handicapées à toutes les sphères de la vie sur un pied d'égalité – en fonction de leurs capacités professionnelles, la promotion d'emploi des personnes handicapées à des postes adaptés et dans des conditions de travail adéquates, interdiction de la discrimination à l'encontre des personnes handicapées, égalité des droits et des obligations, égalité des sexes des personnes handicapées.

Selon la présente loi, une personne handicapée est une personne souffrant des conséquences permanentes d'une déficience ou d'une maladie physique, sensorielle, intellectuelle et psychiatrique qui ne peut être éliminée par aucun traitement ou réadaptation médicale et confrontée à des limitations sociales et autres affectant son capacité de travail et la capacité de trouver ou de conserver un emploi et qui n'a pas la possibilité (ou a des possibilités réduites) d'être inclus dans le marché du travail ou de postuler à un emploi sur un pied d'égalité avec les autres personnes. Un chômeur handicapé est une personne âgée de 15 à 65 ans qui n'a pas de relations de travail ou n'a pas autrement obtenu le droit au travail, qui est disposée à travailler et à accepter une réadaptation professionnelle aux fins d'emploi et qui recherche activement un emploi et est inscrit dans les registres du chômage auprès de l'organisme en charge des questions d'emploi.

Conformément à cette loi, la personne handicapée a le droit de : faire établir son statut et évaluer sa capacité de travail ; la promotion de l'emploi, du travail et de l'inclusion sociale et l'affirmation de l'égalité des chances sur le marché du travail ; mesures et activités de réadaptation professionnelle; emploi aux conditions générales; emploi dans des conditions spéciales; mesures de politique active de l'emploi; l'emploi dans des formes d'emploi spécialement organisées et le recrutement de personnes handicapées.

Types de services pour l'insertion sociale et professionnelle des personnes en situation d'handicap

There are several services for people with disabilities in Serbia. In schools there is a program made to support the integration of children with disabilities such as the **personal assistance service**. Daytime services are available for children and adults, such as **day-care centres, home care, assisted living**. Caritas Šabac founded the first day-care centre in Serbia for persons with mental and intellectual disabilities; there were only day-care centres for persons with physical and sensorial disabilities before.

Il existe plusieurs services pour les personnes handicapées en Serbie. Dans les écoles, il existe un programme conçu pour soutenir l'intégration des enfants handicapés, tel que le **service d'assistance personnelle**. Des services de jour sont disponibles pour les enfants et les adultes, tels que **les garderies, les soins à domicile, les résidences-services**. Caritas Šabac a fondé la première crèche en Serbie pour les personnes handicapées mentales et intellectuelles ; il n'y avait auparavant que des crèches pour les personnes handicapées physiques et sensorielles.

L'intégration professionnelle est régie par la loi sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées. Les personnes handicapées doivent être employées dans des conditions générales ou particulières. L'insertion professionnelle des personnes handicapées est assurée par des **entreprises de réadaptation professionnelle des personnes handicapées et d'emploi** en collaboration avec les services de placement.

Contexte et pratiques d'inclusion sociale des personnes en situation d'handicap

INTEGRATION SCOLAIRE

L'éducation inclusive est définie comme un engagement stratégique du système éducatif de Serbie à partir de 2009 - **Loi sur les fondements du système éducatif**. Le développement d'un système éducatif inclusif est soutenu par une nouvelle législation, la mise en place de nouvelles structures au niveau national, local et scolaire, des formations pour les enseignants, des ressources financières supplémentaires destinées au développement de l'école, un soutien au développement du réseau, des manuels et des promotions publiques.

Les éléments les plus importants de la politique d'éducation inclusive réglementée par la loi en Serbie sont : l'interdiction de la discrimination, de la ségrégation et de toutes les formes de séparation qui ne sont pas dans l'intérêt d'un enfant handicapé, une nouvelle politique d'inscription a été établie au lieu de tester les enfants avant de commencer l'école, en examinant ceux qui sont inscrits et en identifiant les enfants ayant besoin d'un soutien spécial/supplémentaire. Nouvelle politique de programme - la possibilité d'éducation par l'individualisation des méthodes de travail ou selon des plans éducatifs individuels, Nouvelle politique du personnel : introduction d'assistants pédagogiques, établissement de normes de compétence pour la profession d'enseignant, formulation de priorités de formation professionnelle. Cette loi établit la formation d'équipes d'experts pour l'éducation inclusive, comprenant des représentants des parents d'enfants issus de

groupes vulnérables au sein du conseil des parents. Nouvelle politique financière - financement des écoles en fonction du nombre d'enfants (« l'argent suit l'enfant »), avec un coefficient supplémentaire pour les enfants issus de groupes vulnérables.

All the elements above have been introduced by law and Tous les éléments ci-dessus ont été introduits par la loi et les règlements depuis 2010/2011, qui est donc considérée comme la première année de l'introduction de l'éducation inclusive en Serbie bylaws since 2010/2011, which is therefore considered the first year of the introduction of inclusive education in Serbia.

► **Le service d'aide à la personne**

Cible : Handicap physique, mental, intellectuel et sensoriel

Le service d'aide à la personne est accessible aux enfants en situation de handicap, c'est-à-dire en situation de handicap en développement, qui ont besoin d'un accompagnement particulier pour répondre aux besoins élémentaires de la vie quotidienne, dans les domaines des déplacements, du maintien de l'hygiène personnelle, de l'alimentation, de l'habillement et de la communication avec les autres, à condition que l'enfant est inclus dans un établissement d'enseignement, c'est-à-dire à l'école, à la fin de sa scolarité régulière, y compris la fin de ses études secondaires.

Le but de l'embauche d'un assistant personnel est de fournir à l'enfant un soutien pratique individuel approprié pour l'inclusion dans la scolarité régulière et les activités dans la communauté, pour établir un niveau plus élevé d'autonomie.

Les activités du programme du service d'aide à la personne sont réalisées dans le cadre d'un programme agréé, dans le cadre d'un service particulier ou dans le cadre d'une garderie ou d'un service de maintien à domicile. Les activités du service d'assistance personnelle sont planifiées et mises en œuvre en fonction des besoins individuels de l'enfant dans le domaine des déplacements, du maintien de l'hygiène personnelle, de l'alimentation, de l'habillement et de la communication avec les autres.

INTEGRATION PAR LE TRAVAIL

L'intégration professionnelle est régie par la **loi sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées**. Les personnes handicapées doivent être employées dans des conditions générales ou particulières. L'emploi dans des conditions particulières est assimilé à un placement chez l'employeur avec aménagement des activités de travail et/ou du lieu de travail. L'ajustement des activités de travail est l'ajustement du processus de travail et des tâches de travail. L'aménagement du lieu de travail est l'équipement technique et technologique d'un lieu de travail, les instruments de travail, l'espace et l'équipement en fonction des capacités et des besoins de la personne handicapée. L'adaptation peut également inclure une assistance professionnelle pour soutenir la personne handicapée dans son initiation à l'emploi ou à un lieu de travail, par le biais de conseils, de formations, de services d'assistance et de soutien sur le lieu de travail, de suivi du travail, de développement de méthodes de travail personnelles et d'évaluation de l'efficacité.

L'obligation d'employer est l'obligation pour tout employeur d'au moins 20 salariés d'établir des relations de travail avec un nombre déterminé de personnes handicapées. Dans le cas contraire, l'employeur est tenu de payer une pénalité financière à l'État ou de

faire un contrat de coopération commerciale et technique avec une entreprise de réadaptation professionnelle et d'emploi de personnes handicapées.

Les principaux exécutants des activités de réadaptation professionnelle, en plus de l'organisation chargée des questions d'emploi, peuvent être des entreprises de réadaptation professionnelle et d'emploi des personnes handicapées, des établissements d'enseignement et d'autres formes d'organisations qui remplissent les conditions, critères et normes de mise en œuvre des mesures et activités de réhabilitation.

► **SOCIAL SYNERGY**

Cible : Handicap physique, mental, intellectuel et sensoriel

Caritas Šabac a fondé deux entreprises pour la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées.

Le service de nettoyage à sec et de blanchisserie "Elio" est une entreprise qui existe depuis 11 ans et qui emploie depuis le début des femmes issues de groupes vulnérables. Grâce aux services de blanchisserie Elio en 2015, après le démarrage de la garderie pour personnes handicapées mentales et intellectuelles "Sv. Sofija", les premières personnes handicapées ont été embauchées. En 2020, le service de blanchisserie Elio devient l'entreprise de réinsertion professionnelle et d'emploi des personnes handicapées "Synergie sociale". Aujourd'hui, « Social Synergy » emploie 6 personnes en situation de handicap.

La deuxième entreprise "Avlija održivog razvoja" à Bogatić date de 2015 avec la mise en place d'ergothérapies pour les utilisateurs des crèches. Le premier emploi des personnes handicapées dans les exploitations agricoles a été le début de l'économie sociale. Aujourd'hui, "Avlija održivog razvoja" comprend un complexe avec une cuisine, une production alimentaire et une transformation de fruits et légumes, une restauration, une distillerie, des serres à légumes. « Avlija održivog razvoja » emploie 5 personnes handicapées.

CENTRES DE JOUR ET OCCUPATIONNELS

Conformément à la **loi sur la protection sociale**, les services de garderie en Serbie sont disponibles pour les enfants et les adultes handicapés qui ont besoin de soins et de surveillance quotidiens, ainsi que d'un soutien pour maintenir et développer leur potentiel. Les crèches ont pour but d'améliorer la qualité de vie des usagers dans leur propre milieu social par le maintien et le développement des fonctions et habiletés sociales, psychologiques et physiques, afin de leur permettre de vivre le plus possible de façon autonome. Par le biais du service de garde, les usagers, dans un environnement organisé et avec l'encadrement nécessaire, répondent à des besoins de développement, acquièrent et développent des habiletés de vie, une responsabilité personnelle et sociale pour le développement de l'autonomie, des fonctions sociales, cognitives et autres fonctions importantes. Le service de garde réalise une expérience positive et constructive d'être en dehors de la famille, et les membres de la famille ont du temps libre pour s'engager dans le travail et d'autres activités. Le service de garde est réalisé à travers des programmes conçus, dans des périodes de temps planifiées et limitées.

Le service de soins à domicile est disponible pour les enfants, les adultes et les personnes âgées, qui ont des capacités physiques et mentales limitées en raison desquelles ils ne peuvent pas vivre de manière autonome à leur domicile sans une assistance régulière dans les activités de la vie quotidienne, des soins et de la surveillance, où le soutien familial est insuffisant ou non disponible. Les soins à domicile ont pour but d'accompagner les usagers dans la satisfaction des besoins de la vie courante, d'améliorer ou de maintenir leur qualité de vie.

Les services de jour en Serbie sont financés par les gouvernements locaux par le biais d'un processus d'appel d'offres, et les services sont fournis par un fournisseur de services agréé.

► **Centre de jour "Sv. Sofija"**

Cible : Handicap physique, mental et intellectuel

Caritas Šabac a ouvert en 2015 la première crèche (« Sv. Sofija ») à Šabac, pour les personnes handicapées mentales : depuis lors, plus de 50 personnes en sont devenues bénéficiaires.

En 2017, la coopération avec la municipalité de Bogatić a été scellée par la création d'une autre garderie (« Sv. Jovan »).

Les utilisateurs des deux crèches fondées par Caritas Šabac sont des adultes souffrant de handicaps mentaux et intellectuels.

Une équipe pluridisciplinaire est engagée en travail direct avec les usagers, composée d'experts de profils variés, d'infirmiers, de soignants formés et de bénévoles. L'objectif du service est de fournir et de répondre aux besoins vitaux de base des personnes handicapées mentales et intellectuelles, tout en respectant et en nourrissant les intérêts des utilisateurs et leurs capacités restantes.

Caritas Šabac fournit des services de soins à domicile depuis 2001 et jusqu'à présent, environ 2 000 utilisateurs ont été impliqués.

Les utilisateurs du service sont les personnes âgées, les adultes handicapés physiques, les adultes handicapés intellectuels et mentaux, les adultes en traitement postopératoire / post-hospitalier, les adultes atteints de maladies chroniques et les adultes en phase terminale. Le coordinateur des services de protection sociale, les professionnels agréés, les infirmières diplômées, les soignants et les bénévoles sont engagés dans un travail direct avec les usagers.

Le service de maintien à domicile a pour but d'accompagner les usagers ayant des limitations de capacités physiques et mentales à répondre aux besoins de la vie courante, à leur domicile, afin d'améliorer ou de maintenir leur qualité de vie et d'éviter le placement en institution.

HEBERGEMENT

Les services d'aide à la vie autonome sont régis par la **loi sur la protection sociale**. Il existe un type de service d'aide à la vie autonome en Serbie. L'aide à la vie autonome est accessible depuis longtemps aux personnes handicapées physiques, intellectuelles ou mentales, à partir de 15 ans. Le service d'aide à la vie autonome pour les personnes

handicapées physiques, intellectuelles ou mentales, a pour objet d'aider et d'accompagner le plus haut degré d'indépendance possible qui leur permette d'avoir une meilleure vie indépendante dans la communauté. La vie assistée fournit un logement adéquat, une assistance professionnelle et un soutien pour la plus grande indépendance possible et l'inclusion des utilisateurs dans la communauté. Le service d'aide à la vie autonome est réalisé par la réalisation d'activités de programme qui, conformément à l'évaluation des besoins individuels et des besoins du groupe d'utilisateurs : assure un environnement sécuritaire et surveille la sécurité des usagers; offre de l'aide et du soutien pour répondre aux besoins de la vie quotidienne; offre un environnement dans lequel une variété de services sociaux, éducatifs, de santé, culturels, de divertissement, sportifs et récréatifs sont disponibles en fonction des besoins identifiés des utilisateurs. Le fournisseur de services propose d'autres programmes spécialement adaptés aux capacités et aux intérêts des utilisateurs.

► **"Sv. Jovan"**

Cible : Handicap physique, mental et intellectuel

À Bogatić, Caritas Šabac possède une résidence-services nommée « Sv. Jovan ». Les usagers du service d'aide à la vie autonome sont des adultes ayant une déficience mentale et intellectuelle. Il y a deux utilisateurs dans l'appartement.

Un travailleur professionnel et un associé sont engagés dans un travail direct avec les utilisateurs du service d'aide à la vie autonome.

Le service d'aide à la vie autonome pour les personnes handicapées mentales et intellectuelles assure un environnement sûr et surveille leur sécurité, fournit une assistance et un soutien pour répondre aux besoins de la vie quotidienne et offre un environnement avec une variété de services sociaux, éducatifs, de santé, de divertissement culturel, sportifs et récréatifs, en fonction des besoins identifiés des utilisateurs.

Une meilleure qualité de vie est rendue possible par des contenus adaptés individuellement, la libre expression des préférences personnelles, le tout dans le but d'améliorer l'indépendance personnelle des personnes handicapées mentales et intellectuelles, ce qui leur permet d'avoir une meilleure vie indépendante dans la communauté. Le service d'aide à la vie autonome est réalisé à travers des programmes et des activités conçus, dans des périodes de temps planifiées et limitées.

Good practices for each typology of service

6.1 INTEGRATION SCOLAIRE

6.1.1 AURÉLIE (Centre de formation) - Belgique

AURÉLIE (Association à but non lucratif)	Intégration scolaire (Éducation des adultes)
GROUPE CIBLE	<ul style="list-style-type: none"> - Handicap physique - Maladie mentale - Déficience intellectuelle - Handicap sensoriel Adultes - de plus de 18 ans ayant des difficultés physiques, sensorielles, psychologiques, mentales ou sociales. Motivé et prêt à démarrer un processus de formation
MISSIONS SOCIALES ACTIVITES	Aurélie est une association à but non lucratif. Sa mission est de favoriser l'insertion sociale et professionnelle par la formation et l'insertion professionnelle. Les formations proposées sont dans le domaine de l'automobile, de la logistique, du BTP, du nettoyage et de la restauration.
TRAVAIL SOCIAL	Aurélie emploie une équipe pluridisciplinaire : <ul style="list-style-type: none"> - Formation des professeurs - Psychologue, logopédiste, neuropsychologue, ... - Les travailleurs sociaux - Éducateurs - Parfois professeurs de sport (course à pied, yoga...)
SUPPORT FINANCIER	Ménage, Restauration et Atelier automobile Le montant annuel est d'environ 100.000 €.
FINANCIAL SUPPORT	Environ 90% du soutien financier provient de financements publics : 800.000 euros de l'AviQ (Agence régionale pour la qualité de vie des personnes handicapées), et 200.000 euros du Forem (Institution pour l'insertion professionnelle) Environ 10% proviennent des revenus des activités pour les clients. La plupart des dépenses concernent les Ressources Humaines, le salaire du personnel : le montant annuel est d'environ 850.000 €.

6.1.2 IMP L'ESPÉREL - France

Institut Médico-Pédagogique (IMP) L'Espérel (ASSOCIATION D' HYGIENE SOCIALE DE FRANCHE COMTE)	Intégration scolaire
GROUPE CIBLE	L'Espérel est agréé pour l'accueil en semi-internat de 42 enfants. Ces enfants, âgés de 5 à 14 ans, présentent une déficience intellectuelle

	modérée avec ou sans troubles associés tels que des troubles de la personnalité et du langage ; troubles émotionnels, psychologiques et organiques; carences socio-éducatives ; et retard du développement physique et des habiletés motrices. L'IMP accueille également des enfants atteints de troubles envahissants du développement sans déficience intellectuelle.
MISSIONS SOCIALES ACTIVITES	Chaque enfant accueilli à l'Espérel bénéficie d'un accompagnement éducatif, scolaire et thérapeutique adapté à ses possibilités, ses envies et ses difficultés. C'est un "lieu qui permet à l'enfant de se développer en apprenant". C'est-à-dire qu'elle favorise l'expression de la personnalité de l'enfant, le développement de ses capacités et aptitudes à vivre en groupe ; elle facilite sa réinsertion scolaire et sociale en lui permettant d'apprendre les exigences de la vie quotidienne. C'est la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH) qui oriente les enfants vers l'IMP.
TRAVAIL SOCIAL	Le fonctionnement de L'Espérel repose sur 5 pôles : - Administration : gérant, directeur adjoint, assistant de direction - Services généraux : chauffeur, artisan d'entretien, femme de ménage - Pédagogique : 4 enseignants de l'Education Nationale, des assistantes sociales, des moniteurs pédagogiques - Médical : psychiatre - Paramédical et sportif : psychologue, psychomotricien, orthophoniste, professeur d'EPS
SUPPORT FINANCIER	NA
FINANCIAL SUPPORT	Les revenus annuels de l'Association (35 établissements dont l'Espérel) sont constitués des cotisations, des dons et cotisations de ses adhérents et des subventions et financements de l'Europe, de l'Etat, des collectivités territoriales, des établissements publics et plus généralement de tout organisme public personne publique ou parapublique contribuant financièrement aux activités menées par l'Association. Le montant annuel est d'environ 52.000.000 €.

6.1.3 PETŐ - Hongrie

	Université Semmelweis, Faculté András Pető	Integration Scolaire Hébergement
GROUPE CIBLE	La mission de l'Institut de Développement Conductif de la Faculté András Pető de Budapest est de fournir une assistance aux enfants et aux jeunes adultes souffrant de handicaps moteurs résultant d'une atteinte du système nerveux central. L'Institut Pető propose des sessions intensives individuelles et de groupe pour former les clients à surmonter les défis de la vie quotidienne, des actions simples aux activités plus complexes : du laçage des chaussures à l'utilisation de couverts en passant par les formes de mouvement indépendantes. Le programme de développement adopte la méthode spéciale Pető dont	

l'essence est d'enseigner à ceux qui en ont besoin à s'adapter et à s'intégrer aux circonstances de la vie quotidienne.

MISSIONS SOCIALES ACTIVITES

L'éducation conductive est une méthode d'apprentissage complète par laquelle les personnes atteintes de troubles neurologiques et de mobilité apprennent à effectuer spécifiquement et consciemment des actions que les enfants sans un tel handicap apprennent à travers des expériences de vie normales. Il vise à la fois la réhabilitation et l'intégration sociale.

Les enfants sont encouragés à résoudre des problèmes et à développer une personnalité « ortho-fonctionnelle » autonome qui favorise la participation, l'initiative, la détermination, la motivation, l'indépendance et l'autonomie.

La plupart des enfants ayant reçu un diagnostic de paralysie cérébrale suivront des thérapies traditionnelles et des programmes éducatifs conventionnels. Ces programmes sont conçus pour offrir aux enfants une éducation publique gratuite et appropriée en fournissant des soutiens qui favorisent l'accessibilité et l'inclusion afin de maximiser leur capacité à apprendre et à interagir avec leurs pairs au mieux de leurs capacités dans un environnement éducatif.

TRAVAIL SOCIAL

La différence la plus frappante entre l'éducation conductive et le traitement conventionnel est qu'il ne s'agit pas d'une thérapie ou d'un traitement. Il s'agit d'une méthode d'apprentissage complète par laquelle les personnes atteintes de troubles neurologiques et de mobilité, comme la paralysie cérébrale, apprennent à effectuer spécifiquement et consciemment des actions que les enfants sans une telle déficience apprennent à travers des expériences de vie normales. Avec l'éducation conductive, les enfants peuvent utiliser des stratégies d'apprentissage spécialisées pour effectuer des tâches quotidiennes. Ils réfléchissent cognitivement au processus et se connectent émotionnellement aux tâches physiques pour comprendre comment les exécuter avec succès. Le chef d'orchestre est un professionnel de la rééducation éducative qui est formé pour utiliser la méthode d'éducation conductive et soutenir l'habilitation des enfants atteints de paralysie cérébrale ou d'autres déficiences du système nerveux entraînant des difficultés de développement moteur/performance ou de coordination.

Les conducteurs peuvent également participer à la réadaptation des adultes, spécialisée dans le développement moteur de ceux qui ont des maladies neurodégénératives telles que la maladie de Parkinson ou la sclérose en plaques, ou des conditions après un accident vasculaire cérébral ou des lésions crâniennes/cérébrales. L'éducation conductive à travers son approche holistique aide ses participants à développer une vie aussi indépendante que possible en venant ou en apprenant à vivre avec leurs difficultés.

Les activités proposées sont des séances d'éducation conductive et des occupations avec les parents.

SUPPORT FINANCIER

La principale source de financement est la subvention publique

6.2 INSERTION PAR LE TRAVAIL

6.2.1. Action Philippe Streit - France

Action Philippe Streit (Association VIPP & Philippe (Société par actions simplifiée))	Insertion par le travail Centre de jour/ Activités de jour Hébergement
GROUPE CIBLE	<p>L'Action Philippe Streit vise à proposer un écosystème complet et ainsi accompagner les entreprises en leur apportant :</p> <ul style="list-style-type: none">- Services de transport, de restauration et d'hébergement- Un environnement de travail adapté et privilégié- Accès aux soins, au sport et à la rééducation- Accès à la culture <p>Cet écosystème s'adresse à toute structure active dans le domaine du handicap, qui favorise ainsi de manière concrète l'insertion des personnes en situation de handicap dans le monde du travail.</p> <p>Les services sont offerts aux personnes ayant un handicap physique, mental et sensoriel.</p> <p>Rejoindre l'écosystème, c'est faire partie d'une véritable communauté partageant les mêmes valeurs, tournée vers l'humain et convaincue que les personnes en situation de handicap ont leur place dans le monde du travail et peuvent ainsi être contribuables.</p> <p>Située dans le Doubs, c'est à Anteuil qu'est née l'Action Philippe Streit, et ce n'est pas par hasard. C'est dans ce village chargé d'histoire que l'association puise son ADN et sa force.</p>
MISSIONS SOCIALES ACTIVITES	<p>A travers la création de la société VIPP & Philippe, il y a une volonté de proposer :</p> <ul style="list-style-type: none">- Emploi aux personnes handicapées et prouver qu'elles ont une place dans le monde du travail- Recrutement et prise en compte des capacités au-delà des diplômes et des compétences afin que toute personne motivée puisse rejoindre les équipes et se former- Intégration et formation pour que la confiance, en l'entreprise mais aussi et surtout en soi, permette aux salariés de s'épanouir- L'accompagnement au poste de travail, pour s'assurer qu'il est adapté aux besoins physiques de chacun, mais aussi en général au bien-être des salariés. <p>Tout cela est possible grâce à l'intégration dans l'écosystème d'Action Philippe Streit : l'association met à disposition une infrastructure adaptée ainsi qu'une gamme de services tels que l'aide à la recherche d'un logement adapté, les navettes domicile/travail et la présence de professionnels de santé travaillant sur place.</p>
TRAVAIL SOCIAL	<p>L'association ACTION PHILIPPE STREIT porte le projet global de développement de l'écosystème qui a vu :</p> <ul style="list-style-type: none">- Le bâtiment de la première entreprise VIPP&Philippe qui employait des personnes en situation de handicap- La conception et l'ouverture de la micro-crèche "La compagnie d'Arthur" en 2021 pour les enfants avec et sans handicap

- La création définitive du Centre de Médecine du Sport d'ici fin 2022
- La construction d'une salle polyvalente de restauration et de spectacle pour 2023
- L'installation de nouvelles entreprises proposant des emplois aux personnes en situation de handicap telles que « KLIFF », entreprise de travail temporaire adapté filiale de Randstad, « PASS'PHIL », organisme de formation pour apprendre autrement qui se concentrera sur les métiers du luxe et de la maroquinerie (projet mis en place en cours pour démarrer en 2023), et « LYSS », une EA (entreprise adaptée) qui proposera des activités manuelles à ses salariés.

100 postes supplémentaires sont attendus d'ici 2024 dans le cadre de ce développement.

ACTIVITE ECONOMIQUE L'association engage des fonds conséquents pour ces actions et ce développement 2.020.000 euros en 2020, 650.000 euros en 2021, 2.600.000 euros en 2022 et 1.800.000 euros en 2023.

SUPPORT FINANCIER Les fonds engagés sont des fonds privés provenant de M. Bernard STREIT (fondateur de l'association), d'entreprises locales et nationales et maintenant du crowdfunding.
Un appel aux dons auprès des entreprises et des particuliers est lancé, notamment via le site internet www.actionphilippestreit.com, l'association pouvant bénéficier d'avantages fiscaux.
Les principaux postes de dépenses nécessaires à l'activité sont les investissements en infrastructures adaptées, en équipements.

6.2.2 Village N°1 Entreprises - Belgique

Village N°1 Entreprises (ASBL - SFS)	Insertion par le travail
GROUPE CIBLE	Nous avons 600 ETP - 60% sont des personnes en situation de handicap (physique, cognitif, psychique léger) - 22% sont des personnes exclues du circuit de travail traditionnel - 18% sont des personnes qui ne font pas partie de ces deux groupes
MISSIONS SOCIALES ACTIVITES	En tant que lieu de travail, nous offrons à nos travailleurs des opportunités de carrière de qualité, dans un environnement adapté à leurs besoins, visant le développement personnel par le travail
TRAVAIL SOCIAL	Avec l'aide de notre service d'aide sociale – effectif de 5 personnes (assistantes sociales et ergothérapeute) : Assistance administrative, aide au logement, médiation de dettes, aménagement des postes de travail, gestion des conflits, travail sur l'absentéisme, comportement au travail, ... Les Objectifs sont d'augmenter la sérénité au travail et d'assurer des postes et conditions de travail adaptés : chaises & outils adaptés, matériel

informatique adapté aux travailleurs aveugles, circulation dans l'usine sécurisée pour les travailleurs sourds (miroirs, lumières...)

Le service accompagne les travailleurs tout au long de leur carrière. Les travailleurs peuvent changer de fonctions ou de département d'activités, suivant l'évolution dans le temps de leurs capacités, ambitions ou contraintes.

Plan de formation annuel sur divers sujets comme la formation à la vie quotidienne, la formation aux compétences techniques, la formation sur le terrain, la formation à la sécurité et les comportements et relations humaines

De par ses spécificités et ses valeurs, Village n°1 Entreprises s'inscrit dans l'économie sociale et induit un comportement social responsable :

- En répondant aux besoins de la population (employés et clients)
- En donnant la priorité à la dimension sociale dans la gestion de l'entreprise.

L'Humain est placé au centre du projet et de l'activité économique. Ils promeuvent résolument l'égalité des chances et la non-discrimination, la formation et l'accompagnement au développement personnel et l'attention au bien-être de chacun.

ACTIVITE ECONOMIQUE

C'est un groupe d'entreprises qui vend ses services à d'autres entreprises ou organisations.

- Conditionnement/Activités industrielles : Emballage, étiquetage et co-emballage, emballage et scellage plastique, montage et remplissage de présentoirs, montage et remplissage de coffrets cadeaux, montage électrique et technique et conditionnement alimentaire (1000 m² de surface réfrigérée)
- Numérisation des données : Numérisation de tous formats de documents (dont plans A0++), encodage des données de tous types de documents (état civil, dossiers médicaux...), indexation des documents et/ou reconnaissance des champs d'indexation et envoi/traitement du courrier
- Call-center : Appels entrants/sortants, gestion du calendrier et des actions ou demandes commerciales
- Jardinage : Toutes les prestations de jardinage (création/entretien) pour les marchés B2C, B2B et publics
- Nettoyage : Nettoyages quotidiens et périodiques (bureaux, magasins, showrooms, usines, écoles, collectivités...), cirage des sols et des vitres
- Repassage et ménage : Service de repassage proposé aux salariés en partenariat avec d'autres entreprises : linge collecté dans les entreprises et ramené une fois repassé.

SUPPORT FINANCIER

La part du financement public est liée aux travailleurs : L'essentiel est une partie des subventions liées au niveau de handicap (un % du salaire) via l'AVIQU, ou pour nos entreprises d'insertion, la subvention publique est liée au manque de formation scolaire, ou au niveau social car elles sont principalement des personnes éloignées de l'emploi.

Commenté [1]: @etienne@resasbl.be
Assigned to Etienne Dewandeler

6.2.3 CRPG- Portugal

CRPG - Centro de Reabilitação Profissional de Gaia	Insertion par le travail
GROUPE CIBLE	Le groupe cible sont les personnes handicapées physiques, mentales, intellectuelles ou sensorielles qui souhaitent suivre un programme de réadaptation et de réinsertion professionnelle.
MISSIONS SOCIALES ACTIVITES	<p>Le CRPG vise la réadaptation et la réinsertion des personnes présentant une diversité fonctionnelle associée à un handicap dans la vie active, en offrant un ensemble de services intégrés et personnalisés dans le cadre de la réadaptation professionnelle.</p> <p>Il favorise la réinsertion professionnelle, familiale et sociale des personnes présentant une diversité fonctionnelle résultant d'une maladie ou d'un accident. Soutient le développement des qualifications et l'accès, le maintien et la reprise d'emploi.</p>
TRAVAIL SOCIAL	<p>Tous les utilisateurs/clients sont accompagnés de manière centrée sur la personne, les aidant à atteindre leurs objectifs personnels liés à la qualification et/ou à l'emploi.</p> <p>L'engagement de l'organisme, avec l'aide des techniciens en réadaptation et réinsertion, est d'offrir des services de référence pour favoriser des contextes de travail inclusifs, mobilisant la contribution des personnes en diversité fonctionnelle.</p>
ACTIVITE ECONOMIQUE	Produits d'assistance et évaluation par des experts médico-légaux des impacts des accidents/maladies sur le fonctionnement.
SUPPORT FINANCIER	<p>L'organisation est financée par des sources financières publiques nationales.</p> <p>Les principales dépenses du centre sont liées à l'aide sociale et aux salaires.</p>

6.2.4 Green Kitchen/WALK - Irlande

WALK (Walkinstown Association for People with Intellectual Disabilities) (Organisme de bienfaisance)	Insertion par le travail Centre de jour/ Activities de jour Hébergement
--	---

GROUPE CIBLE	WALK fournit des services aux personnes ayant une déficience intellectuelle, y compris les personnes sur le spectre autistique. De nombreux utilisateurs du service WALK auraient des comportements particulièrement difficiles.
MISSIONS SOCIALES ACTIVITES	<p>La mission de WALK - "Nous sommes des leaders dans un mouvement pour le changement, donnant aux personnes handicapées les moyens de vivre une vie autodéterminée dans une société égale et inclusive". Ceci est réalisé en fournissant une gamme de services:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Emploi - WALK croit que tous ceux qui veulent travailler, avoir un emploi et une carrière peuvent le faire, à condition d'avoir les bons soutiens. Ils aident les individus à réaliser leurs aspirations d'emploi et de carrière en les aidant à réaliser leur potentiel, à accéder à des opportunités et à construire leurs propres soutiens naturels. - Formation - WALK s'efforce de trouver et de soutenir les opportunités permettant aux personnes de participer à toute formation ou éducation qui, selon elles, les aidera à atteindre leurs objectifs dans la vie. - Community Living - WALK croit que les personnes handicapées ont le droit de vivre en tant que membres actifs dans la vie quotidienne de leur communauté. Ils soutiennent le développement et le maintien de relations qui mènent à la réalisation et à la durabilité de rôles socialement utiles et de réseaux de soutien naturels.
TRAVAIL SOCIAL	<p>Les utilisateurs des services de WALK se voient attribuer un travailleur clé, en fonction du service dont ils font partie (c'est-à-dire résidentiel, services de jour, service de l'emploi, etc.). Ils auront un plan de soutien individuel en place qui répond à toutes les aspirations de l'individu.</p> <p>Le personnel comprend des psychologues, des travailleurs sociaux et des éducateurs.</p> <p>Le travailleur clé sera soutenu par un psychologue assistant pour fournir un soutien clinique spécifique (supervisé par un psychologue consultant).</p>
ACTIVITE ECONOMIQUE	<p>Le centre Green Kitchen Café & Garden est une filiale de WALK et exploite une entreprise sociale. Le café propose une gamme de boissons chaudes et froides, de gâteaux, de collations, ainsi que des petits-déjeuners et déjeuners chauds et froids.</p> <p>La jardinerie vend des plantes, des fleurs, des produits de jardinage et une gamme de cadeaux saisonniers.</p>
SUPPORT FINANCIER	<p>Les services aux personnes handicapées en Irlande sont financés par le Health Service Executive, qui couvre la majorité des coûts associés à la prestation de services.</p> <p>Le service de l'emploi (Ability Programme) est financé par le gouvernement (via Pobal).</p> <p>L'entreprise sociale reçoit un financement dans le cadre du programme de services communautaires (via Pobal), qui couvre les frais de personnel d'un directeur et d'un certain nombre d'agents «équivalent temps plein».</p> <p>Référence du montant annuel : HSE 7,5 millions d'euros Capacité 200 000 euros</p>

CSP 96 000 euros

Le poste de dépenses le plus important de l'organisation est le salaire du personnel. Le montant annuel des frais de personnel est d'environ 6,5 millions d'euros.

6.2.5 VAI Project - Italie

"VAI" (Vie adulte indépendante) "POLIS" (Projet d'orientation professionnelle et d'inclusion sociale)	Insertion par le travail
GROUPE CIBLE	<p>On trouve des entreprises qui offrent un travail compatible avec les attitudes, les demandes et les "passions" de l'utilisateur individuel. Parallèlement, une fois la localisation de l'entreprise évaluée, la possibilité d'un appairage basé sur les compétences personnelles et l'autonomie est envisagée, afin que le projet ne présente pas de difficultés d'un point de vue logistique.</p> <p>Le groupe cible comprend les personnes souffrant d'un handicap physique, cognitif, psychique et mental.</p>
MISSIONS SOCIALES ACTIVITES	<p>Les principales activités sont liées à l'insertion dans le monde du travail, telles que l'orientation professionnelle, la cartographie des entreprises possibles, le tutorat et le suivi (travailleurs sociaux, entreprises, usagers et membres de la famille). Il est important de mentionner que le développement des compétences de base et relationnelles est l'une des principales missions.</p>
TRAVAIL SOCIAL	<p>Par le biais de réunions d'orientation, l'éducateur effectue les tâches suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- écoute des intérêts professionnels- évaluer les aptitudes et les compétences, élaborer un parcours individualisé. <p>Par la suite, l'éducateur s'occupe de faire une analyse des ressources territoriales et d'évaluer la congruence entre les compétences du sujet et les « performances » requises par une situation de travail donnée.</p> <p>Les entreprises qui proposent un travail compatible avec les attitudes, les demandes et les "passions" de l'utilisateur individuel sont principalement trouvées.</p> <p>Parallèlement, une fois la localisation de l'entreprise évaluée, la possibilité d'un appairage basé sur les compétences personnelles et l'autonomie est envisagée, afin que le projet ne présente pas de difficultés d'un point de vue logistique.</p> <p>Une fois la ressource de l'entreprise identifiée, le placement est activé. Elle peut avoir de multiples finalités, comme l'observation des compétences, l'employabilité, et des finalités plus thérapeutiques et de socialisation.</p>

L'itinéraire individualisé est conçu pour fixer les objectifs, les diverses activités à accomplir, l'horaire et le nombre d'heures quotidiennes.

Un tuteur d'entreprise est choisi afin d'accompagner la ressource dans la suite du projet individuel et de s'engager à référencer la ressource et d'entretenir un dialogue ouvert et constant avec les éducateurs du projet.

Le parcours individuel est suivi et vérifié en permanence tant auprès des Services Sociaux que du tuteur d'entreprise.

L'ensemble des expériences de travail est soutenu et renforcé par des ateliers de socialisation et de prise de conscience du métier. Un groupe de ressources, en collaboration avec les éducateurs, aborde des thèmes et des sujets liés au concours d'emploi, à travers des conversations, des contes, des jeux et des simulations.

SUPPORT FINANCIER Le financement est 100 % public, tant de source nationale qu'europpéenne.

6.3 CENTRES DE JOURS ET AUTRE ACTIVITES DE JOUR

6.3.1. County Wexford Community Workshop - Irlande

County Wexford Community Workshop (Organisme de bienfaisance)	Insertion par le travail Centre de jour/ Activités de jour Hébergement
GROUPE CIBLE	L'organisation est l'un des plus grands fournisseurs de services aux enfants et aux adultes ayant une déficience intellectuelle et mentale et à leurs familles. Ils offrent une gamme de soutien à plus de 200 personnes, de la petite enfance à la vieillesse.
MISSIONS SOCIALES ACTIVITES	Permettre et habiliter les personnes handicapées à vivre la vie de leur choix au maximum de leur potentiel, grâce à des opportunités de soutien, de formation et d'emploi. Ceci est réalisé en fournissant des services de soins communautaires qui comprennent : <ul style="list-style-type: none">- Services d'inclusion communautaire- Formation professionnelle- Service de l'emploi- Centres désignés de la communauté résidentielle- Centre communautaire de répit désigné- Soutien au plaidoyer- Garde d'enfants
TRAVAIL SOCIAL	Les soutiens aux personnes handicapées mentales sont principalement fournis par des travailleurs sociaux, ainsi que des soutiens spécifiques de formateurs, de psychologues, de conseillers

	en carrière, etc. Les individus sont soutenus pour développer leur propre plan centré sur la personne, puis pour atteindre leurs objectifs.
ACTIVITE ECONOMIQUE	L'organisation exploite un certain nombre d'entreprises sociales: - Jardinage - Restaurant - Installation sportive - Service de conception d'encadrement - Lave-Auto Le montant moyen annuel est de 200.000 euros.
SUPPORT FINANCIER	La prestation de services sociaux pour les personnes handicapées est financée par le Health Service Executive. La formation professionnelle est financée par des subventions du County Education & Training Board Le programme d'emploi communautaire est financé par le ministère de la protection sociale La fourniture de services de garde d'enfants est financée par l'agence d'État Pobal Référence du montant annuel : HSE 4,5 millions d'euros ETB 230.000 euros CE 345.000 euros Pobal 13.400 euros La dépense la plus importante de l'organisation concerne les frais de personnel : environ 3,8 millions d'euros par an.

6.3.2. Centre de soins de jour Sv. Sofija - Serbie

Day care center „Sv. Sofija”	Centre de jour/ Activités de jour
GROUPE CIBLE	Bénéficiaires de la garderie „Sv. Sofija », situé à Šabac, sont des adultes souffrant de troubles mentaux et de déficiences intellectuelles.
MISSIONS SOCIALES ACTIVITES	L'objectif du service est de fournir et de répondre aux besoins vitaux de base des personnes handicapées mentales et intellectuelles, tout en respectant et en protégeant les intérêts des bénéficiaires et leurs capacités restantes. Par le biais du service de garde, les personnes atteintes de troubles mentaux et de déficiences intellectuelles dans un environnement organisé, et avec l'encadrement nécessaire, répondent à des besoins de développement, acquièrent et développent des habiletés de vie, une responsabilité personnelle et sociale pour le développement de l'autonomie, sociale, cognitive et d'autres importantes les fonctions. Le service réalise une expérience positive et constructive de rester en dehors de la maison familiale. Le service est réalisé à travers des programmes conçus dans des périodes de temps planifiées et limitées. L'acquisition de nouvelles connaissances et compétences se fait par le biais d'activités structurées sélectionnées en collaboration avec l'utilisateur et une

	équipe professionnelle engagée pour apporter un soutien au bénéficiaire et à sa famille.
TRAVAIL SOCIAL	Au centre de jour, une équipe pluridisciplinaire est engagée en contact direct avec les bénéficiaires, composée d'experts aux profils variés, d'infirmiers, d'aides-soignants formés et de bénévoles. Le travailleur professionnel est en communication quotidienne avec les représentants des établissements de santé et de protection sociale et d'autres institutions importantes pour le bénéficiaire.
SUPPORT FINANCIER	Ce service est un service d'aide sociale agréé et, conformément à la loi sur la protection sociale en Serbie, il est financé par la ville de Šabac. Le montant annuel est d'environ 85.000.000 euros. Le coût principal est le personnel, environ 55 000 000 d'euros par an.

6.3.3 Espaço T - Portugal

Espaço T - Associação para Apoio à Integração Social e Comunitária	Integration scolaire Insertion par le travail Centre de jour/ Activités de jour
GRUPE CIBLE	Espaço T - développe un travail d'inclusion sociale avec des personnes en situation de vulnérabilité biopsychosociale, y compris des enfants, des adolescents, des adultes et des personnes âgées. Le groupe cible comprend les personnes ayant un handicap physique, mental, intellectuel et sensoriel, les enfants et les adolescents, les adultes et les personnes âgées, la communauté en général, les immigrants et les réfugiés.
MISSIONS SOCIALES ACTIVITES	La mission sociale est de favoriser l'intégration sociale, culturelle et professionnelle, par le développement d'activités artistiques, le développement personnel et social, ainsi que des activités de soutien à la formation et le développement de projets communautaires. Espaço T offre des ateliers de développement artistique et personnel, des formations, un soutien à l'emploi et des services sociaux.
TRAVAIL SOCIAL	Visant le développement d'activités artistiques, culturelles, psychosociales et formatrices, les ateliers impliquent un public hétérogène, dans une perspective d'inclusion totale. Tenant compte des deux domaines d'intervention (individuel et social), Espaço T organise des activités dans des espaces distincts, en

	<p>prêtant attention à la dynamique de chacun, et il existe un travail de liaison continu entre tous.</p> <p>Le personnel est composé de travailleurs sociaux, d'enseignants, d'artistes, de psychologues, d'éducateurs, d'éducateurs sociaux et de responsables des relations publiques.</p>
ACTIVITE ECONOMIQUE	<p>Espaço T runs sustainability and financial empowerment projects: "Mercado do Vilar" and "Loja da Felicidade".</p> <p>Whenever applicable, the users proEspaço T gère des projets de durabilité et d'autonomisation financière : "Mercado do Vilar" et "Loja da Felicidade".</p> <p>Le cas échéant, les utilisateurs fabriquent des produits artistiques fabriqués dans les ateliers pour augmenter leurs propres revenus. Le montant annuel est d'environ 15 000 euros. duce some artistic products made in the workshops to increase their own revenue. The annual amount is around 15.000 euro.</p>
SUPPORT FINANCIER	<p>Espaço T bénéficie d'un financement public : contribution financière de l'État, subvention de la Sécurité Sociale et fonds européens via des dossiers de projets.</p> <p>Le budget annuel est d'environ 300 000 euros.</p> <p>Environ 150.000 euros sont nécessaires pour couvrir les coûts liés aux ressources humaines.</p>

6.4 HEBERGEMENT

6.4.1 Logements assistés Sv. Jovan- Serbia

Logements assistés „Sv. Jovan”	Hébergements
GROUPE CIBLE	<p>Les bénéficiaires du service d'aide à la vie autonome sont des adultes souffrant de troubles mentaux et de déficiences intellectuelles. Il y a deux bénéficiaires dans l'appartement. Cette installation est située à Bogatić.</p>
MISSIONS SOCIALES ACTIVITES	<p>Le service d'aide à la vie autonome pour les personnes atteintes de troubles mentaux et de déficiences intellectuelles assure un environnement sûr et surveille leur sécurité, fournit une assistance et un soutien pour répondre aux besoins de la vie quotidienne et offre un environnement dans lequel une variété d'activités sociales, éducatives, de santé, de divertissement culturel, sportif et les services récréatifs sont conformes aux besoins identifiés des usagers.</p> <p>Une meilleure qualité de vie est rendue possible par des contenus adaptés individuellement, la libre expression des préférences personnelles, le tout dans le but d'améliorer l'indépendance personnelle des personnes handicapées mentales et intellectuelles, ce qui leur permet une meilleure vie indépendante dans la communauté. Le service d'aide à la vie autonome est réalisé à travers des programmes et des activités conçus, dans des périodes de temps planifiées et limitées.</p>

TRAVAIL SOCIAL	Un travailleur professionnel et un associé sont engagés dans un travail direct avec les bénéficiaires du service d'aide à la vie autonome. Le travailleur professionnel est en communication quotidienne avec les représentants des établissements de santé et de protection sociale et d'autres institutions importantes pour le bénéficiaire.
SUPPORT FINANCIER	Ce service est un service d'aide sociale agréé et, conformément à la loi sur la protection sociale en Serbie, il est financé par la municipalité de Bogatić. Le montant annuel est d'environ 9.200 euros. Les principaux postes de dépenses nécessaires sont la nourriture et l'hébergement des bénéficiaires.

6.4.2 "Dopo di noi" - Italy

"P.A.S.S.I. DOPO DI NOI"	Hébergement
GROUPE CIBLE	Les personnes handicapées qui peuvent accéder au service sont dans la tranche d'âge des 18 à 50 ans. Le handicap est très diversifié et comprend à la fois des handicaps mentaux et physiques ou les deux. "DOPO DI NOI" travaille avec des handicaps légers, moyens légers et sévères. Les groupes pour chaque expérience de vie en autonomie sont composés de 4/5 personnes, en fonction de leurs caractéristiques et de leur potentiel. Ensemble, ils partagent l'expérience en dehors de la famille, chacun respectant ses engagements personnels au quotidien.
MISSIONS SOCIALES ACTIVITES	<p>Les activités ont pour objectif général d'améliorer et d'expérimenter au niveau individuel les attitudes et les compétences de chaque personne handicapée avec laquelle elles travaillent. Ils travaillent notamment sur le développement et l'amélioration des compétences relationnelles et sur le renforcement individuel des activités domestiques. Grâce à un contexte libéré des dynamiques familiales, la plupart d'entre eux, dans une relation d'égalité, peuvent s'exprimer et aborder de nouvelles voies d'autonomie.</p> <p>De manière plus transversale, le personnel travaille afin de faire connaître l'expérience dans le contexte social dans lequel elle se situe, et c'est pourquoi il encourage les activités d'interaction non seulement dans le contexte du logement mais aussi dans les environnements extérieurs.</p> <p>Les personnes handicapées font l'expérience de la vie dans la région où elles vivent et où elles sont connues ; cela les aide et leur donne une plus grande confiance pour vivre leur croissance personnelle.</p> <p>Les appartements sont situés dans des positions stratégiques afin de faciliter l'accès aux nécessités de base et plus encore. Cela favorise l'autonomie de mouvement des personnes handicapées qui ont la capacité de s'aider elles-mêmes et leur permet d'éprouver la satisfaction et la responsabilisation d'effectuer en toute autonomie</p>

	certains tâches utiles au groupe de cohabitation : les invités peuvent faire les courses, aller au bar et au marché, c'est-à-dire qu'ils peuvent vivre la vie du quartier.
TRAVAIL SOCIAL	<p>Le groupe de travail est multidisciplinaire et est composé de différents professionnels qui satisfont la diversification des interventions mesurées et étudiées sur les besoins de chaque personne handicapée. Par conséquent, le personnel de l'OSS - Infirmiers autorisés (IA) - est présent et surveille l'aspect des soins et de l'hygiène de la personne handicapée, en stimulant l'autonomie et en apportant son soutien si nécessaire. Le personnel éducatif est responsable d'observer et de gérer tous les aspects liés au développement et à la croissance personnelle; mettre en œuvre des projets éducatifs visant à renforcer l'autonomie personnelle, à aider au développement du potentiel individuel et à accroître les relations sociales et environnementales</p> <p>Le groupe de travail est animé par un responsable qui s'occupe de gérer les différentes compétences professionnelles en fonction des besoins réels.</p>
SUPPORT FINANCIER	Les activités sont financées à 86% par des fonds publics, et à 14% par des fonds privés.

6.4.3 Merek - Hongrie

MEREK (Mozgássérült Rehabilitációs Központja)	Emberek	Insertion par le travail Centre de jour/ Activités de jour Hébergement
GROUPE CIBLE	Le groupe cible est constitué des personnes âgées de 14 à 65 ans ayant une déficience motrice de naissance ou acquise qui ont besoin de développement et d'assistance dans n'importe quel domaine de leur vie.	
MISSIONS SOCIALES ACTIVITES	<p>MEREK vise à atteindre le plus haut degré possible d'insertion sociale, d'emploi, de logement, d'autonomie, grâce à des séances individuelles et collectives dans le cadre de programmes de développement individualisés.</p> <p>Chez MEREK, il est important d'avoir le bon niveau de communication, de prise de décision, de planification, de résolution de problèmes et d'outils pour effectuer les tâches nécessaires à la vie quotidienne de la manière la plus indépendante possible.</p>	
TRAVAIL SOCIAL	<p>Les objectifs de réadaptation sont formulés à court et à long terme, décomposés en tâches, élaborés dans le cadre du développement individuel, en tenant compte du diagnostic, des relations familiales, de la motivation de l'individu et de son état de mouvement.</p> <p>Le personnel est composé d'éducateurs, de psychologues, de thérapeutes en réadaptation, d'infirmières, de travailleurs sociaux et de personnel de gestion.</p>	

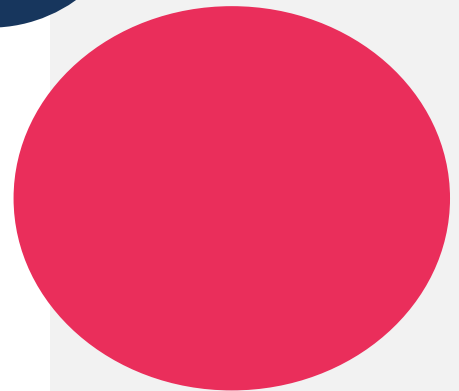
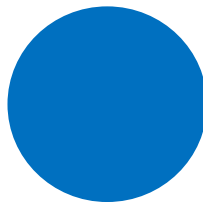
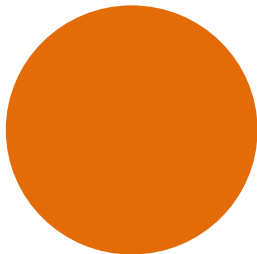
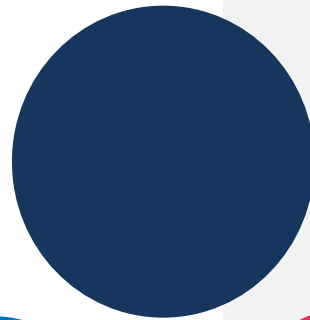
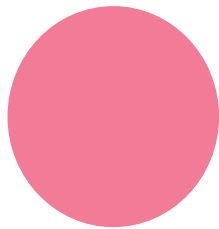
SUPPORT FINANCIER

L'établissement reçoit un financement de base de l'État. Ceci et les frais de remboursement payés par les bénéficiaires fournissent la majeure partie des revenus.

L'emploi de développement dans l'institution est un domaine distinct financé par l'État, fondé par une aide d'État de 31,5 millions de forints hongrois.

1 million de forints par an provient de la vente de produits fabriqués dans l'emploi de développement

Les principaux postes de dépenses sont les salaires et traitements et leurs cotisations (environ 30 millions de forints), l'eau et les égouts, l'électricité, le gaz, la nourriture, les outils nécessaires aux soins : gants en caoutchouc, produits de nettoyage, entretien des actifs. Environ 1,5 million de forints sont nécessaires pour fournir des matières premières, des vêtements de travail, etc...



Message clé et contributions des partenaires du projet Erasmus+ "FULL LIFE" (2019-1-IT02-KA204-062207)

Les organisations suivantes, membres du consortium Erasmus+ Project « FULL LIFE »:

- ANARP - ASSOCIACAO NOVA AURORA NA REABILITAE REINTEGRACAO PSICOSSOCIAL, Portugal
- ARCA Cooperativa Sociale, Italy
- CARITAS SABAC UDRUZENJE, Serbia
- IDEIS - Institut de l'entreprise et de l'innovation sociale, France
- GALILEO PROGETTI Nonprofit KFT, Hungary
- RES - Réseau d'Entreprises Sociales, Belgium
- SOCENT Company Limited by Guarantee, Ireland

en accord avec les objectifs de la [Stratégie pour les droits des personnes en situation d'handicap 2021-2030](#), adopté par la Commission européenne en mars 2021, et la précédente [European Disability Strategy 2010-2020](#), qui a ouvert la voie à une Europe sans frontières

Invitent

- La Commission Européenne
- Le Parlement Européen
- Le Conseil de l'Union Européenne
- Les Ministères de l'éducation, du travail, des affaires sociales et de la jeunesse des pays de l'UE
- Les décideurs politiques locaux

A considérer

les messages et contributions clés suivants, à prendre en considération dans les actions et stratégies futures, afin de mieux répondre aux besoins des personnes en situation d'handicap en Europe, de leur assurer la jouissance de leurs droits fondamentaux, l'égalité des chances, l'égalité d'accès pour participer à la société et l'économie, d'être en mesure de décider où, comment et avec qui ils vivent, se déplacent librement dans l'UE indépendamment de leurs besoins d'assistance et ne subissent plus de discrimination, et de donner aux personnes en situation d'handicap les moyens de jouir de leurs droits et de participer pleinement à la société et économie.

Les organisations susmentionnées, membres du Consortium du projet FULL LIFE Erasmus+, considérant et prenant en considération

* L'Union des Egalités - [Stratégie pour les droits des personnes en situation d'handicap 2021-2030](#), environ 87 millions de personnes souffrent d'une forme de handicap dans l'UE et se heurtent encore à des obstacles considérables pour accéder aux soins de santé, à l'éducation, à l'emploi, aux activités récréatives, ainsi qu'à la participation à la vie politique.

* L'Union des Egalités - [Stratégie pour les droits des personnes en situation d'handicap 2021-2030](#) vise à promouvoir les droits des personnes en situation d'handicap à l'échelle mondiale et à progresser pour garantir à toutes les personnes en situation d'handicap en Europe, l'accessibilité, une qualité de vie décente et une vie indépendante, la protection sociale et la non-discrimination au travail, l'égalité de participation et l'égalité des chances

et l'accès à la justice, à l'éducation, à la culture, au sport et au tourisme, mais aussi un accès égal à tous les services de santé

- * Les articles suivants de la Charte des droits fondamentaux de l'UE (la Charte):
 - Article 1 - « La dignité humaine est inviolable. Elle doit être respectée et protégée.
 - Article 26 - "l'UE reconnaît et respecte le droit des personnes en situation d'handicap à bénéficier de mesures visant à assurer leur autonomie, leur intégration sociale et professionnelle et leur participation à la vie de la communauté."
 - L'article 21 qui interdit toute discrimination fondée sur le handicap.
- * Le Traité sur le fonctionnement de l'UE (TFUE) impose à l'Union de lutter contre la discrimination fondée sur le handicap lors de la définition et de la mise en œuvre de ses politiques et activités (article 10) et lui donne le pouvoir d'adopter une législation pour lutter contre cette discrimination (article 19).
- * La Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes en situation d'handicap (la Convention des Nations Unies) exige des États parties qu'ils protègent et sauvegardent tous les droits de l'homme et les libertés fondamentales des personnes en situation d'handicap.
- * La convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées (CNUDPH), de laquelle l'UE fait partie, affirme que les personnes en situation d'handicap ont le droit de vivre de manière indépendante au sein de leur communauté, de faire leurs propres choix et de jouer un rôle actif dans la société. Toute personne mérite des normes suffisantes de protection des droits civils, culturels, économiques, politiques et sociaux, y compris les personnes en situation d'handicap, sur la base de l'inclusion, de l'égalité et de la non-discrimination.
- * La stratégie européenne en matière de handicap 2010-2020 de la Commission européenne s'appuie sur la CNUDPH, la Charte européenne des droits fondamentaux et le traité de Lisbonne, et fait partie de la stratégie Europe 2020.

Recommande vivement que les messages et contributions clés suivants soient pris en compte dans l'architecture des futures stratégies et politiques liées à l'inclusion, aux droits et à la dignité des personnes en situation d'handicap:

INCLUSION PAR LE TRAVAIL

- *supporter les entreprises qui embauchent des personnes en situation de handicap, par exemple en créant une marque / certification "entreprise inclusive" au niveau de l'UE*
- *garantir le soutien financier nécessaire aux entreprises qui embauchent des personnes handicapées, notamment mentales, intellectuelles et psychiques, pour assurer un accompagnement et un coaching adéquats, et pas seulement dans la première période d'insertion professionnelle*
- *dans les stratégies et parcours d'insertion, de prendre en compte à la fois les aspects relationnels (insertion) et de travail (poste et tâches)*
- *offrir des opportunités de formation et de remise à niveau aux PDG, managers et personnel RH des entreprises à but lucratif, afin qu'ils puissent envisager l'inclusion des personnes handicapées sans a priori ni craintes*
- *appliquer le contrat national des différents domaines de travail également dans les programmes d'emploi des personnes handicapées*

ECOLES ET FORMATIONS

- garantir une scolarisation inclusive pour les personnes handicapées jusqu'à 18 ans avec des espaces, des outils adéquats et un personnel spécialement formé
- favoriser l'intégration scolaire complète, plutôt que les écoles spécialisées, en assurant des ressources suffisantes pour les enseignants de soutien
- introduire l'éducation sexuelle et amoureuse pour les adolescents, y compris les adolescents handicapés


HEBERGEMENT

- entamer très tôt des parcours d'autonomie, avant que les jeunes ne soient "trop structurés" au sein de la famille d'origine
- garantir le respect et le soutien de la vie affective, de la sexualité et de la vie de couple
- augmenter drastiquement les ressources économiques mises à la disposition des organismes publics et privés pour la désinstitutionnalisation, pour augmenter l'offre de logements dans les petites communautés et la vie autonome
- renforcer la diffusion territoriale des structures d'accompagnement, garantissant aux personnes en situation de handicap de résider dans leur territoire de référence, à proximité de leurs proches

INCLUSION SOCIALE

- de sensibiliser les organisateurs d'événements (publics et privés, notamment lorsqu'ils sont financés par des ressources publiques) à l'inclusion des personnes en situation d'handicap dans les événements culturels et sociaux au niveau local
- renforcer le lien entre les organisations bénévoles et associatives qui s'occupent des personnes en situation d'handicap et les instances décisionnelles locales, en créant des tables périodiques de concertation, pour assurer la représentation des personnes handicapées dans la prise de décision locale et la planification d'événements
- soutenir financièrement les organisations locales dans les zones rurales et périphériques, pour garantir l'accès à tous les citoyens en situation d'handicap, et pas seulement ceux résidant dans les zones urbaines
- planifier et soutenir des stratégies d'inclusion pour les adultes en situation d'handicap et les personnes âgées, en particulier avec des handicaps intellectuels, mentaux et mentaux, dans la zone locale
- assurer la fourniture et la continuité des services de protection sociale et un financement stable

- 1 La résolution a été élaborée lors du projet Erasmus+ « FULL LIFE » (2019-1-IT02-KA204-062207 lors de 7 formations courtes dans les pays partenaires du projet, entre 2019 et 2022.
- 2 Les participants sont des professionnels dans le domaine de l'éducation et de la gestion des installations et des services pour les personnes handicapées.
- 3 Les pays représentés sont : la Belgique, la France, la Hongrie, l'Italie, l'Irlande, le Portugal et la Serbie.
- 4 La résolution a été adoptée par tous les partenaires en juillet 2022.



Auteurs par personne par ordre alphabétique (nom - prénom - pays)

Artus Carine, Belgium
Caselli Stefania, Italy
Cheloni Chiara, Italy
Dewandeler Etienne, Belgium
Fanucchi Antonella, Italy
Franck Galadriel, Belgium
Gaio Valentina, Italy
Koja Mimoza, Italy
Kolumbán Erika, Hungary
Lozanović Snežana, Serbia
Lukić Ivana, Serbia
Marie-Pierre Granjon, France
Marra Daniela, Italy
Mélina Delhotal, France
Nikolić Miroljub, Serbia
Pereira Luísa, Portugal
Piovano Claudia, Hungary
Prodanić Dragana, Serbia
Silva Liliana, Portugal
Simon Margit, Italy
Son Nadia, Belgium
Voto Vincenza, Italy
Walker Duncan, Ireland